

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11833

4,60 F

DIMANCHE 13-LUNDI 14 FÉVRIER 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23



PORTRAIT

Yasser Arafat l'inconnu célèbre

(Page 6)

A SOFIA

Le palace des filières bulgares

(Page 7)

MUNICIPALES

A Lyon, le hussard le sénateur et le professeur

(Page 9)

ÉCOUTES TÉLÉPHONIQUES

Les « grandes oreilles » du gouvernement

(Page 16)

SPORTS

Les « bleus » de la boxe

(Page 16)

DÉBAT

Solidarité et droits acquis

(Page 11)

Dans « le Monde Dimanche »
quatre pages de radio et de télévision

Que faire du général Sharon ?

L'opposition dénonce comme un « stratagème » son maintien dans le cabinet Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — « Dérobade », « fausse sortie », « stratagème antidémocratique », protestent les dirigeants de l'opposition.

M. Ariel Sharon a confirmé, au cours de la soirée de vendredi, qu'il resterait au gouvernement à un autre poste. Il avait tardivement fait savoir dans la matinée qu'il quitterait le ministère de la Défense, se pliant ainsi à la décision du gouvernement de respecter les recommandations de la commission Kahane. La veille, après la réunion du conseil des ministres, il avait encore laissé entendre, fidèle à sa réputation d'« irréductible », qu'il était résolu à résister à la volonté de ses collègues et à contraindre M. Begin à « le démissionner », ce que le premier ministre, par principe, se refusait à faire.

Lors d'une nouvelle réunion du cabinet, dimanche, M. Begin devrait annoncer qu'il assumera provisoirement les fonctions de ministre de la Défense, comme il l'avait déjà fait pendant neuf mois après la démission de M. Ezer Weizman, en 1980. Le successeur de M. Sharon pourrait être, dit-on dans l'entourage du premier ministre, l'ancien ambassadeur aux États-Unis, M. Moshe Arens, ancien président de la très importante commission parlementaire des affaires étrangères et de la Défense. M. Arens est, même au sein du Likoud, considéré comme un « facon », farouche partisan de la

Seul au sein du gouvernement israélien à s'opposer au rapport de la commission d'enquête sur Sabra et Chatila, allant jusqu'à qualifier d'« infame » la « responsabilité indirecte » d'Israël qu'évoque ce texte (lire pages 4 et 5 les principaux passages du document), le général Sharon, ministre démissionnaire de la Défense, occupera-t-il un autre poste au sein du cabinet ? Lui-même le proclame, et le groupe parlementaire du Likoud, à l'unanimité moins une voix, a exprimé, vendredi soir 11 février, un souhait en ce sens. M. Begin pourrait prendre sa décision dimanche ou lundi.

« Cette allégation, a-t-il dit, est une inacceptable marque d'infamie qui restera pour des générations. » Accueilli par les huées de quelques manifestants qui réclamaient son retrait définitif du gouvernement, M. Sharon a répondu avec ironie : « Voilà un exemple de violence verbale intolérable. » Il faisait ainsi allusion aux accusations formulées par les membres de l'opposition, qui déclarent que des députés de la majorité, certains ministres, et parmi eux tout particulièrement M. Sharon, ont ces derniers mois enflammé une partie de l'opinion — contre l'opposition, au point que les extrémistes sont déjà prêts à « passer à l'acte », comme cela a été le cas le 10 février avec l'attentat contre les militants du mouvement La paix maintenant.

Plusieurs députés travaillistes ont dénoncé le « tour de passe-passe » auquel est en train de se livrer le gouvernement en permettant à M. Sharon de rester au pouvoir.

preuve de sagesse après l'attentat dont a été victime un militant de La paix maintenant. M. Itzhak Navon, sur l'avenir duquel on continue de spéculer après l'annonce de sa « retraite », a retenu l'attention en se li-

vrant à des critiques qui semblaient plus particulièrement adressées à la majorité qu'à son gouvernement lui-même. « Les dirigeants politiques, a-t-il dit, sont en partie responsables des actes de violence qui viennent d'être commis, car la violence verbale entraîne la violence physique. » Et il a ajouté : « Des gens se traitent d'assassins, de fascistes (cela à l'instigation de l'opposition), de traîtres, de partisans de l'O.L.P. ou encore s'accusent de planter un couteau dans le dos de la nation. » (Cela à l'instigation de la majorité et du gouvernement.) Pour M. Navon, il n'est pas étonnant qu'après des injures on en vienne à lancer des tomates ou des pierres et que « finalement on lance une grenade ».

FRANCIS CORNU.

Le débat sur la rigueur Au-delà de la faille

Au débat sur la rigueur, lancé par la « gauche maso » (selon l'expression de M. Guy Perimond, éditeur-les de l'Unité), cette « deuxième gauche » qui serait capable de jouer les Cassandre, la « gauche maso » préfère l'excitation des « conquêtes sociales » du pouvoir et surtout la dévotion de l'attitude de l'opposition.

A trois semaines du premier tour des élections municipales, il est sans doute plus efficace, du point de vue de la majorité, de concentrer le tir sur une droite qui a placé haut le bar de ses ambitions : gagner soixante villes de plus de trente mille habitants, selon M. Bernard Pons. Les élections de 1977 à rebours, en quelque sorte, il faut donc, pour l'instant, beaucoup plus dire que celle que nous vivons connue jusqu'à présent : elle l'est d'autant plus qu'elle est sous l'influence de cercles de pensée d'extrême droite.

« La droite cherche toujours à faire peur, à caricaturer, à manipuler l'opinion », a rétorqué M. Lionel Jospin, qui parlait au même moment à Sevran (Seine-Saint-Denis). Les intentions réelles, a poursuivi M. Pierre Bérégovoy, qui était à Dijon, sont de remettre en cause la Sécurité sociale. « Ils veulent une Sécurité sociale à deux vitesses (une assurance minimum pour tout le monde, et ceux qui veulent plus, les riches, prendront une assurance individuelle) », a précisé le ministre des affaires sociales, avant d'ajouter : « Je ne l'accepterai jamais ! »

Voilà qu'à positionnée clairement M. Bérégovoy dans un débat qui, contrairement au dire du premier ministre, n'est pas seulement « entre la droite et la gauche », mais qui perçoit aussi au sein de la majorité. Le débat sur la « rigueur », chère à M. Edmond Maire, conduit aussi à s'interroger, comme l'a fait M. Jean-Pierre Cot dans nos colonnes (Le Monde du 8 février) sur la survie de l'appareil de solidarité tel qu'il est, et peut-être à envisager en effet un système à deux vitesses.

On peut, dans cette discussion, considérer qu'il s'agit plus, pour les « masos », comme pour les « machos », de se placer les uns par rapport aux autres en vue d'échecs internes, telles que le prochain congrès du P.S. (Le Monde du 12 février). La pratique gouvernementale, telle qu'elle a été réaffirmée

par M. Mauroy dans l'entretien accordé à l'Unité, n'est-elle pas celle d'un « juste milieu » entre les risques de l'inflation et ceux de la récession ? En outre, l'incertitude qui règne sur la conjoncture économique internationale rendrait les responsables politiques plus prudents lorsqu'ils se prononcent sur l'hypothèse d'une rigueur accrue.

On peut donc aller plus loin. Il est en effet possible de décrire les limites économiques de la démarche de ceux qui prônent ou prévoient davantage de rigueur (lire ci-contre l'article d'Alain Vernholes) ; quelles en sont les implications politiques ? D'ores et déjà, il est clair que remettre en cause, même si cela est nécessaire, le système de solidarité édifié à la libération conduit inévitablement à ébranler le consensus politique qui a porté la gauche au pouvoir.

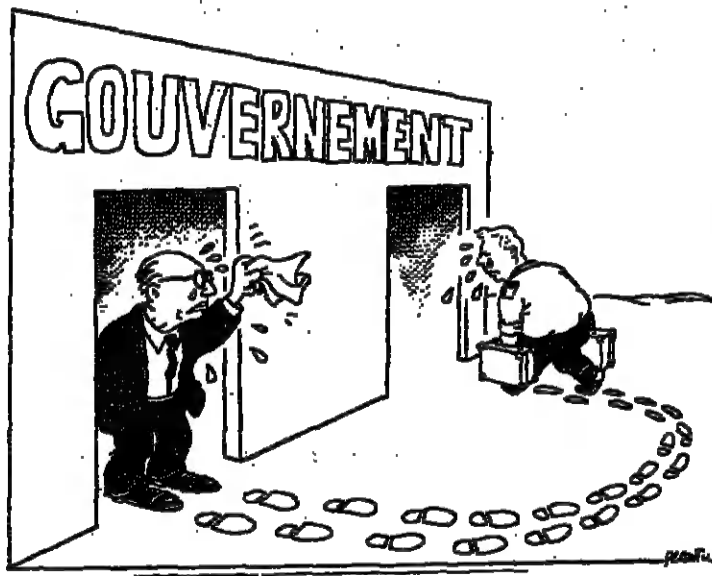
Il est non moins clair que parler d'austérité, c'est s'engager dans une voie que le P.C.F. aura beaucoup de mal à suivre ; c'est donc, à terme, repousser la question de l'alliance avec les communistes, longtemps refusée par la « deuxième gauche ». Sauf à considérer que les socialistes sont en état de préserver seuls leur majorité à l'Assemblée nationale, prôner l'austérité, c'est, à terme, poser le problème d'une autre alliance politique, donc d'une ouverture vers le centre. Une autre alliance, donc une autre politique.

Celle-ci devrait être plus rigoureuse, donc frapper davantage les couches sociales qui, éventuellement, peuvent appuyer cette autre alliance. Ce raisonnement suffit à montrer que la démarche politique de MM. Maire et Cot n'est pas exempte de contradictions et permet d'expliquer la vigueur, pour ne pas dire la violence, de la réaction de l'hebdomadaire du P.S.

Quoi qu'il en soit, quatre événements déterminent le cours de ce débat : la date de la formation du prochain gouvernement ; sa composition ; le congrès du P.S. (qui aura lieu à l'automne, promet M. Jospin), le contenu du D.C. Plan.

Vaut-il créer les conditions d'une mise en minorité de M. Rocard et de ses amis lors du prochain congrès ? Mais alors il faudrait accepter que l'edit M. Rocard ne figure plus dans le gouvernement. Et si l'on est d'accord sur un D.C. Plan qui engage le pays et, à l'avenir, la majorité pour cinq ans, comment peut-on imaginer un congrès qui ne soit pas unanime ? Bref, les réponses à toutes ces questions sont étroitement liées et dépendent d'une perspective d'ensemble que seul connaît, pour le moment, le président de la République.

JEAN-MARIE COLOMBANI.



(Dessin de PLANTU.)

colonisation des territoires occupés. Plus encore que M. Sharon, il s'était pendant un temps opposé en 1978 aux accords de Camp David et au projet d'autonomie de la Cisjordanie et du territoire de Gaza.

M. Arens a, depuis quelque peu, assoupli sa position. Au cours du siège de Beyrouth, l'été dernier, il aurait à plusieurs reprises invité le gouvernement à faire preuve de modération en insistant sur le risque d'une crise grave entre Washington et Jérusalem. Mais dans l'opposition, on a remarqué que tout récemment M. Arens avait été l'un des premiers à souligner que l'acceptation des conclusions de la commission d'enquête et la démission de M. Sharon ne signifiaient pas du tout une modification de la politique du gouvernement israélien.

S'adressant vendredi soir à une assemblée d'avocats à Tel-Aviv, M. Sharon a affirmé que les décisions qui avaient été prises n'auraient pas de grande portée et qu'il ne s'agissait que d'un « simple changement de portefeuille ministériel ». Il a assuré qu'il continuerait à contester les conclusions de la commission d'enquête, notamment quand elle attribue aux dirigeants israéliens une « responsabilité indirecte » dans les massacres de Sabra et de Chatila.

L'un d'entre eux a affirmé que le cabinet de M. Begin en agissant ainsi ne respecte pas le rapport de la commission d'enquête.

Cependant, le parti travailliste, dont le bureau politique devrait se réunir samedi soir, continue d'observer une prudence et surprenante réserve en ménageant ses attaques et en ne réclamant pas expressément la démission du gouvernement tout entier alors que, travers les personnes de MM. Begin et Sharon, il est mis en cause par le rapport Kahane. Ainsi, le parti travailliste refuse-t-il pour l'instant de soutenir la motion de censure qui doit être présentée la semaine prochaine par le parti de centre-gauche Shini.

Les députés travaillistes ont expliqué cette attitude en déclarant que le parti Shini n'avait pas consulté l'ensemble de l'opposition avant de prendre sa décision. Le parti travailliste entend présenter sa propre motion de censure, mais sa prise de position n'a pas manqué de soulever de nombreuses questions sur sa tactique et sa volonté de s'en prendre au gouvernement.

Dans une interview à la télévision vendredi soir, le président de l'Etat est une nouvelle fois intervenu pour demander à ses concitoyens de faire

le commerce, en démobilitant chez les cadres.

Ces risques sont d'autant plus évidents qu'en l'état actuel des techniques de régulation de l'économie, les politiques globales frappent aveuglément. Si leur efficacité n'est pas douteuse pour rétablir les équilibres extérieurs, leurs retombées sont fortement traumatisantes. Toutes les théories du monde n'ont pas permis jusqu'à présent aux techniques de réajustement de produire leurs effets autrement que par des amputations douloureuses, et souvent injustes, frappant uniformément pauvres et riches, actifs et « passifs », productifs et « spectateurs ».

Tous comptes faits, on l'a dit, les risques économiques attachés à la politique actuelle qui mise sur un réajustement progressif des équilibres semblent à peine plus graves que les dangers politiques, économiques et sociaux qu'impliquerait le durcissement de la rigueur mise en œuvre depuis sept mois. Dans la balance des avantages et des inconvénients propres à chaque démarche, la baisse du prix du pétrole fournit — à très court terme du moins — des arguments à la patience, à ceux qui jouent le temps plutôt qu'une sécurité rapidement accrue, à ceux aussi qui continuent de penser que mieux vaudrait sortir de nos problèmes par une accélération de la croissance économique, quoi qu'il puisse en coûter au franc, ce débat — même s'il peut sembler inopportun à certains à l'approche des élections municipales — est lourd de conséquences économiques, sociales et politiques.

M. Edmond Maire qui, comme il l'a déclaré récemment estime qu'une certaine austérité est indispensable, est convaincu qu'il existe une autre voie. Il serait possible selon lui de faire supporter l'effort nécessaire aux plus riches, et à eux seuls.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

La race chevaline est en émoi. On a enlevé, en Irlande, un pur-sang considéré comme l'un des meilleurs étalons du monde. Ses ravisseurs réclament, en échange de la libération de leur otage, une rançon de 22 millions de francs.

On redoute que le précieux cheval ne soit détenu dans des

Rapt

conditions inhumaines, qu'aucune bête au monde n'accepterait. On craint même que les auteurs du rapt n'aient, dans un moment d'effolement, abattu leur victime. Comme s'il s'agissait d'un vulgaire être humain.

BRUNO FRAPPAT.

dates

RENDEZ-VOUS

- 13 février** Chypre : Election présidentielle.
Jamaïque : Visite de la reine Elisabeth.
Venise : Centenaire de la mort de Richard Wagner.
- 14 Damas** : Visite de M. Cheysson (jusqu'au 15).
Alger : Réunion du Conseil national algérien.
Paris : Visite de M. Fanfani, président du conseil italien, accompagné de M. Colombo, ministre des affaires étrangères.
Deuxième volet des négociations sur la retraite à soixante ans.
- 14 Inde** : Elections dans l'Etat d'Assam (Nord-Est). Elles se poursuivent le 17 et le 20.
- 15 Mulhouse** : M. Willy Brandt participe à un débat sur l'avenir de l'économie internationale.
- 15 Visite officielle de travail** à Paris de M. Paul Biya, président du Cameroun (jusqu'au 16).
- 16 Moscou** : Visite de M. Claude Cheysson.
- 17 Paris** : Réunion du groupe des Dix (hauts fonctionnaires le 17, ministres des finances le 18).
Mexico : Voyage officiel de la reine Elisabeth.
- 18 Nuremberg** : Session d'un tribunal écologique - des vertus contre la course aux armements (jusqu'au 20).
- 19 Le Caire** : Reprise du procès des intégristes.
Riyad : Conférence des ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

II - SUISSE-TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) versent bien joindre un chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Grèce, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 35 c. ; G.-B., 50 p. ; Irlande, 35 sh. ; Islande, 75 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 0,200 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Suède, 325 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 T. ; Yougoslavie, 66 d.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimerie :
de « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2377.

CHYPRE : histoire d'une double peur

M. Kyprianou entend bien, le 13 février 1983, se succéder à lui-même lors de l'élection présidentielle chypriote. Mais dans l'île d'Aphrodite, divisée et meurtrie, tout événement s'inscrit dans la longue histoire d'une double peur.

Depuis des mois, l'affaire de Chypre s'est enfoncée dans les lointains et l'élection qui va se dérouler dans l'île se perd dans la catégorie des événements mineurs. Serait-ce que les chemins de la coexistence entre les communautés grecque et turque se sont ouverts ?

Rien n'est réglé pourtant. Sur les approches de la « ligne Attila » qui tranche en deux fractions l'île et sa capitale, Nicosie, derrière les meurtrières du mur qui enferme chaque communauté dans un ghetto, Grecs chypriotes et Turcs chypriotes montent la garde. Leurs souvenirs sont les mêmes : ceux de massacres. Les images qu'ils portent en eux se reflètent comme en un miroir.

Formément-ils vraiment un même peuple, ces occupants d'une île réduite, dont les intérêts ne divergent pas tant ? Ou deux ethnies, deux tribus, portées sur ce sol en avant-garde de deux grandes communautés historiques, qui n'auraient pas renoncé à s'exterminer l'une l'autre au nom de l'hellénisme ou du rêve ottoman ? Le moindre fait, le plus mince signe de tension, s'inscrit dans cette question.

M. Kyprianou n'est pas un président de conseil général impatient de voir renouvelé son mandat. Porteur de l'héritage de l'ethnarque Makarios, il s'apprête à assurer une seconde présidence de la République parce que le parti communiste de Chypre, l'AKEL, qui représente le tiers de la population, ne lui a jamais ménagé son soutien. L'un des plus liés à l'Union soviétique, ce P.C. reflète toutes les souplesses de la ligne de Moscou, dans la question chypriote.

Le principal rival du président sortant, M. Clerides, incarne une vision « occidentale » du destin de Chypre, où il rencontre au demeurant le troisième homme, M. Rauf Denkash, président de l'Etat fédéré turc.

La situation de Chypre et sa configuration en ont toujours fait une place d'armes, en pointe de la ligne des îles où fleurit l'hellénisme. Les Assyriens, les Égyptiens, les Perses, la reprirent Athènes, Alexandre le Grand, s'en ressaisirent, puis les Romains. Elle fut province romaine de 58 av. J.-C., gouvernée par Cléon, puis byzantine en 336. Les raids arabes ne se transformèrent pas en conquêtes. Elle devint latine, avec Richard Cœur de Lion, en 1191,

les Templiers, la dynastie des Lusignans, puis les Vénitiens. Turc enfin en 1571.

Christianisée en 45 après J.-C. par Marc l'Évangéliste et son disciple Barnabé, Chypre fut le premier pays - on ne saurait dire : nation ou État - à être régi par des chrétiens. Très tôt, son Église revendiqua une autonomie en laquelle s'incarnait seule l'identité chypriote vis-à-vis de Rome ou de l'empereur de Byzance, qui, au V^e siècle, donna à l'archevêque de Chypre le privilège de porter les insignes impériaux. Au sein de l'Église orthodoxe, l'Église de Chypre fut autocratique et son chef, l'ethnarque, alliait l'hégémonie spirituelle à la seule autorité temporelle capable de représenter ce peuple dont la foi orthodoxe entraînait la condition politique de minorité vaincue.

Le bras droit contre la barbe

Nicosie prise par les Turcs le 9 septembre 1970, virent un an plus tard les jours de Léonte et de la défaite infligée aux flottes turques par don Juan d'Autriche. Elle fut ressentie comme une victoire majeure de la chrétienté. Mais l'ambassadeur de Venise s'entendit dire par Mehmet Pacha : « En détruisant notre flotte, vous nous avez coupé la barbe. Mais en vous prenant Chypre, nous vous avons coupé le bras droit. Une barbe rasée repousse plus forte mais un bras amputé, jamais. »

Le ministre des affaires étrangères turc pendant l'opération de l'été 1974, M. Gunes, reprit ces propos sous une forme certes moins imagée, dans une interview à un journal turc, six ans plus tard : « Le vrai problème, dit-il, est la sécurité de quarante-cinq millions de Turcs de la patrie turque ainsi que des Chypriotes turcs, et le maintien de l'équilibre des forces dans la Méditerranée orientale. »

Les logiques qui président aux va-et-vient des nations sur des frontières disputées sont les mêmes depuis des siècles. Si en Europe occidentale elles ont cessé de jouer un rôle depuis près de quarante ans, on les a vues à l'œuvre à Chypre en juillet 1974.

De l'Ouest venait la puissante poussée de libération de l'hellénisme. Il avait commencé en 1971 avec le soulèvement du Péloponnèse contre l'empire ottoman. La guerre d'indépendance de 1821 à 1829 avait engendré la Grèce indépendante, grâce à l'intervention de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie. Une indépendance contrôlée par les intérêts anglais toujours soucieux de maintenir un équilibre qui n'abaîsserait pas trop la Turquie face à l'expansion russe.

Les îles ioniennes en 1862, un morceau de Macédoine bulgare en 1878, puis la Thessalie et une

partie de l'Épire en 1881, La Crète en 1908, Salonique et la Chalcidique, l'Épire méridionale et quelques îles de l'Égée en 1913, Rhodes en 1947... ainsi les terres helléniques furent-elles rassemblées ou plutôt reconquises, au prix d'un abandon des rives d'Asie mineure dont un million et demi de Grecs furent en 1922 contraints à l'exode.

Ainsi la *Megalá Idea*, la « grande idée » qui vise à donner à l'hellénisme toutes les terres où jadis fleurit son génie, s'est-elle connue une assez large réalisation politique, sans trouver pourtant son couronnement : la reconquête de Constantinople. Jusqu'à quel point anime-t-elle encore la grande majorité des Grecs contemporains ou simplement, guide-t-elle les partisans du régime des colonels qui prirent le pouvoir en 1967 ? Quelqu'un disait, voilà un an, que « l'hellénisme est déterminé à mettre un terme à son retranchement continu et à livrer combat pour honorer son histoire ». C'était Andriás Papandréou, leader du changement, chef du gouvernement socialiste.

La dernière étape de la reconquête hellénique passait par Chypre, pour que le combat commençât dès la fin de la guerre. Le combat de l'Enosis, de l'« union », dont le jeune Mgr Makarios, élu ethnarque en 1950 fut le prophète et le combattant. Union avec la Grèce, union contre la Turquie. Dès l'instant où il dé tint le pouvoir à partir de 1960, il incarne une stratégie progressive de réduction des Turcs chypriotes à un statut de minorité analogue, après tout, à celui qu'avaient connu les Grecs pendant quatre siècles de domination ottomane.

Grandeurs passées

Dans quelle mesure, inversement, la dénonciation de la « grande idée » par les Turcs et la peur qu'ils disent en éprouver sont-elles politiquement raisonnables ? Cette peur est plus viscérale que fondée. Elle fait écho à la peur des Grecs devant la « menace turque » et les rêves de l'expansion pantourienne, englobant toutes les populations turques jusqu'à l'Asie centrale. L'une et l'autre se réfèrent à des grandeurs passées, que nulle appartenance politique n'empêche de réuser. Ni droite ni gauche ne prévalent plus pour atténuer ces nationalismes toujours prêts à s'exprimer.

Chypre est le seul terrain de leur affrontement direct. C'est à-dire celui aussi de leur conciliation éventuelle et lointaine. Lorsque les colonels grecs préparèrent le coup d'État qui, en juillet 1974, devait éliminer Mgr Makarios, ils se firent une intégration de Chypre dans le camp tiers-mondiste, et désormais défiant devant une Enosis qui aurait fait de Chypre une plate-forme de l'OTAN, ils prirent contact dis-



Dessin de Rouil.

crètement, en Thrace, avec des émissaires du gouvernement Ecevit, l'homme d'État de gauche, le leader du Parti républicain du peuple, l'initiateur de la future opération de guerre turque au nord de l'île. Les conversations portèrent sur l'hypothèse d'une double Enosis, c'est-à-dire du rattachement à la Grèce et à la Turquie des deux fragments de l'île, l'un grec, l'autre turc, ou devenus entièrement tels après des échanges de population.

Cette rencontre n'a jamais été officiellement confirmée, pas plus que n'ont été révélées les manœuvres britanniques ou américaines pour aider la liquidation de Mgr Makarios ou laisser s'opérer le débâtement turc. Le fond de l'affaire est là.

Ankara n'inventait rien lorsqu'elle voulait prévenir des massacres de Turcs chypriotes dans la foulée de la réussite du coup d'État. Ces « bavures » étaient prévues, ou en tout cas vraisemblables. Les Grecs, pour leur part, en furent victimes surabondamment. Mais les atrocités bien réelles que chaque camp lance à la face de l'autre doivent-elles interdire de comprendre les thèmes politiques qu'ils défendent ?

La Turquie n'envahira pas la Thrace, ne débarquera pas dans les îles de l'Égée, à quelques

milles de son littoral, militarisées en dépit des traités, sans qu'elle ait réagi. Mais elle tiendra la gage du secteur nord de Chypre, où ses forces gardent, fût-ce symboliquement, le dernier bastion contre un hellénisme qui n'a pu revivre qu'en défilant l'empire ottoman.

La Grèce, aujourd'hui moins que jamais, n'est pas prête à « réunir » Chypre, que ce soit la partie grecque, ou l'île toute entière.

Cet équilibre que les passions ethniques et culturelles rendent perpétuellement instable tient par le consensus implicite des Grands. L'extrême prudence soviétique, la discrétion britannique, l'effacement américain, n'empêchent pas que Moscou, Londres et Washington entretiennent à Chypre, soit dans leurs ambassades, soit dans les bases anglaises, soit dans les stations d'écoute américaines, des personnels militaires qui, utilisant l'île entière comme poste avancé, sont les plus sûrs garants du statu quo.

Quant à Athènes, en dépit des déclarations et de la rhétorique, elle n'a aucune propension à se mouvoir. L'internationalisation de la question de Chypre, fortement déconseillée par M. François Mitterrand, lors de son voyage en Grèce, n'est souhaitée par aucun des acteurs.

JACQUES NOBÉCOURT.

Les veuves en sursis

De notre envoyé spécial

Nicosie. — Depuis l'invasion turque, mille six cent dix-neuf personnes, des jeunes hommes surtout, des femmes, des enfants, des vieillards, n'ont pas été retrouvés. Elles ne figurent pas sur les listes officielles des morts et le gouvernement turc ne répond pas aux suppliques des familles. Un « comité chypriote des parents de personnes disparues et des prisonniers non déclarés » installé à Nicosie au lendemain des hostilités a entrepris des recherches le plus souvent infructueuses. Des témoignages de la Croix-Rouge, des photographies parues dans les journaux turcs, ont permis d'identifier plusieurs combattants qu'on croyait morts.

Des Chypriotes grecs seraient toujours incarcérés en Turquie, notamment dans la prison d'Adana, d'autres soumis au travail obligatoire sur les terres du nord de l'île. Autant de témoignages ou de « légendes » qui, ajoutés au silence du gouvernement turc, entretiennent l'espoir des familles de

disparus. « Déjà en 1963, les Turcs affirmaient qu'il n'y avait aucun disparu, et quatre ans plus tard ils ont rendu trois Chypriotes grecs », rappelle M. Nicos Serghides, secrétaire général du comité. En 1981, une commission indépendante a été mise en place pour la recherche des disparus. Elle s'est réunie une dizaine de fois en présence des représentants chypriotes grec et turc et d'un membre de l'ONU. Depuis, elle est dissoute : les Turcs n'acceptaient pas d'enquête sur le terrain.

Les mères et les veuves qui ont attendu trop longtemps n'ont pas toutes le même courage. Quelques-unes cherchent encore la vérité « même si c'est terrible ». Ce sont les jeunes femmes aux vives brisées comme Demetriou Tsoussi du village d'Aphania, mais les plus âgées, en deuil éternel, ne désirent plus qu'attendre et se souvenir. Elles vont ensemble manifester régulièrement dans les rues, devant les ambassades de Nicosie. « Parfois, dit Antonia Tsolaki de Paralimni, qui était épousée quand son fiancé a disparu, je

rêve qu'il est au bout du chemin. Si c'était vrai je crois que je m'évanouirais de bonheur. » Leurs maisons, leur mobilier, ont fini par se ressembler, et au mur elles ont accroché le portrait agrandi, redessiné, coloré de l'homme qu'elles ont perdu. « Une photographie d'identité retrouvée dans les décombres. » Elles ont cette même difficulté à surmonter : quand on est femme de Chypre, il faut savoir attendre et espérer.

D'autres s'épuisent à lutter, en s'accrochant au désir qu'ils soient vivants. Mirofora Giorgi n'a pas revu son fils, six ans, blessé à un genou le 17 juillet 1974. « Les soldats l'ont emporté à l'hôpital de Nicosie en secteur turc. » Elle a tout tenté pour retrouver son petit garçon. Elle frappe encore aux portes des ministères, elle a écrit à M. Denkash, chef de l'Etat fédéré chypriote turc, alerté l'opinion internationale. En vain...

Les filles des disparus des milieux modestes ne trouvent plus de fiancé. Elles n'ont pas de dot. Leur père n'a pas eu le temps de construire pour elle une maison et les jeunes chypriotes hésitent à s'engager.

Alors elles courent tout le jour dans un coin de la pièce. Les années passent et elles forment leurs vœux sur le malheur, parfois sur le secret d'un viol.

On raconte cependant tant de belles histoires. Des Suédois de Paralimni auraient vu dans les orangeries de Famagouste des prisonniers chypriotes grecs. « Si mon homme était là ! » se disent-elles, mais vite l'espoir retombe. D'autres que le désir ne trouble pas se sont faites à l'idée qu'ils ne reviendront plus. Comme ce père qui a vu son fils pour la dernière fois partir pour Famagouste avant l'entrée des troupes turques. « Je lui avais dit : n'y va pas. » Depuis, il n'a pas cessé de le rechercher. Il a pris des contacts avec les Turcs, des soldats de l'ONU, il a même envoyé un ami clandestinement en Anatolie sur les traces du disparu. Il était riche. Il n'a plus rien. Il pleure. « Ma femme, témoigne le vieil homme fatigué, ne veut pas croire à la mort de mon fils, elle lui achète toujours des affaires pour son mariage. »

Les fiancées, les épousées dans les milieux bourgeois n'ont

pas tant attendu. Beaucoup ont refait leur vie. Mais les femmes des villages n'ont guère que le choix de se morfondre. Alors le comité, ses manifestations, le voisinage secourable, les enfants à élever dans le souvenir du père - la petite Despina apprend une recette de gâteau pour le jour où son papa reviendra - ont donné à ces femmes désemparées une sorte de statut social, comme une obligation de réserve et des devoirs qui les rendent fibres. Elles font dire des messes pour le retour des disparus. « J'ai pitié de lui, dit Antonia, car je vois mon enfant grandir et lui, là-bas, ne peut pas le voir. » Désormais, pour ces veuves en sursis, une mort certaine et prouvée ne serait plus même un soulagement. Elles préfèrent cette attente interminable. Elles y ont passé leur jeunesse, elles sont prêtes à y finir leur vie. Pour elles, cette guerre éclair de 1974 continue. Il n'y a pas eu de cessez-le-feu, leur existence n'a pas repris son cours, elles retiennent encore leur souffle pour écouter le pas de l'homme qui rentre.

CHRISTIAN COLOMBANI.

peur



Lyon, la ville aux deux collines, est une métropole bien courtoise, à moins d'un mois des municipales...

De notre envoyé spécial

Lyon. — « Lyon d'abord », proclament les affiches de M. Francisque Collomb, maire sortant non inscrit. « Lyon, le cœur, Lyon, le courage », disent celles de M. Michel Noir et de ses collègues R.P.R. « Assurons l'avenir de Lyon », reprennent celles de M. Gérard Collomb, le socialiste, leader d'une gauche unie. La ville bien courtoise, la ville aux deux collines, tout lui permet de faire la coquette devant tant de souriants et divers dans leurs manières, si pressants dans leurs invitations à la séduction, si prompts aussi aux sondages. C'est parce qu'on ne sait jamais trop bien comment s'y prendre, avec elle même lorsqu'on est de ses fils. C'est vrai qu'il ne lui déplaît point de s'entendre promettre une dimension européenne et même internationale, histoire de faire la nique à ce Paris usurpateur qui, au temps où elle était Lugdunum, n'était, lui, qu'une médiocre bourgade de barbares. Mais il est tout aussi vrai qu'elle garde en même temps ses côtés frileux, secrets, qu'elle s'accommode mieux des chuchotements que des hauts cris. Regardons-la un peu dans ses contrastes, sinon dans ses contradictions. En six ans — et de cela tout le monde se félicite — elle s'est offert un fameux lifting sous la houlette de l'équipe sortante. « Fermez les yeux, c'est Lyon ! », disait le méridional Alphonse Daudet à ses enfants lorsque le train entrainait en gare de Perrache. Après lui, Henri Béraud, un fils de Lyon celui-là, prenait le relais : « Chez nous, rien ne change, ni le ciel, ni les pierres, ni les âmes. » Elle les a bien fait mentir, même si elle y a mis le temps. Les superbes quais de la Saône, comme ceux du Rhône, sont passés d'un gris triste et parfois lépreux au rose doux, à l'ocre, à la framboise : Florence-sur-Saône en a fait quelque chose de si bien. Même le ciel, depuis l'assainissement des étangs de la Dombes, n'est plus chargé de ces brumes qui avaient si mauvaise réputation, et tout aussi bien sont vivantes les rues piétonnes du vieux Lyon comme celles de la presqu'île, jusques et y compris cette place Louis-Pradel toute fraîchement inaugurée en janvier dernier et qui a changé du tout au tout le sombre environnement de l'Opéra, autre fleuron d'orgueil, et de l'hôtel de ville.

La supercherie intellectuelle

Cité de clarté, alors ? Pas si vite. Assurément, le temps des méchantes affaires des années 70, qui, des policiers proxénètes à l'assassinat du juge Renaud, en passant par le procès du gang des Lyonnais et celui des fausses factures, défraya la chronique, est de l'histoire ancienne. A Marseille maintenant d'avoir son lot de dossiers brûlants. Alors non, les miasmes ne sont plus là. Et la campagne pour les élections municipales, même avec le nouveau statut dit P.L.M. qui institue ici comme à Paris et à Marseille des maires et des conseillers d'arrondissement, n'aurait pas suscité tant de curiosité sans cette rupture entre MM. Francisque Collomb, sénateur non-inscrit du Rhône et successeur à la mairie de Louis Pradel, et Michel Noir, jeune député R.P.R. de trente-neuf ans ; cette rupture amène l'un et l'autre à s'affronter dans un premier tour qui, du même coup, est assuré de ne pas être le dernier.

C'est qu'il n'y a pas par quatre chemins. M. Noir, quand il parle du maire sortant : « J'ai trente-

neuf ans, il en a soixante-douze. C'est un homme incapable de s'imposer à un entourage qui le manipule pour la défense d'intérêts personnels. Ma présence sur ses listes, c'était la perte du pouvoir pour ce petit nombre qui veut continuer à se proclamer apolitique. »

Avait-on jamais parlé de la sorte à Lyon ? Pouvaient-on imaginer que l'on renvoyait ainsi aux invalides un maire sortant ? Qu'on le murmure : peut-être, et encore. En tout cas, le thème majeur de M. Noir sera celui-là : « Toute politique doit être fondée sur une éthique. Pour moi, entre le groupe et l'individu, l'individu l'emporte ; entre l'Etat et le citoyen, c'est le citoyen qui doit avoir la primauté. L'apolitisme est la supercherie intellectuelle. » Voilà donc l'équipe Collomb taxée de « socialisme rampant ».

Est-ce ainsi que Lyon, ville d'opposition — et sur ce chapitre il n'y a pas à l'honneur qu'il est de contestation possible, pas même pour le socialiste Gérard Collomb — parviendra à se faire entendre à Paris d'un « pouvoir socialiste-communiste » ? Non, il lui faut un gaillard de dimension. M. Noir, 1,90 m, poil profond, le sourire contraint, se sent tout à fait dans la peau de ce Zorro lyonnais. Car Lyonnais, il l'est lui aussi, et plus encore Croix-Roussin. Les Noir ont derrière eux trois générations de passementiers. Dans la foulée, on peut bien, à ce titre, revendiquer l'héritage des canuts et même leur révolte des années 1830. Autant dire que Paris entendrait parler de pays, et lorsqu'il faudra réclamer au ministre de l'intérieur des effectifs supplémentaires pour assurer cette sécurité si précieuse, on ne se contentera pas de le faire par lettre. La sécurité est un thème, ce n'est pas le seul.

Des indésirables

Lyon, après le temps du béton forcé et des grands bouleversements pas toujours heureux qui marquèrent les vingt années de la gestion Pradel, nourrit aujourd'hui d'autres projets, caresse d'autres ambitions. Si la gare de La Part-Dieu se construit enfin pour le T.G.V., après trop d'atermoiements de la S.N.C.F., si l'on en attend pour ce quartier neuf une vie nouvelle, trois autres grands dossiers sont promus, en tout état de cause, à la future municipalité. D'abord, au sud, dans le quartier de Gerland, assez déshérité jusqu'à la réalisation d'un centre scientifique ambitieux avec l'installation de l'Ecole normale supérieure des sciences ; ensuite, la réalisation d'un parc d'exposition, international lui aussi, du côté de Chassieu ; enfin, la réalisation, pour compléter le réseau du métro, d'une ligne de 10 kilomètres reliant de nord-ouest en sud-est Vaise à Vénissieux, c'est-à-dire deux pôles qui votent à gauche, ce qui, par les temps qui courent, autorise l'espérance d'une manne de provenance nationale.

M. Noir, assurément, ne combat pas de tels projets ; d'autant moins que, conseiller municipal, il les a votés, comme les ont votés aussi le plus souvent les socialistes et, à l'occasion, les communistes. A leur sujet, il reprend simplement son discours d'homme assuré : « Lyon, ville internationale, bien sûr. Mais cela aussi suppose énergie et volonté. N'y aurait-il pas du Chinois dans ce projet ? Et là se pose la question essentielle : peut-on, en 1983, enlever Lyon à la hussarde ? Lyon, où les retraités représentent 35 % de la population, près de la moitié de l'électorat ; ce Lyon qui vieillit, ce qui n'aurait d'ailleurs M. Noir, qui se dépeuple aussi (75 000 habitants de moins qu'il y a vingt ans). Voilà encore M. Francisque Collomb et ses amis montrés du doigt, même si M. Noir doit bien savoir que le phénomène est commun à la plupart des grandes villes.

Alors, le jeune prétendant est confiant autant qu'il est présent : conférence de presse quotidienne, tournée des marchés de la Croix-Roussie aux Brotteaux, du vieux Lyon de l'ouest aux arrondissements de l'est. Et puis, le soir, ce sont d'autres rencontres à la lyonnaise, chez l'habitant. On se trouve là, entre invités. Voisins, amis. M. Noir y développe ses thèmes, accompagné le plus souvent de M. Chaix, ancien préfet de police de Lyon, aujourd'hui à la retraite. M. Chaix, rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière, cheveux gris, costume rigoureux, n'est pas candidat. Il est seulement conseiller. Son expérience de la ville, la connaissance qu'il a pu en avoir, sont un atout pour le candidat Michel Noir, même si de l'autre côté on ironise sur « ce préfet venu faire des extras au R.P.R. ».

Serait-ce en raison de cette connaissance des gens, et parce que, à Lyon, tout se sait, que l'on a assisté à certains retrais de candidatures sur la liste de M. Francisque Collomb ? Celle de M. Jean Miriot, adjoint à la circulation, mis en cause pour sa gestion d'une société liée à la ville ; celle de M. Alain Chaboud, adjoint à l'urbanisme ? « Nous ne mangeons pas de ce pain-là », disent en chœur et la main sur le

fait pas une affaire. Mais avec cela, on entretient des rumeurs. En tout cas, exit M. Chaboud de la liste du maire sortant dans le neuvième arrondissement, où c'est M. Roger Fénéch (C.D.S.) qui se présentera à sa place dans un secteur où la gauche paraît assurée de l'emporter.

J'ai été trompé

M. Francisque Collomb entend demeurer au-dessus de ces médiocres et subalternes considérations. Sénateur courtois et affable, il préfère se retrouver lui aussi avec ses amis. Il se montre à l'occasion sur les marchés, car il entend pas laisser « dire n'importe quoi » par M. Noir. Mais il préfère de loin, lui aussi, ses petites campagnes du soir, en comité restreint, dans un appartement ami. Là, sous les portraits de famille, entre la vitrine aux bibelots et le secrétaire en dos d'âne, devant un petit parterre de fauteuils, il peut animer ses forums de prédilection pour un homme qui n'a jamais eu le goût du plein air. Il refait inlassablement l'histoire de la rupture : « J'ai été trompé par un homme qui aurait pu empêcher cette démission, et c'est M. Chaix. »

Au reproche d'apolitisme que lui fait son adversaire, il répond :

Une opération blanche

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Francisque Collomb a présenté, jeudi 10 février, les candidats des listes « Lyon d'abord » au conseil municipal et aux conseils d'arrondissement. M. Collomb a pu mesurer à cette occasion qu'il l'emportait de peu, sur le plan de l'audience, face à son adversaire du R.P.R., M. Michel Noir, qui, le 19 janvier, avait tenu un meeting dans la même salle du Parc des expositions.

Le ton monte entre les deux candidats de l'opposition : au cours d'un débat diffusé la veille sur France-Inter, M. Noir a évoqué la nécessité pour Lyon de trouver « un nouveau souffle » ; M. Collomb s'est fâché : « Vos propos commencent à me choquer les oreilles. Je tiens à garder mon calme ; mais vous n'avez pas mon expérience... » Sur le thème de la sécurité pour les personnes et les biens « il a, sans citer le nom de M. Noir, critiqué une de ses propositions : la création de mille

emplois de policiers à l'horizon 85. « C'est l'Etat, pour l'essentiel, qu'il convient de mettre en face de ses responsabilités », a estimé M. Francisque Collomb.

Avant l'intervention du maire de Lyon, M. Alain Mayoud (P.R.), député du Rhône, président de la fédération départementale de l'U.D.F., avait confirmé le « soutien total » de sa formation au maire sortant. Commentant les « transferts » entre les listes R.P.R. d'une part et les listes U.D.F. et d'apolitiques » d'autre part, M. Mayoud a demandé que « ces pratiques cessent » et a déclaré : « Sept personnes qui, pour la plupart, n'auraient pas eu leur place sur les listes du maire ont rallié le député de la troisième circonscription, tandis que six autres faisaient un choix inverse. En termes arithmétiques, cette opération Noir est une opération blanche ».

C. R.

œur MM. Noir et Chaix. Mais M. Noir ajoute quand même : « Chaboud c'est quoi ? Un élu doit avoir pour souci l'intérêt général, il ne doit pas oublier que l'intérêt personnel n'est pas l'intérêt général. Mais je n'ai aucun élément. Ce sont ses amis qui ont posé le problème. Je reconnais seulement que M. Barre et moi-même avons pu dire à Francisque Collomb qu'il y avait sur ses listes des indésirables. Il y en a d'ailleurs encore à mon avis deux ou trois. »

Voilà bien Lyon retrouvée, avec ses petits secrets murmurés devant les tasses de thé du sixième arrondissement, beaucoup plus que devant les comptoirs et les « pots » de beaunais. Ils circulent sans parole tout à fait dans le débat public mais sans en être non plus tout à fait ignorés. « Sur Chaboud il n'y a rien de concret, d'établi, riposte l'un des adjoints de M. Collomb, M. André Soulier. Et ils savent bien qu'ils ne peuvent pas se servir de cela. »

Si tout se sait à Lyon, tout ne se dit pas. En réalité, l'affaire Chaboud se ramènerait à la confiance d'un promoteur qui aurait eu l'impression que, s'il avait offert à l'adjoint à l'urbanisme un petit quelque chose, il n'aurait pas essuyé de refus. Avec cela, on ne

« Non, nous ne sommes pas des apolitiques. Nous sommes des non-inscrits, nuance. Cela signifie que nous sommes clairement dans l'opposition nationale. Mais nous ne voulons pas subir le poids de tel ou tel parti. »

Et puis, il faut que ses auditeurs le sachent : « Michel Noir, dès le début, avait son idée en tête. Il avait déjà retenu ses pan-neaux d'affichage. Il voulait de toute façon prendre la mairie. Mon devoir était de l'en empêcher. A Lyon, les choses ne se passent pas comme ça. »

Il peut avoir la dent dure, M. Francisque Collomb. « Ce monsieur, qu'a-t-il fait en six ans au conseil municipal pour tant nous critiquer aujourd'hui ? La liste de ses interventions tient sur les procès-verbaux en une seule page. Secrétaire de la communauté urbaine, on ne l'a jamais vu. »

Non, l'opposition — on est dans le sixième arrondissement, celui de M. Collomb — c'est bien lui qui la représente. « Le P.R., le C.D.S., les radicaux, le C.N.I.P., sont avec nous. Ce n'est pas notre faute si le R.P.R. n'a pas voulu y être. »

Une fois dénoncées les noirceurs de M. Noir, on met à l'aise l'assistance. « Ici, on peut parler

de tout, nous aussi, y compris de l'âge du capitaine et, si vous en avez envie, de son électro-encéphalogramme ! »

Mais, puisque la division est là, jusqu'au 6 mars au soir, il faut bien s'en accommoder. On ne va quand même pas jouer les pleureuses. C'est égal, M. Noir et ses affiches où il se montre avec tel ou tel de ses enfants, ce n'est pas le genre lyonnais. « Pour nous », dit M. Collomb, « pour nous », récite M. Soulier, « la star, c'est la ville, et elle est plus forte que nous, que M. Noir, que M. Chirac, que M. Mitterrand. Il s'agit simplement de la servir et non de s'en servir. »

On ne peut quand même s'empêcher de soupçonner un peu : « Si l'union avait été maintenue, nous emportions les neuf arrondissements de la ville dès le premier tour. Elle ne s'est pas faite, au contraire. Cela va même s'aggraver, laisse présager M. Francisque Collomb, avec cet ancien préfet de police qui, maintenant, dit n'importe quoi. »

Donc, la consigne est simple : tous aux urnes le 6 mars. Car perdre deux arrondissements, un siège ici et là, et ce serait la communauté urbaine qui pourrait basculer, passer à la majorité nationale avec pour président M. Hérnu, dont on convient volontiers à l'occasion qu'« il n'est d'ailleurs pas le pire ».

L'équipe sortante crie donc casse-cou, n'oubliant pas non plus les effets du nouveau statut, l'apparition de ces conseils d'arrondissement « qui vont coûter cher, car il faudra bien à ces messieurs leur cabinet, leur voiture de fonction ».

Un tournant

LA, l'auditoire réagit : « C'est bien vrai, ça, monsieur le Maire, le grand public n'est pas informé. Il faut le lui dire ! »

« Je vous le dis pour que vous le lui disiez », répond en souriant M. Collomb.

Après quoi, on parle du Lyon à venir : du travail pour des dizaines d'années. « Quelle est la ville qui, en Europe, construit à la fois une gare internationale, un parc des expositions, un centre scientifique ? Et qui a mis sur pied tous ces projets ? Et pourquoi des chaînes hôtelières internationales s'intéressent-elles maintenant à Lyon ? »

Dans ce débat, oublierait-on pourtant qu'il y a un autre Collomb, Gérard, le socialiste ? C'est entendu, il n'est pas inquiet. Lui-même est le premier à dire que ce n'est pas le 6 ni même le 13 mars que Lyon tombera à gauche. Mais, à trente-cinq ans, ce

jeune professeur de lettres classiques analyse assez bien le climat de sa ville : « Nous sommes, dit-il, à un tournant. Francisque Collomb est le dernier des héritiers de cette lignée de gauche qui passa par Victor Augagneur, par Herriot et, pour finir, par Pradel, élu avec des voix socialistes. Non, ce n'est pas une ville de droite. Après la Commune, en 1871, elle prit pour maire un socialiste indépendant ; et savez-vous que c'est à Lyon, dans le quartier de Vaise, que Jean Jaurès devait prononcer son dernier discours, le 29 juillet 1914 ? Il se trouve seulement que cette tradition de gauche a dégénéré du socialisme au radicalisme d'Herriot. C'est Pradel qui fit faire le pas le plus important en entraînant dans son camp les anciens de la S.F.I.O. Francisque Collomb, lui, a accentué l'emprise centriste. »

Voilà pourquoi des quartiers populaires comme le troisième et le septième arrondissements ne voteront pas pour M. Gérard Collomb, mais plus vraisemblablement pour la municipalité en place qui est maîtresse des structures. Le programme de M. Gérard Collomb est, dans ces conditions, très simple : reconquérir. A son âge, il peut se permettre de n'être pas pressé. Il est assuré de retrouver sa place au conseil municipal et, sans doute, d'avoir même la mairie d'arrondissement du neuvième. Alors, il va se battre. « On ne les lâchera plus. On exigera des dossiers, on regardera de près. » Allusion aux affaires Miriot et Chaboud, bien sûr. Mais, là encore, il n'est pas possible d'aller au-delà.

En attendant, M. Gérard Collomb se fait connaître. Les sondages des uns et des autres montrent que les Lyonnais savent de plus en plus qu'il existe. Ils peuvent aussi savoir ce qu'il pense des réalisations de la municipalité : « menées sous le signe de l'incertitude ». Et ce vieux Lyon, entre Saint-Georges et Saint-Paul, est-ce qu'il doit devenir une sorte de nouveau Pigalle ? Et la Duchère, dont les logements n'ont pas été refaits depuis 1962, n'est-elle pas à la veille de devenir une nouvelle zone des Minguettes ? Alors, Gérard Collomb, maire à l'horizon 2000 ? Il en accepte l'augure, tout en se demandant malgré tout : « La gauche, ici, a-t-elle trouvé son leader ? » Heureuse Villeurbanne, la voisine, et heureuse M. Hérnu, dont Francisque Collomb dit qu'« il n'est pas le pire » et dont Michel Noir proclame, lui, avec encore plus de familiarité : « Charles, c'est un ami. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

D'une ville à l'autre

ALPES-MARITIMES

Les fédérations départementales du P.C. et du P.S. ont conclu, le 11 février, un accord pour la constitution de listes d'union dans l'ensemble du département. Selon cet accord, le P.S. sera tête de liste dans dix-sept villes de plus de trois mille cinq cents habitants, le P.C. dans neuf.

EURE-ET-LOIR

Châteaudun. — Les militants socialistes, en dépit des consignes nationales et des appels à l'union lancés par le P.C., refusent de se rallier au maire sortant communiste, M. Hardy. Ils ont décidé de constituer une liste avec des radicaux de gauche.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 3 février, le parti communiste marxiste-léniniste (maoïste) ne constituera pas de liste à Bayonne. Il participe à la liste d'union de la majorité qui conduira M^{me} Nicole Péry, socialiste, députée à l'Assemblée européenne.

NORD

Lille. — « Les nationaux et socio-professionnels », proches de l'extrême droite, qui tentaient de consti-

tuer leur propre liste (le Monde du 9 février) ont renoncé à leur projet. « Conscients des points de divergence », qui les opposent à M. Chauvière, R.P.R., tête de la liste d'opposition, ils ont décidé de faire confiance à ce dernier.

SOMME

Querelle de textes à Amiens

AMIENS. — Le club Jules Verne, qui regroupe l'opposition politique à l'actuelle municipalité (le maire d'Amiens est M. René Lamps, communiste, qui se représente à la tête de la liste d'union de la gauche), vient de saisir la commission d'accès aux documents administratifs.

Le secrétaire général du club, M. Roger Mézin (R.P.R.), a, avant d'entamer cette action, écrit une nouvelle fois au maire pour lui rappeler que, depuis le mois de mai 1982, il lui a envoyé six lettres pour lui demander communication de quarante et un documents administratifs que M. Lamps n'a jamais transmis.

Ces documents concernent notamment : le coût du contrat de solidarité signé entre la ville et l'Etat, l'évolution des recettes fiscales pour 1982, la charge de la dette, le budget 1983, le plan d'investissements de la ville, etc. — (Corresp.)

Le face-à-face radiophonique Quilès-Chirac n'aura pas lieu

Page 10 — Le Monde • Dimanche 13 et lundi 14 février 1983 ***

La solidarité contre les droits acquis ?

Rigueur pour qui ? Tel est le débat inlassablement repris à chaque mesure économique ou sociale qu'adopte le gouvernement. Il y a accord sur le fond, socialistes, communistes et syndicalistes des grandes centrales ont pour projet commun d'améliorer la condition des salariés. La question est de savoir si cette amélioration passe seulement par l'extension des avantages acquis, antérieurement, par les luttes sociales, ou bien aussi par une remise en ordre des situations héritées de ces luttes. M. Le Pors, ministre de la fonction publique, membre du comité central du P.C., et M. Kaspar, membre du secrétariat confédéral de la C.F.D.T., s'efforcent de répondre à cette question.

M. LE PORS : rien n'est jamais acquis définitivement Répartir autrement

par JEAN KASPAR (*)

On parle officiellement, depuis un certain temps, de la nécessité non pas d'accroître le rôle de l'Etat dans la société mais, au contraire, de le réduire. Que pensez-vous de cet objectif ? Est-il compatible avec l'augmentation des effectifs de la fonction publique ?

Il n'y a pas de nombre d'or qui puisse caractériser le niveau optimal de l'intervention de l'Etat. Si l'on se situe en longue période, on constate que, dans tous les pays développés, l'Etat développe son intervention, et que l'administration répond à des besoins collectifs de plus en plus diversifiés et de plus en plus amples. Il y a un facteur qui renforce cette évolution, c'est la crise. Pour gérer deux millions de chômeurs, il faut une administration sociale qui n'est pas de même niveau que lorsqu'il y en a deux cent mille.

En 1960, le poids du prélèvement obligatoire sur le Produit intérieur Brut (P.I.B.) était de 32,6 %, de 36,8 % en 1974, de 42,8 % en 1981 et 43,8 % d'après les estimations disponibles pour 1982. Le niveau observé en France est très voisin de celui de la C.E.E., et la dispersion des pays autour d'une moyenne qui est, je crois, de 41 % dans la C.E.E. est très faible. De plus, les évolutions dans les différents pays sont parallèles. Donc, il faut voir cela, non pas comme un paramètre normatif mais comme une sorte de dérive générale, qui caractérise l'économie de ces pays. Si l'on considère les dépenses publiques, la dernière année que l'on ait pour pouvoir comparer, c'est 1980. Elles s'élevaient à 43,2 % du P.I.B. en France, à 45,2 % en Italie, à 44,3 % en R.F.A. et à 44,2 % en Grande-Bretagne. De ces quatre pays, la France est donc celui où le poids relatif des dépenses publiques est le plus faible. Le poids des dépenses induites par la fonction publique dans le budget de l'Etat a même baissé depuis 1979 : il représentait 43,8 % en 1979 et n'est plus que de 40,8 % en 1982.

Vous avez employé le terme de « dérive ». Pensez-vous que c'est un phénomène lié à la crise et qu'il faudrait tenter d'inverser ?

Je ne m'érige pas en juge de l'évolution historique des choses. Les moments qui ont été caractérisés par une plus grande intervention de l'Etat sont la première guerre mondiale, la crise des années 30, la deuxième guerre mondiale, et maintenant. Après des périodes comme celles-ci, qui correspondent à une sorte de mobilisation collective des énergies, les dépenses collectives ne reviennent jamais à leur point de départ.

Il ne faut pas nier, non plus, qu'il y ait une socialisation des sociétés développées de plus en plus accusée, et cela, indépendamment des a priori idéologiques — libéraux ou plus ou moins dirigistes — des équipes au pouvoir. Ce phénomène est plus profond que les actes conjoncturels qui sont accomplis pour renforcer ou diminuer l'intervention de l'Etat.

« Sortir de la crise par le haut »

Pensez-vous que c'est une tendance qui peut présenter à terme des risques, par exemple sur le plan économique ?

Non. Les interdépendances entre les agents économiques et sociaux se multiplient de plus en plus. On va vers des sociétés de plus en plus complexes, qui ont besoin, de ce fait, d'instruments de conscience, de connaissance, d'inspection, de bilan, de statistiques, de présentation globale, qui n'étaient pas requis avant, quand les agents économiques et sociaux s'ajustaient les uns par rapport aux autres à travers les péripéties de la vie. Cela peut être une bonne ou une mauvaise chose.

La bureaucratie est tapie derrière ce mouvement. Ce qui fait la différence, c'est la nature de l'intervention de l'Etat, sa pertinence au regard des objectifs poursuivis et des moyens mis en œuvre.

Vous vous refusez à mettre en regard, d'une part, cette évolution et, d'autre part, ce qui est considéré comme nécessaire pour le développement de l'industrie, la revalorisation de l'esprit d'entreprise et des tâches productives ?

Je n'ai jamais cessé de dire que l'on n'est pas en société post-industrielle et que l'industrie reste le lieu principal de la création des richesses. Ce n'est pas par la fonctionnarisation des chômeurs que l'on résoudra le problème de la crise, mais par la création d'emplois productifs. Pour autant, il ne s'agit pas d'opposer l'un à l'autre. A vrai dire, dans cette société si riche en potentialités, si diverse en interdépendances, il y a peu de fonctions qui ne soient pas, à un degré ou à un autre, des fonctions publiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il arrive qu'on nationalise certaines d'entre elles.

Est-ce qu'on n'observe pas dans la fonction publique, et ailleurs, des comportements de nature à empêcher ou à rendre plus difficile la sortie de la crise, dans la mesure où ils visent à protéger la sécurité de l'emploi, mais aussi certains statuts et certains avantages liés à ces statuts, qui seraient des obstacles à la mise en œuvre d'une politique plus dynamique ?

Je considère, au contraire, que ce sont des moyens pour sortir de la crise. La sortie de la crise, je l'imagine par le haut, pas par le bas. Ce qui veut dire que je m'imaginais pas qu'on puisse sortir de la crise par la gestion de la pénurie, par l'inscription de la politique gouvernementale dans une spirale de déflation et d'austérité généralisée.

« Trois paramètres fondamentaux »

Si l'on considère que, à travers l'histoire, certaines catégories ont pu avoir un avantage relatif, l'expérience montre que cela n'a jamais été octroyé, mais toujours acquis à la suite d'actions qui ont abouti à certaines avancées, que le droit ensuite a entérinées. Seulement, effectivement, le caractère inégal de la société fait que le développement du mouvement ouvrier a stimulé, a promu, a peut-être été lui-même source d'inégalités dans la mesure où, pour des situations qui ne sont pas fondamentalement différentes, les acquis peuvent être de niveau sensiblement différent. Des distinctions se sont donc créées par le niveau variable des luttes, des actions menées et des acquis accumulés au fil des années. Qu'un gouvernement de gauche se pose le problème d'une juste remise en ordre des acquis sociaux, c'est tout à fait normal. Mais, là encore, se pose l'alternative : par le bas ou par le haut ?

Est-ce que ce n'est pas une présentation des choses un peu abstraite, qui ne tient pas compte des réalités d'aujourd'hui ?

Je ne crois pas. Beaucoup de travailleurs avaient déjà la cinquième semaine : elle a été généralisée. Quelques catégories avaient les trente-neuf heures, voire moins : les trente-neuf heures ont été généralisées. Le gouvernement a reconnu en droit ce que d'autres avaient réussi à faire pénétrer dans la réalité quel que temps auparavant.

Aujourd'hui que le mouvement ouvrier est au pouvoir, en France, est-ce que cela ne lui permettrait, éventuellement, de renouer à un certain nombre d'avantages ou de garanties qui étaient, en quelque sorte, la

contrepartie de son exclusion du pouvoir ?

Je ne vois pas pourquoi, alors qu'un mouvement social et politique donne toute leur place — une place plus grande, tout au moins — aux forces de la création de richesses, aux forces ouvrières, il saisisse ce moment pour revenir sur ce qui a coûté si cher autrefois. Rien n'est jamais acquis définitivement. Donc, il faut consolider les progrès sociaux, en les généralisant autant que possible, et faire de cette consolidation un socle, à partir duquel on pourra faire d'autres avancées. C'est pour cela que la majorité des Français ont voté en 1981.

Dans le cas de l'éducation nationale, par exemple, le souci prioritaire des enseignants doit-il être la défense de leurs traitements, de leurs horaires de travail, etc., ou bien l'amélioration de la qualité de l'enseignement et du service rendu à la collectivité ?

Je n'ai jamais prétendu que la politique de l'emploi, notamment dans la fonction publique, devait consister en des créations de postes, qui s'ajouteraient aux autres et qui traiteraient vers une fonction publique en croissance permanente, sinon exponentielle. Il y a trois paramètres fondamentaux. Le premier, c'est que le gouvernement, qui est le premier employeur de France, s'interroge sur sa responsabilité dans la lutte contre le chômage et qu'il ait, comme les autres employeurs, le souci de créer des emplois. Le deuxième paramètre, c'est l'abaissement de la durée du travail pour répondre à des besoins sociaux, mais aussi pour que chacun ait sa place dans le monde du travail, dans les circonstances concrètes actuelles. La durée sous différentes formes : durée hebdomadaire, durée annuelle, durée de vie au travail, etc. Et le troisième paramètre, c'est l'efficacité. On ne peut pas le laisser de côté.

Le gouvernement a créé des emplois dans l'éducation nationale : 34 800, sur les 107 700 qui auront été créés dans la fonction publique de 1981 à 1983. Durée du travail : trente-neuf heures dans l'éducation nationale (quarante et une heures pour les agents de service).

Les agents de l'éducation nationale ont dit, au moment où on a pris le décret sur les trente-neuf heures : « On n'arrivera pas à l'appliquer, parce que vous n'avez pas créé assez d'emplois. » Et c'est vrai qu'il y a toute une série de blocages, de distorsions, qui montrent que la liaison de ces deux paramètres — durée du travail, création d'emplois — ne s'est pas réalisée à due concurrence. Il y a des tensions qui obligent à des aménagements d'horaires, les quels — ce que craignent les syndicats — risquent de revenir sur certains droits acquis. Mais je ne dis pas : il faut choisir l'efficacité contre les emplois ou la durée du travail, ni aucun de ces paramètres contre les deux autres. Il faut parvenir, ensemble, à les combiner rationnellement.

Salaires et réduction de la durée du travail

Estimez-vous qu'il est totalement exclu d'envisager une réduction de la durée du travail sans compensation salariale, ou que, jusqu'à un certain point, c'est une chose possible ?

Les fonctionnaires sont payés au mois. La liaison entre la durée du travail et la rémunération mensuelle n'a jamais existé directement dans la fonction publique, et vous pensez bien que les syndicats et le gouvernement ne vont pas établir cette liaison, qui conduirait à payer les fonctionnaires à l'heure, alors que la mensualisation est en voie de généralisation dans les autres secteurs. Le fonctionnaire développe son activité

sur toute une carrière. La question est d'actualité depuis deux ou trois mois dans la fonction publique, puisque, à l'issue des négociations salariales, j'avais été autorisé par le gouvernement à annoncer une prochaine étape de la réduction de la durée hebdomadaire réglementaire du travail, qui aura lieu en 1984. On s'interroge actuellement sur la manière dont on va s'y prendre, pour que cela soit moins difficile que l'étape qui nous avait fait passer de quarante et une heures à trente-neuf heures. Il va y avoir des discussions au sommet avec les organisations syndicales avant le printemps, c'est-à-dire très bientôt, et, dans le même temps, j'ai invité les directions du personnel des différents ministères à entreprendre des études, dans la concertation avec les organisations syndicales, pour voir comment cela va se passer concrètement en tenant compte des trois paramètres que j'ai dits.

Les inégalités, voire les privilèges liés à la possession d'un statut prennent-ils dans la fonction publique, la forme de primes dont la justification et le montant paraissent souvent mystérieux ?

Il faut restituer les inégalités qui peuvent être occasionnées par les rémunérations annexes — les primes, pour parler simplement — par rapport à une hiérarchie qui dans la fonction publique n'est pas excessive. La quasi-totalité des fonctionnaires sont dans une hiérarchie de 1 à 4. Si l'on prend l'ensemble des fonctionnaires, du plus haut au plus bas, la hiérarchie est de 1 à 6,5 ; donc, on a fait la moitié du chemin. Evidemment, ce raisonnement, je le fais « hors-primes », et les primes introduisent une surhiérarchisation et des inégalités à l'intérieur d'un même corps, entre corps, à l'intérieur d'une administration, entre administrations — qui sont considérables.

Certaines primes ne s'apparentent-elles pas à une rente de situation ?

Si, certainement, sans aucun doute.

Vous heurtez-vous, dans ce domaine, à un esprit de corps ?

Absolument. Je dirais même qu'il y a, entre la volonté des ministères et la capacité de résistance des administrations, une différence assez spectaculaire, mais c'est à l'administration d'obéir. Même si nous n'aboutissons pas en quelques semaines, cela devra néanmoins se terminer ainsi.

C'est un cas où l'harmonisation ne se fera pas par le haut ?

Oui, dans la mesure où il s'agit d'avantages indus. Mais je distingue les indemnités justifiées (qui compensent une sujétion ou même une manière de servir, car un fonctionnaire qui travaille bien doit être avantagé dans sa carrière de base, également dans toutes les rémunérations à l'occasion de tâches auxquelles il se consacre plus ou mieux que d'autres) et les primes sur lesquelles on peut s'interroger. Les avantages indus ne constituent pas la règle générale. Les primes représentent 10 % de la masse salariale : ce n'est pas, globalement, un avantage exorbitant ; seulement, elles correspondent à des sommes allant d'un treizième mois — et certains ne l'ont même pas — à quelquefois deux fois et même trois fois le traitement de base. Des écarts pareils sont totalement inadmissibles. De plus, cette clarté totale sur les rémunérations principales et annexes, outre qu'elle répond à une préoccupation de moralisation, est une condition indispensable à la remise en ordre des traitements de la fonction publique.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

Notre pays est malade de la crise. Dans une telle situation, les corporatismes s'exaspèrent, et le risque est grand de voir les différentes catégories s'arobouter sur leur situation, leurs avantages et, dans certains cas, leurs privilèges.

La tension est connue : justifier des situations acquises au nom des grands principes, sans essayer de participer au débat de fond qui est celui de savoir comment éviter la désagrégation du tissu social, comment échapper à une coupure entre les protégés et les exclus de la protection (les « hors sociétés », comme les appelle Pierre Rosanvallon).

Soyons lucides. Cette montée des corporatismes et des poussées catégorielles se développe dans toutes les couches sociales. Du côté des P.M.E., des agriculteurs, des professions libérales, du patronat, mais aussi des salariés et pas seulement chez les cadres.

Le syndicalisme lui-même n'est pas à l'abri. Il suffit de constater les tensions qui peuvent exister entre les salariés du secteur public et ceux du privé. Or surmonter les corporatismes au sein de la classe ouvrière, réunifier celle-ci et, plus largement, rassembler l'ensemble des salariés est un enjeu majeur de la période pour le syndicalisme, mais aussi pour toute la société.

Quelles solidarités ?

Ce que vise la C.F.D.T. n'est rien d'autre que la conquête d'un pouvoir effectif sur le travail et dans la société. C'est la possibilité de mobiliser d'une façon consciente, pour répondre aux défis qui sont les nôtres aujourd'hui, l'ensemble du salariat qui constitue désormais la majorité de la société.

N'oublions pas que la situation économique est caractérisée par un net ralentissement de la croissance, et donc par l'impossibilité de répartir le surplus de cette croissance. Rien n'est plus absurde que de raisonner comme si tous les salariés étaient dans la même situation ou comme si, par automatisme, les avantages des uns devaient devenir demain ceux des autres.

Savoir comment procéder à une autre répartition des biens et des services pour permettre à tous de bénéficier de ce que chacun est en droit d'attendre de la collectivité, voilà bien la question à l'ordre du jour.

Prenons deux exemples.

Premièrement, l'emploi.

La gravité du problème justifie qu'on pose lucidement un certain nombre de questions. Comment croire qu'il est possible d'aborder les problèmes de l'emploi sans mettre au centre du débat la question de la réduction de la durée du travail, les trente-cinq heures, mais aussi le partage du travail et le temps choisi ? N'est-ce pas la condition pour s'attaquer à l'organisation actuelle du travail, à ses conditions d'exercice et, en fin de compte, changer la nature même du travail, moyen de réconcilier l'homme et la femme avec leur activité professionnelle ?

Pour aborder le problème de la création d'emplois et faire en sorte que la lutte contre le chômage ne soit pas simplement un objectif revendicatif ou un thème de discours mais un axe d'action,

la solidarité doit constituer une de nos approches prioritaires.

Deuxième exemple : la protection sociale.

Il faut entièrement repenser son avenir. Le système est déjà entré dans une impasse structurelle puisque, en période de croissance ralentie, les dépenses sociales croissent nettement plus vite que la richesse nationale. Dans le même temps, les besoins sont loin d'être satisfaits (il en apparaît même de nouveaux !), et les inégalités restent criantes dans la redistribution des fonds sociaux. Pour faire face à cette situation, il faut certes réfléchir sur un nouveau financement de la protection sociale, mais il faut aussi aller plus loin. Progresser, par exemple, dans l'harmonisation des règles de la couverture sociale, développer les équipements de services, réduire l'assistance, enrayer les processus de marginalisation, responsabiliser les individus et les groupes. Et, bien sûr, faire en sorte que la contribution au financement de la protection sociale soit proportionnelle aux revenus et aux salaires de chacun.

Un long chemin reste à parcourir, comme en témoigne le débat sur le financement de la suppression des coefficients d'abattement dans les régimes de retraites complémentaires. Celui-ci a, en effet, fait surgir des comportements catégoriels et basement corporatistes, alors que l'objet de cette suppression était de faire du droit à la retraite à soixante ans un droit réel.

Il a fallu toute la ténacité de la C.F.D.T. pour que soit prise en compte la possibilité de financer le régime intermédiaire par les réserves des caisses de retraites complémentaires, qui implique une nécessaire solidarité économique entre celles-ci.

Force de pression ou de transformation

En plaçant, au cœur de sa stratégie, la construction de nouvelles solidarités, la C.F.D.T. démontre à l'évidence que son ambition vise à être une force de transformation, en refusant de limiter l'action syndicale à un simple groupe de pression.

Placée dans une telle perspective, la solidarité devient un levier pour bâtir ensemble les réponses nouvelles à la crise et progresser vers un nouveau type de développement. Bien loin de représenter une acceptation de l'austérité, une solution réformiste ou une concession aux conceptions patronales, la mise en œuvre de nouvelles solidarités permet de mobiliser d'une façon consciente l'ensemble du salariat et de reconquérir l'unité de la classe ouvrière fortement remise en cause par le taylorisme, le développement des statuts précaires, le chômage et les nouvelles technologies.

Le socialisme ne se construit pas sans effort, sans refus de la facilité et sans remise en cause des scélesses qui nous guettent. Ce dont le mouvement ouvrier a besoin aujourd'hui, c'est d'une ambition qui soit en prise avec la réalité et qui corresponde bien aux enjeux de la période.

(*) Secrétaire national de la C.F.D.T.

France / arts et spectacles

« RÊVES D'ÉCLUSE » A LA « PÉNICHE »

Les folies Pennetier

« Folie » du latin « folia », dit-on. Soit « petite maison sous les feuilles ». Il y a encore et toujours, dans la vie parisienne, les Folies-Bergère. Il y eut les Folies Dramatiques et aussi les Folies Nouvelles, où furent créées en 1855 « Olympe ou la Reine des Iles », une « anthropologie musicale » signée Hervé.

Hervé ? Pseudonyme de celui qui faisait peur à Offenbach lui-même : soit Florimond Berger, né en 1823. Hervé, un « petit grand musicien », le pionnier de l'opérette, si le mot « opérette » n'avait pas été inventé par Mozart.

Opérette ? Il disait, Mozart, que tout compositeur bien constitué pouvait fabriquer deux ou trois de ces miniatures « entre son déjeuner et son dîner ». Récapitulons. Il y a aujourd'hui dans la « vie parisienne », qui dispense à chacun le plaisir et le bonheur (mais le plaisir n'est pas le bonheur et le désir n'est pas l'amour — disait-on au dix-neuvième siècle), bref, il y a dedans Paris, en 1983, un endroit, ou plutôt un non-lieu, ayant pour tous feux des lampions de fête foraine, et qui s'appelle la « Péniche-Opéra ». Tous les fidèles de Jean-Paul Farré connaissent l'embarcation animée par Mireille Laroche, une ancienne du Théâtre du Soleil ayant aussi fait ses classes chez Mehmet Ullusoy. Le rafiot d'eau douce, au ventre transformé en théâtre — 25 mètres de long, 5 mètres de large, 3 mètres de haut — est une folie pas si douce du tout, rapport au confort, à la visibilité et surtout à l'acoustique. Et, paradoxalement, ce non-sens scénographique n'a jamais aussi bien « marché » que depuis que le pianiste Jean-Claude Pennetier s'y mêle d'y faire et d'y faire entendre de la musique.

La « Péniche-Opéra » est habituellement amarrée au canal Saint-

Martin, face au quai de Jemmapes. Mais, en raison d'une opération de nettoyage de ce bief-là, vous la trouverez actuellement sur le bassin de la Villette, une ancienne gare de triage pour les charbons et barges dans le dix-neuvième arrondissement, face au 70, quai de la Loire, métro Laumière. Si on vous dit tout cela, c'est qu'en raison de leur succès les « Folies-Péniche » sont prolongées jusqu'au 27 février. « Folies », à cause de « folia » ? Nous y voilà : cela s'appelle aussi « Rêves d'Écluse » : c'est servi par sept chanteurs-comédiens qui ont une « pêche » formidable — pas d'autre mot. Plus deux pianistes habiles à faire oublier toute « pêle-mêle ». Ça a « dans les veines quelque chose d'indompté et de finement crâne », c'est bourré, comme disait Hervé, « d'exubérance, de pasquinades, de billesves, d'extravagances, d'incohérences, de coq-à-l'âne, de turlupinades, de contrepèteries, de charbonneries ». Surtout, c'est pètri de talent. Un vrai bonheur. Jacques Loucheur l'a dit (le 12 janvier). Dimanche que le nombre de places soit vraiment limité : un spectacle pareil, à l'Opéra-Comique, par exemple, tiendrait l'affiche durant des mois, réconcilierait les plus intraitables avec les « Bouffes » de nos grands parents, et donnerait l'occasion aux abonnés des dimanches provinciaux de savoir de quel bois elle peut se chauffer, l'opérette, quand on ne la vend pas au rabais, quand on l'accommode.

Ici, un vaste collage de morceaux d'anthologie réalisés par Pierre Danais — qui joue et chante également le lieutenant de service. Car il y a tout. Il y a tout, tour à tour : le baron, la divette, le gigolo, le benêt, le petit marquis, le jardinier, le satyre, l'orang-outang, les nœmes et les filles de petite vertu. Ce n'est jamais lourd. Mais rigolo. Ça pétillote. Champagne ! — Ça regorge d'allusions en tous genres. Des citations glissent, ni vu ni connu. Ça a à voir avec l'opérette des débuts du genre, pareille aux ouvertures burlesques du temps des banquets de foire, quand la censure limitait à quatre le nombre des personnages parlants (d'où les muets, les ventriloques et les mimes). Ça rappelle aussi les joyeusetés plus bourgeoises, époque Courteline, Labiche et, bien sûr, papa Offenbach. Les styles se catapultent.

Tous trois revendiquent l'héritage d'Erik Satie, auquel d'ailleurs, ils ont payé un tribut, lui consacrant en juin dernier des récitals ad hoc.

Aux États-Unis, dit Jean-Claude Pennetier, Satie est plus considéré que Schoenberg. « Et puis, ajoute-t-il, il faut finir, à la fin, de croire que le théâtre musical est un monstre invivable des années 70.

Ancien, comme Pierre Danais, de l'Atelier lyrique du Rhin, et n'ayant pas d'illusions assez grandes pour l'action menée par Pierre Barrat, Jean-Claude Pennetier,

quarante ans, n'hésite pas à mettre en balance sa carrière de soliste reconnu et son goût pour la direction d'orchestre (1) dès qu'il s'agit, sans démagogie, de croire à l'animation musicale, à la musique faite autrement et pour d'autres circuits que celui des salles obligées des concours de prestige. Il conçoit les « Folies-Péniche » comme une opération de transition : d'ailleurs la « Péniche-Opéra » annonce pour juin prochain la création d'« opérettes-bonnes », contemporaines celles-là. Des compositeurs ont été sollicités, des librettistes aussi, à qui il a été demandé de faire rire, de ne pas léser côté blague surréaliste, côté « notes et banquets », mais, certains, ahurés, ont refusé, se sont déclarés incapables de plaisanter. Six ou sept autres ont accepté, pas des moins connus. Jean-Claude Pennetier, dont la mère jouait du violon d'opérette et dont l'épouse est professeur de rôle, d'opérette au Conservatoire de Paris, dit avec un sourire : « La seule question avec les compositeurs contemporains, c'est qu'ils sont vivants. On n'aura moins de recul, plus de difficulté à être respectueux ».

Aujourd'hui, où la B.D. se retrouve subventionnée par les ministères, espérons que ces inventeurs de refrains et chansonsnettes ne se prendront pas trop au sérieux pour se gausser de cette fin de siècle-ci.

MATHILDE LA BARDONNE.

★ « Péniche-Opéra » à 21 h ou le dimanche à 17 h, jusqu'au 27 février.

(1) J.-C. Pennetier qui a dirigé des concerts de musique contemporaine à la tête notamment de l'E.I.C., du NOP, ou de l'ensemble 2e 2m dirigé par l'ensemble orchestral de Paris le 12 avril, avec notamment des œuvres de Haydn. « Je remonte dans le temps », dit-il, « ce n'est pas son désir d'en arriver au répertoire lyrique tout court ».

« NOCE », A AUBERVILLIERS

Canetti, l'anti-Brecht

Tandis que, le 16 février, le Théâtre de Paris accueille le Berliner Ensemble, à Aubervilliers le Théâtre de la Commune crée « Noce », d'Ellen Canetti, à partir du 15 février, dans une mise en scène de Gabriel Garran. Gerald Stieg, auteur d'une étude sur Canetti et Brecht, nous présente ici l'auteur de « Noce ».

Brecht n'avait que sarcasmes cyniques envers Canetti, apôtre pur et dur de Karl Kraus, polémiste viennois du début du siècle. Canetti n'avait que mépris pour un écrivain dont il dénonçait le « déguisement prolétarien » et le goût, immoral à ses yeux, de l'argent. Jean-Claude Pennetier, le seul critique français à s'interroger sur ce chapitre, en conclut qu'il s'y déverse autre chose qu'une antipathie personnelle. On pourrait déceler la rancœur portée par un dramaturge subtil et sérieux, mais dont le théâtre reste largement méconnu, à un auteur de pièces brutales, clinquantes, passablement démagogiques, et toujours appliquées. Jean-Claude Pennetier n'a sans doute pas les pièces de Canetti, mais il a raison de vouloir dépasser les questions de rivalités personnelles.

Brecht est un grand praticien du théâtre. Canetti, peu habitué à la pratique théâtrale, a suivi rigoureusement la démarche de son seul maître, Karl Kraus, qui avait l'habitude de « lire » sa grande œuvre les « Derniers Jours de l'humanité » (1919), mais aussi Shakespeare, Aristophane, Nestor et même les opérettes d'Offenbach. Contrairement à Brecht, qui se sert d'un langage théâtral simple, à l'image de la Bible de Luther, Canetti, comme Kraus, donne la priorité aux failles et brisures du parler quotidien, et sa manière peut se comparer aux techniques musicales de

l'école de Vienne : parmi les amis de Canetti, il y a Alban Berg.

Les meilleures « représentations » du théâtre de Canetti restent, jusqu'à présent, les six causeries qu'il a lui-même enregistrées. Acteur prodigieux, capable des métamorphoses les plus surprenantes, il a fasciné le public allemand et autrichien. Mais, dès que l'on aborde le « vrai » théâtre, ses pièces se heurtent à une résistance sourde qui, de temps en temps, éclate en scandales. Ce n'est pas faute d'imagination scénique : il faut chercher ailleurs, et l'on retombe sur Brecht.

Il y a dans les trois pièces de Canetti des thèmes et des structures que l'on retrouve chez Brecht. « Noce » (1932) répond à la « Noce chez les petits bourgeois » (1919-1926). Comédie des vanités (1933-1934) semble une contrepartie de la « Mémoire » (1930) et c'est Canetti lui-même qui, en 1960, signale le parallèle entre les « Surintendances » (1952) et la « Vie de Galilée ».

Canetti, autant que Brecht, refuse l'identification « du spectateur au héros. Au fond, l'effet de distanciation se trouve dans son théâtre. Mais Brecht transpose le mécanisme théâtral de la « reconnaissance », du plan psychologique au plan social. Sa force de conviction vient de ce qu'il procure ainsi aux spectateurs la même satisfaction que la même peine. Il fournit un nouveau système d'identification.

Canetti abolit les plaisirs de l'identification, le plaisir psychologique, comme politique idéologique. Son œuvre est une recherche désespérée de l'identité humaine, de la reconnaissance de soi et d'autrui, en dehors de tout cadre préfabriqué. Dans les « Surintendances », les personnages portent, à la place d'un nom, un numéro selon le nombre d'années qui leur est accordé. L'« ennemi » de Canetti, la mort, ne s'arrête pas aux confins de la lutte des classes. A juste titre, il la croit capable d'animer son théâtre. Comme la mort, le théâtre court à toute espérance vaine.

LE POÈTE ITALIEN

VITTORIO SERENI

MEURT SUREMENT

Le poète italien Vittorio Sereni est mort à Milan le jeudi 10 février d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-sept ans.

(Enseignant de 1936 à 1952, puis directeur littéraire de l'éditeur Mondadori, Vittorio Sereni ne cessa jamais de publier une œuvre poétique, fort peu connue en France. Claude Ambroise (le Monde du 31 octobre 1975) le définissait comme « un poète entre un poète classique et un poète moderne ».

La seule traduction française a porté sur six poèmes, présentés par Claude Ambroise dans la « Nouvelle Revue française » de juillet 1972.)

POUR LES SALLES

VOIR LIGNES PROGRAMMES

DELON

LE BATTANT

CHAILLOT

Grand Théâtre 727 81 15

hamlet

Prolongation jusqu'au 6 mars

101, bd Raspail 75006 PARIS
Rens. Loc. 544.41.42

MAISON DES CULTURES DU MONDE présente

Au Théâtre de l'Alliance Française

ASPECTS DU CINEMA ROUMAIN CONTEMPORAIN

du 16 au 22 février

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

NOBERT SANDA présente

GÉRARD LANVIN MICHEL PICCOLI
MARIE-FRANCE PISIER BRUNO CREMER

LE PRIX DU DANGER

UN FILM DE YVES BOISSET

A partir d'un postulat plus réaliste que celui de MAD MAX, YVES BOISSET a montré par sa réalisation forcée jusqu'où le cinéma, lui aussi, peut aller.

Jacques SICLIER/LE MONDE

La satire de BOISSET est diablement efficace. GÉRARD LANVIN s'affirme comme « une vraie bête de cinéma »

Robert CHAZAL/France-Soir

On y trouve toute la tension, toutes les émotions fortes, toute la fureur, tout le suspense, toute la violence que peut attendre l'amateur de thriller J.M. BESCO/Pariscopie

Entrée : 1-100

CES TEXTES NE FONT PAS NOUATION AUX OBLIGATIONS PUBLICITAIRES.

un film de Philippe GARREL

L'ENFANT SECRET

Avec VALÉRIE BASTIEN et HENRI DE LA TOULOUSE

PRIX JEAN VICO 82

CLUB St JAMES JAZZ CLUB

les mercredis, jeudis et vendredis

JACK DIEVAL - DUO

(de 21 h. 30 à 1 h. du matin)

le vendredi 18 février 1983

RÉSERVATION : 296-57-11

HOTEL St JAMES et ALBANY

202, r. de Rivoli - 6, r. 25-Juillet (1^{er})

VILLE DE TOULOUSE

ORCHESTRE NATIONAL DU CAPITOLE

Dirigé par : Michel Plasse

AVIS DE CONCOURS

1. CHEF D'ATTAQUE SECONDE VIOLON

2. VIOLONS DU RANG

3. ALTO SOLOS

4. ALTO DU RANG

5. VIOLONCELLE SOLO

6. PICCOLO SOLO - 2^e FLUTE

7. TROMPETTE SOLO

8. BASSON SOLO

9. PERCUSSION-CLAVIER

Dates des concours du 4 au 8 mars 1983

Date limite des dépôts des candidatures : 28 février 1983

Régie de l'Orchestre 31 000

Théâtre du Capitole TOULOUSE

Tél. (01) 23-21-35 - poste 286

OPERA

Polymètres

Jusqu'au 27 février

RÊVES D'ÉCLUSE

Folies d'opérettes

12 MATIN : « Le plaisir rare » (L. H. H. H.)
14 MATIN : « Les quatre cents coups » (L. H. H. H.)
16 MATIN : « Les quatre cents coups » (L. H. H. H.)
18 MATIN : « Les quatre cents coups » (L. H. H. H.)

TEL : 245.18.20.

PIANO★★★

SALLE PLEYEL

Samedi 26 février à 20 h 30

B.B.C. SYMPHONY ORCHESTRA

direction

SINOPOLI

solo

POLLINI

MANZONI-MAHLER

LOC. 563-88-73

En v.o. : OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - OLYMPIC SAINT-GERMAIN

OLYMPIC HALLES - OLYMPIC ENTREPOIT.

GERARD DISTRICTION PRÉSENTE

LEA MASSARI / MONICA VITTI / GABRIELE FERZETTI

ANTONIONI

L'AVVENTURA

SCÉNARIO MICHEL ANTONIONI MONTAGE ERALDO DA RUHA

DIRECTEUR DE LA PHOTO ALDO SCARABIA MONTAGE GIOVANNI LUCO

PRODUCTION CINEMATOGRAFICA ITALIANA

LE BATTANT

CHAILLOT

Grand Théâtre 727 81 15

hamlet

Prolongation jusqu'au 6 mars

A AUBERVILLIERS
du l'anti-Brecht

revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

LA cinquième semaine de congés payés a eu un effet que ses promoteurs n'avaient pas prévu. Elle a vidé la Bourse de Paris. Déjà assez indécise sur la conduite à adopter, le marché, privé du soutien de ses investisseurs habitués, a lentement dérivé ces derniers jours. Mais force est de constater qu'il ne s'est pas trop mal sorti de cette navigation incontrôlée.

Malgré quelques légers dérapages, lundi d'abord, mercredi ensuite, les valeurs françaises ont dans l'ensemble restées bien orientées. Mieux ! Elles se sont même effritées le luxe de progresser de 1 % en moyenne.

Incrovable peut-être, mais vrai : les « décideurs » n'étaient pas à cette semaine et leurs adjoints, qui avaient reçu des ordres de route très stricts, n'ont pas osé ou pas pu agir, ou si peu. De jours en jours les transactions ont faibli pour donner naissance à une semaine de cinq séances (de 100 à moins de 55 millions de francs).

D'usuels faibles courants d'échanges auraient suffi en temps ordinaires à déclencher un effritement des cours, d'autant qu'aucune nouvelle vraiment rassurante n'est parvenue sous les lambris.

Selon une étude réalisée par les experts de la Commission de Bourses, l'industrie européenne présente de sérieux faiblesses, qui ne la mettent pas en position de se mesurer avec ses concurrents américains et japonais. Ce qui est fâcheux, surtout si une reprise survient. D'autre part, après avoir été bien accueillie, la baisse des prix du

Au bain-marie

pétrole commence à inquiéter, comportant un sérieux danger de déstabilisation monétaire.

En outre, un brouillard total continue d'entourer la politique post-électorale que le gouvernement entend mener. Rigueur ou pas rigueur ? A tous égards le scrutin du 6 mars prochain exerce un effet dissuasif sur l'investissement. A la même date, les Allemands aussi se rendront aux urnes. L'obstacle que ce vote constitue pour les initiatives n'est pas mince non plus, car le sort du franc est pour partie lié à ses résultats.

Avec la position de capitaux opérée par le dernier grand emprunt national, diverses émissions et les augmentations de capital en cours, les conditions s'étaient donc pas réelles pour favoriser les achats.

A contrario, l'on peut toujours faire valoir qu'aucun élément haussier ne s'est réellement mis en place non plus et que tout prêtait à l'attentisme. La Bourse s'y est manifestement réfugiée. Il reste qu'elle a quand même monté.

Plusieurs explications à cela. La première est que plusieurs entreprises, et non des moindres s'agissant de Bouygues, L'Oréal, Danone, L'Éclair, notamment, ont annoncé, ou laissé prévoir, de très bons résultats pour 1982, la première assurant la nouvelle d'une attribution gratuite d'actions (une pour trois). Leurs titres ont naturellement

suscité de l'intérêt et l'effet d'entraînement ne peut être tenu pour négligeable. En outre, jamais désemparé, la spéculation a tenu de mettre à profit cette période creuse pour déclencher quelques bonnes affaires. Son flair l'a mis, en particulier, sur la piste de Télécom. En principe, le groupe devrait confirmer ses redressements. Mais les valeurs furent aussi très surveillées comme OdeA, La Redoute, ou les Moteurs Leroy-Somer.

Autres facteurs non négligeables : la hausse brutale de Wall Street en fin de semaine et le retour discret des investisseurs étrangers, qui commencent, dit-on, à jouer les effets bénéfiques d'un plan de rigueur en France. Tout cela fait qu'en lieu de s'éteindre le feu a été doucement entretenu sous la marmite.

L'on ne saurait clore ce chapitre hebdomadaire sans parler des valeurs étrangères. Fait assez rare dans les semaines, tous les jours « on en fait autant » comme l'on dit dans le jargon boursier, que de valeurs françaises, le total des transactions portant sur plus de 300 millions de francs. Les américaines, il est vrai, avec la reprise de l'expansion qui s'annonce outre-Atlantique, soulèvent une vive attention. Les mines d'or ont très largement profité de la suppression du contrôle des changes en Afrique du Sud, qui fait miroiter une augmentation des dividendes perçus.

La spéculation, enfin, a joué les allemands en prévision d'un possible rajustement du deutchemark à la hausse.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Haussée en dents de scie

Wall Street a continué de monter cette semaine, mais le mouvement de hausse s'est fait en dents de scie. Finalement, après avoir brièvement franchi pour la seconde fois de l'année la barre des 1 100, l'indice des valeurs industrielles s'est établi à la veille du week-end à 1 086,49 (+ 8,59 points), une avalanche de ventes bénéficiaires ayant contraint le marché à rebrousser chemin.

Le chaud et le froid ont tour à tour soufflé autour du « Big Board ». Les opérateurs ont d'abord redouté un renchérissement des taux d'intérêt. Puis leur crainte s'est dissipée, des informations officielles leur étant parvenues sur la décision du FED de ne rien modifier à sa politique accommodante. La certitude exprimée par M. Volcker que le loyer de l'argent baisserait encore en 1983 les a renforcés dans leur conviction que tous les éléments étaient en place pour que la reprise économique s'ensuive. Seul frein à l'optimisme : l'obstacle psychologique constitué par la barre des 1 100.

	Cours 4 fév	Cours 11 fév
Alcoa	32 3/4	32 7/8
A.T.T.	68 3/4	68 1/4
Boeing	37 3/8	37
Chase Manhattan Bank	48 1/8	47
Du Pont de Nemours	46 3/4	46 7/8
Eastman Kodak	83 5/8	85
Exxon	29 5/8	29 7/8
General Electric	39 1/8	40 5/8
General Motors	39 1/4	38
Goodyear	61 7/8	62 1/2
IBM	23 3/4	23 3/8
I.T.T.	37 1/2	36 3/4
Mobil Oil	27	28
Pfizer	71 1/4	71 5/8
Schlumberger	43 3/8	46
Texasco	31 3/4	32 1/4
U.A.L. Inc.	36 3/4	32 3/4
United Carbide	36 3/4	39 3/4
U.S. Steel	28 1/2	22 1/2
Westinghouse	47 1/2	47
Xerox Corp.	37 3/8	36 3/4

LONDRES

Encore plus haut

Le London Stock Exchange a décidé de tenir le vent en poupe. Pour la seconde semaine consécutive, il s'est distingué et, battant tous ses précédents records, a atteint un nouveau sommet de son histoire mesuré à l'indice des valeurs industrielles à la cote 662,5 (+ 29 %). L'effet déprimant causé par les déclarations sur Cheik Yamani sur une baisse imminente des prix du pétrole a été éphémère. Les opérateurs ont essentiellement retenu les bonnes nouvelles : décaissement du loyer de l'argent et la hausse, réduction du taux d'inflation à son plus bas niveau depuis 1969, hausse de Wall Street.

Indices « F.T. » du 11 février : industrielles, 662,5 (contre 644) ; mines d'or, 711,5 (contre 668,5) ; Fonds d'Etat, 78,40 (contre 77,46).

	Cours 4 fév	Cours 11 fév
Beecham	355	373
Bovril	169	178
Brit. Petroleum	396	324
Charter	245	250
Courtauld	85	88
De Beers	49 3/8	49 7/8
Free State Gold	51 1/2	55 1/2
Glaxo	2400	2408
Gr. Union Sugar	565	565
Imperial Chemical	384	394
Shell	408	440
Unilever	516	515
Victrex	116	118
Worthington	32 3/8	33

(*) En dollars

FRANCFORT

Au plus haut depuis 1979

La hausse des cours s'est poursuivie et le marché a atteint son niveau le plus élevé depuis janvier 1979. La fermeté du deutchemark et la conviction que la coalition gouvernementale sera reconduite aux élections du 6 mars ont vivement encouragé les opérateurs à prendre position.

Indices de la Commerzbank du 11 février : 779,1 (contre 759,7).

	Cours 4 fév	Cours 11 fév
A.E.G.	29,50	28,70
B.A.S.F.	122,50	124,50
Bayer	118,50	122,50
Commerzbank	126	130,70
Hoechst	117,30	123,70
Karstadt	199	203
Mannesmann	143	147,50
Siemens	266,28	272,50
Volkswagen	153	158

TOKYO

Légère reprise

Quatre séances et demi seulement cette semaine, le marché ayant chômé vendredi, jour de fête nationale. Une légère reprise s'est produite, favorisée par le raffermissement du yen et la perspective d'une baisse des prix du pétrole.

Indices du 11 février : Nikkei Dow Jones, 8 093,96 (contre 8 022,89) ; indice général, 587,60 (contre 583,97).

	Cours 4 fév	Cours 10 fév
Akai	349	405
Bridgeport	450	455
Canon	1 130	1 090
Fuji Bank	500	500
Fondac Motors	960	956
Mitsubishi Electric	1 150	1 130
Mitsubishi Heavy	231	227
Sony Corp.	3 330	3 260
Toyota Motors	971	970

Valeurs à revenu fixe ou indexés

	11-2-83	Diff.
41/2 % 1973	2 170	+ 10
7 % 1973	2 251	- 24
10 % 1973	2 250	inch.
P.M.E. 10,6 % 1976	87,60	+ 0,65
10 % 1977	104,60	+ 1,45
10 % 1978	85,70	- 0,30
9,50 % 1978	24,80	+ 0,10
9,50 % 1979	85,80	+ 0,35
10 % 1979	82	+ 0,15
10,80 % 1980	87,10	- 0,10
12 % 1980	95,40	- 0,05
13,80 % 1980	96,32	+ 0,27
16,75 % 1981	186,20	+ 0,25
16,20 % 1982	185,63	+ 0,17
16 % 1982	103,90	inch.
15,75 % 1982	103,45	+ 0,85
C.N.E. 3 % 1980 F.	2 990	+ 49
C.N.E. 5 % 1980 F.	99,10	inch.
C.N.E. 5 000 F.	99,05	- 0,35
C.N.E. 5 000 F.	99,05	- 0,35
C.N.E. 5 000 F.	99,15	+ 0,09

Banques, assurances sociétés d'investissement

	11-2-83	Diff.
Bel Epargne	285	+ 13
B.C.T.	193,10	+ 1,10
Cedex	224	- 19
Chargemex	190	+ 8
Comptoir	281,20	+ 12,70
C.P.F.	410	- 2
C.F.I.	211,50	+ 0,50
Euromex	308	- 18
Euromex (2)	135	+ 6,50
Imm. P.M.	199	- 1
Locafin	231	+ 18
Locafin	488	+ 9
Locafin (2)	489	+ 9
P.C.F. (C.N.E. 3 %)	795	+ 17
P.C.F. (C.N.E. 5 %)	352	- 13
P.C.F. (C.N.E. 5 %)	352	- 13
Schneider	95	- 2,80
U.C.B.	141,50	+ 3,50

Bâtiment, travaux publics

La filiale canadienne du groupe Lafarge, Canada Cement Lafarge, a enregistré pour 1982 un déficit net de 14,8 millions de dollars contre un bénéfice de 35,5 millions l'année précédente. Ce mauvais résultat est attribué à la faible activité dans le bâtiment. Les ventes de la société ont été 16 % de moins que l'année précédente (- 6 %).

Une maison-mère sera créée aux Etats-Unis pour Canada Cement Lafarge, mais aussi la firme américaine General Portland Cement récemment rachetée par le groupe français, deviendront les filiales.

	11/2/83	Diff.
Arcel. d'Entreprises	835	+ 10
Bouygues	795	+ 30
Ciment Français	156,50	- 0,50
Dumez	1 603	+ 13
J. Lafarge	153	+ 1
Glaxo (2) Europe	256,60	- 15,40
G.T.M.	360	+ 6,50
Lafarge	262,50	- 1,50
Matras Pétrol	164	- 10
Poliet et Chausson	291,50	- 13,50
S.C.R.E.G.	111	inch.

Filatures, textiles, magasins

L'année écoulée a été un bon cru pour les sociétés de ventes par correspondance. Le chiffre d'affaires de la profession (24 milliards de F. environ) a progressé de 16,8 %, soit plus vite que prévu. L'augmentation a même été de 21 % en décembre.

	11/2/83	Diff.
A.F. Agacine-Willett	76,50	- 7,50
B.H.V.	185	- 1,10
C.F.A.O.	454,50	+ 8,50
Dumortier-Servais	21	- 21
Darty	765	- 9
D.M.C.	31,10	- 1,30
Gabriel Laffitte	145,10	+ 1
La Redoute	821	+ 1
Norville Galeries	72,60	+ 0,60
Pristama	186,10	- 5
S.C.O.A.	25,25	- 0,15

Alimentation

	11-2-83	Diff.
Bégis-Sey	248	- 1
Bougain	1 165	- 3
B.S.N. G. Danone	1 380	+ 50
Carrefour	1 288	+ 42
Casino	778	- 6
Odin	590	+ 20
Euromarché	855	+ 5
Guyane et Guis.	325	+ 12
Leclerc	765	+ 15
Martell	405	+ 12
Mots-Hennessy	855	+ 25
Mumm	314	+ 2,50
Océanide (Gall)	150	- 3
Odin-City	172,20	+ 1,30
Paro-Ricard	414	+ 9
Promodis	935	- 7
Sauvage-Bouvier	283,90	+ 0,10
St-Louis-Bonchans	151	- 3
C.S. Samoyeux	242	inch.
Veuve Clicquot	1 188	- 30
Widmann	411	- 30
Nestlé	17630	+ 620

Matériel électrique services publics

Le chiffre d'affaires consolidé de P.M. Labinal pour 1982 s'est accru de 38 % à 1 773 millions de francs. Toutes les divisions ont participé à cette amélioration, notamment « les ralentisseurs » (+ 44 %), le « câblage auto » (+ 34,6 %), les ventes « diverses » se sont accrues de 51 %.

	11-2-83	Diff.
Alcatel-Alsthom	139	- 1,50
C.E.M.	37	- 37
CIT-Alcatel	670	+ 25
Crozet	153,50	- 5
Genetec des Eaux	246	+ 6
Intercommunale	895	+ 54
Léonard	1 722	+ 117
Lyonnais des Eaux	449	+ 19
Machine Bull	1 125,30	- 0,45
Motex	1 185	- 6,45
Motex-Gie	642	inch.
Motex Leroy-Somer	548	+ 51
Motex	69	+ 1,70
P.M. Labinal	265	- 4
Radio-Comptex	345	- 10
S.E.R.	231,50	+ 13,50
Sigaux	549	+ 39
Télécom. Electrique	925	+ 50
Thomson-C.S.F.	1 724,40	+ 12,40
T.R.T.	1 380	+ 73
T.E.M.	862	+ 14
I.T.T.	295	+ 14,20
Schneider	394	+ 27,50
Siemens	978	+ 57

Zodiac s'envole sans amarrage

Inspiré par une grande pompe le 1^{er} février dernier, le second marché va-t-il mourir d'asphyxie avant même d'avoir vécu ? On peut sérieusement se poser la question au vu des faibles performances rencontrées par les professionnels pour trouver la contrepartie à la demande d'actions Zodiac, entreprise destinée à devenir l'industrie de l'air.

Dans les titres de la société Zodiac, comme prévu, ont été introduits le 8 février au prix d'offre nominal de 550 francs. Malgré l'absence des ordres d'achat (465 326 titres ont été demandés), un cours de 605 francs a pu être inscrit. Mais ce devait être le seul et unique. Ni mercredi, ni jeudi, encore moins vendredi, la chambre syndicale ne devait parvenir à effectuer la médiation cotée. Pour cause : seulement 35 200 actions

Zodiac (10 % de capital) ont été mises à la disposition du marché, ce qui est parfaitement réglementaire mais visiblement insuffisant. Elles furent ramassées dès le premier jour.

Faute de numéros, les spécialistes se trouvant donc contraints d'inscrire des cours indicatifs : 630 francs, 655 francs puis 681 francs.

On pourrait ainsi continuer à l'infini. A moins que certains souscripteurs de la société ne soient tentés de réaliser une belle opération boursière, ou que des acheteurs de la première heure ne se décident à prendre une partie de leurs bénéfices. De toute façon, à monter dans trop vite dans la ville, l'action Zodiac risque bien de décoller brutalement à la moindre autorisation, ce qui n'est pas sans... A. D.

Métallurgie construction mécanique

Pour l'exercice clos le 30 septembre 1982, les Ateliers de construction du Nord de la France A.N.F. ont dégagé un bénéfice net de 5,64 millions de francs contre 5,78 millions. Le dividende global est maintenu à 18 francs.

	11-2-83	Diff.
Alpi	64	- 1
Angev	812	+ 3
Alcan	448	- 1
Châlon-Châtillon	14	+ 0,20
Crozet-Lore	55,80	+ 0,30
De Dietrich	295	- 5
FACOM	145	inch.
Frans-Lille	145	- 3
Fonderie (Général)	23	- 0,70
Motex-Wend	50,60	inch.
Motex-Wend	10,55	- 0,20
Peugeot S.A.	141	inch.
Peugeot	93	inch.
Peugeot	93,50	- 2,50
Peugeot	13,50	- 0,40
Sagat	1 835	- 22
Salmes	16	- 1
Salmes-Duval	31,60	+ 0,40
Vallo	1,50	- 0,02
Vallo	232	+ 8,20
Vallo	93	+ 0,80

MISS MONDE A LA COTE ?

Les investisseurs britanniques opérant dans la City vont-ils bientôt se pencher sur les chances de Miss Monde ? Trois sélections, M. Eric Morley, promoteur du grand concours durant lequel chaque année, au mois de novembre, la reine de beauté internationale est désignée, a déclaré d'entrevoir sur le marché boursier de Londres 46 % des actions constituant le capital de son organisation, dont l'actif est évalué à 1 million de livres sterling.

Les perspectives ne sont pas roses et les formalités devraient prendre deux bons mois. En 1982, l'organisation Miss Monde a triplé son bénéfice, dont le montant s'est élevé à 170 000 livres, en grâce au développement de ses activités promotionnelles.

L'histoire ne dit pas sous quelle forme le dividende sera payé.

A. D.

Produits chimiques

Du Pont de Nemours, le géant américain de la chimie, a souffert en 1982. Ses bénéfices ont chuté de 22,5 % à 894 millions de dollars pour un chiffre d'affaires accru d'à peine 1 % à 33,3 milliards de dollars. Le résultat du quatrième trimestre a été particulièrement mauvais : 202 millions de dollars (- 38 %), ce en raison de l'alourdissement des charges fiscales et des coûts occasionnés par des fermetures d'usines. Les activités « chimie », « fibre » et « matériaux plastiques » ont enregistré des baisses sévères de profits.

	11/2/83	Diff.
Industrie Minière	678	- 2
Laboratoire Balle	273	+ 5,35
Robur-Diesel	12,38	- 8,35
Rosinol-Union	238	+ 8
R.A.S.F.	448,50	+ 15, 6
Bayer	442	+ 24
Hochs	447	+ 42
I.C.T.	54,50	+ 4,60
Norsk-Hydro	352,50	+ 25,50

Le Monde

L'EXPULSION DE KLAUS BARBIE

Une action diplomatique intense de plus de trois mois

Jusqu'au dernier moment, Klaus Barbie aurait pu gagner la partie en restant en Bolivie. Il y a eu des tensions et des « flottements » au sein du gouvernement de La Paz. L'expulsion du criminel de guerre nazi a été le résultat d'une action diplomatique intense durant plus de trois mois.

La France se souviendra. M. François Mitterrand saura se souvenir. Pour Paris, la Bolivie a eu le « courage » d'expulser Klaus Barbie. Plus qu'un geste, la France salua un « acte politique » pris en conscience. Un conseiller de M. Mitterrand l'a dit avec netteté : « Nous nous souviendrons jusqu'à l'est avéré que l'on se souvient. » La France s'apprête ainsi à soutenir par tous les moyens utiles la Bolivie démocratique et civile, restaurée le 10 octobre 1982 avec l'accession au pouvoir de M. Hernán Siles Zuazo.

Depuis le mois de novembre, plusieurs « missions exploratoires » françaises se sont rendues à La Paz. Citons les voyages de M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine, au mois de novembre et de janvier ; citons, surtout, une mission économique conduite, en janvier, par M. Jacques Friedman, inspecteur général des finances. De bonne source, on indique que le rapport de M. Friedman sur la Bolivie (environ 4 milliards de dollars de dette extérieure) va permettre très rapidement de faire le point. La France étudie les moyens d'aider ce pays désorganisé, désargenté et sans administration. Paris et la Communauté européenne vont ainsi défendre le dossier bolivien devant le Club de Paris. — « Quel regroupement des gouvernements occidentaux, préteurs », et la Fédération mondiale internationale (F.M.I.), la France sait se souvenir.

Il ne faut pourtant pas voir dans l'expulsion de Barbie la marque et le résultat d'un « marchandage ». Elle a été un acte « moral, politique et amical ». Selon l'entourage de M. Mitterrand, il n'a donné lieu à aucune tractation ou négociation. Celles-ci auront en revanche leur place dans la discussion prochaine

d'une aide et d'une coopération économique avec la Bolivie. La version officielle de l'expulsion de Barbie est donc simple. La livraison à la France du tortionnaire de Jean Moulin et de tant d'autres est la conclusion « d'une action diplomatique appuyée ». La réalité est plus complexe, même si elle ne dément pas cette vision. Le travail diplomatique, politique et judiciaire s'est, en fait, déroulé en trois périodes.

La première commence en 1972, lorsque les autorités françaises demandent à la Bolivie l'extradition de Barbie. La refus bolivien transmet alors la demande française en un dossier « dormant », peu évolutif en dépit de l'action « patiente » de l'ambassade.

Le changement de pouvoir en Bolivie

La deuxième phase commence en mai 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en France. L'un des premiers gestes de M. Mitterrand, on le sait, sera de s'incliner, au Panthéon, devant le tombeau de Jean Moulin, chef du conseil national de la Résistance, torturé à mort par Barbie. L'Elysée, le ministère des relations extérieures et la chancellerie se préoccupent alors de Barbie. Des échanges de correspondance ont lieu. Une constatation s'impose : la France avait posé à nouveau énergiquement la question de l'expulsion ou de l'extradition de Barbie, doit d'abord clarifier les choses chez elle. Cela se fera lentement.

Une information judiciaire est ouverte à Lyon, en février 1982, soit plus d'un an après qu'il en ait été question entre la Place Vendôme et le Quai d'Orsay. L'instruction ira son train. L'entourage de M. Serge Karsfeld, président des Fils et filles des déportés juifs de France s'impliquera. Il faudra, en effet, attendre le 3 novembre 1982 pour qu'un mandat d'arrêt soit délivré contre Klaus Barbie. Mais déjà, la deuxième phase du travail diplomatique, politique et judiciaire touche à son terme.

La troisième phase s'est ouverte le 10 octobre 1982 lorsque M. Siles Zuazo, dirigeant d'une coalition de

gauche, est devenu président de la Bolivie. Dès la fin octobre, M. Karsfeld a rendu visite à M. Régis Debray, chargé de mission auprès de M. Mitterrand. L'avocat parisien (dont la femme a découvert, en 1971, Klaus Barbie sous l'identité d'Altman à La Paz) trouve un interlocuteur attentif. Tous deux, liés d'amitié, s'intéressent au cas Barbie depuis plus de dix ans. M. Karsfeld veut « ramener les énergies » et touche au but sans difficulté.

M. Régis Debray, qui sait, pour bien connaître la Bolivie, que jamais les conditions d'une expulsion de Barbie n'ont été aussi favorables en Bolivie, intervient. Le président de la République donne alors son accord à une action diplomatique. Hésard de l'histoire, il a sans doute croisé dans la Résistance, au sein du réseau La Chaine, M. Karsfeld, enfant, et son père — mort à Auschwitz — au château Mont-Maur, dans les Alpes. A vrai dire, tous les ministres qui vont participer à la « préparation » de l'expulsion de Barbie peuvent se souvenir. MM. Gaston Defferre, résistant et compagnon de Jean Moulin, Robert Badinter, dont le père, arrêté à Lyon, ne revint pas d'Auschwitz, Charles Hernu, résistant, et Claude Cheysson, résistant, se souviennent en effet.

Un citoyen étranger

En Bolivie, le gouvernement de gauche souhaite se démarquer des dictatures passées. L'affaire Barbie va lui donner l'occasion de rompre symboliquement et concrètement avec l'image d'un pays marqué par les militaires, les réseaux nazis et leurs protecteurs. Non sans risque pour cette démocratie fragile. La persécution déployée par l'ambassade de France à La Paz sera nécessaire et déterminante. L'ambassadeur, M. Raymond Césaire, nommé en décembre 1979, entretient avec le président bolivien des liens privilégiés. L'ayant aidé de manière décisive lors de son passage dans la clandestinité, en juillet 1980, après un coup d'État. M. Césaire va donc intervenir auprès de M. Siles Zuazo et de son ministre de l'Intérieur, M. Mario Roncal, qui sera l'un des principaux interlocuteurs de la France.

Il reste à mettre au point un scénario acceptable pour les deux parties. La France étudie les hypothèses d'une extradition et d'une expulsion. Trois raisons militent essentiellement contre l'extradition : il n'existe pas de convention entre la Bolivie et la France relative à cette procédure, la Cour suprême bolivienne, composée de douze membres, pourrait fort bien s'opposer à l'extradition de Barbie, enfin la République fédérale d'Allemagne a formulé une demande d'extradition en février 1982. La France renonce donc à cette possibilité sans pour autant négliger la constitution du dossier juridique. Ce sera l'expulsion, si tout se passe bien.

Le 25 janvier dernier, la police bolivienne arrête Barbie. On lui reproche une escroquerie contre la compagnie minière de l'Etat bolivien, en 1968, Barbie est sous les verrous. Et alors que ses hommes de loi s'activent pour réunir les 10 000 dollars qui le libéreraient, la décision est prise. La Paz fait savoir à la France dans le plus grand secret qu'elle va livrer Barbie. Paris obtient de Bonn que la R.F.A. laisse expulser le criminel de guerre nazi vers la France.

La 1^{re} février, le gouvernement bolivien, réuni, donne son feu vert à l'expulsion. Il est obligé d'agir vite, ne pouvant retarder longtemps emprisonné Barbie, qui bénéficie « de hautes complicités » selon de bons observateurs. La décision bolivienne, jusqu'au 4 février, est du reste parfois remise en cause. Des « flottements » ont lieu, confie un officiel français. Une grave épidémie en Bolivie n'arrange rien. Le vendredi 4 février, les avocats de Barbie versent les 10 000 dollars demandés. Le même jour, cependant, le ministre de l'Intérieur, M. Roncal, signe l'arrêt d'expulsion de Klaus Barbie, un « citoyen étranger sans document d'identité ». Barbie avait acquis frauduleusement la nationalité bolivienne en 1957 sous le nom d'Altman. C'est la ratification définitive de la décision bolivienne. Barbie est alors embarqué à bord d'un Hercules de l'armée. Sept heures plus tard, il arrive à Cayenne, en Guyane, point d'arrivée de la France.

LAURENT GRELSAMER.

Des prélats et des prêtres impliqués en Italie dans le scandale des pétroliers

De notre correspondant

Rome. — Après l'affaire Calvi-Ranco Ambrosiano, un nouveau scandale va-t-il éclabousser le Vatican ? On note en tout cas un certain embarras au Saint-Siège, à la suite de la décision de la magistrature de Turin de retirer son passeport à Mgr De Bonis, secrétaire de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), et, par conséquent, bras droit de Mgr Marcinkus, dans le cadre d'une enquête sur le scandale des pétroliers (une affaire de fraude fiscale d'un montant de 400 milliards de lires).

Le nom de Mgr De Bonis n'était pas apparu dans l'affaire IOR-Ambrosiano. Il n'avait pas, en particulier, été l'objet d'une communication judiciaire comme ce fut le cas pour Mgr Marcinkus et ses deux collaborateurs laïcs (MM. Mennini et de Strobel). Cette fois, le fait qu'on lui retire son passeport semble signifier que la justice italienne a des charges contre lui : c'est, en effet, une mesure qui est prise à l'encontre d'une personne, dont on peut craindre qu'elle ne cherche à se soustraire à l'action de la magistrature.

Mgr De Bonis, originaire de Potenza, est un ami de M. Emilio Colombo, ministre des affaires étrangères. Celui-ci est indirectement touché par le scandale des pétroliers, le chef de son secrétariat privé étant, selon toute apparence, impliqué dans l'affaire.

Le scandale des pétroliers a, jusqu'à présent, touché cent cinquante-sept entreprises et cinq cent quarante-quatre personnes (politiciens, hauts fonctionnaires des douanes et membres de la garde des finances). L'enquête tend aujourd'hui à entrer dans une nouvelle phase avec l'implication de prélats et de prêtres.

Le mécanisme de la fraude était simple : afin d'éviter de payer des taxes sur la fabrication

des produits issus du pétrole, certaines entreprises avaient intrigué pour faire nommer des personnalités peu regardantes à des postes clés des administrations concernées. Elles leur versaient, en outre, d'importantes pots-de-vin. D'autres, parmi lesquelles, semble-t-il, des membres du clergé, jouaient des rôles d'intermédiaires.

C'est ainsi que, récemment, deux prêtres ont été arrêtés (l'un à Novare, l'autre à Rome). D'autre part, le passeport a été également retiré à Mgr Mario Pimpino, responsable du bureau des « affaires réservées » (c'est-à-dire du service chargé du contrôle de la vie des prêtres) de l'archevêché de Rome. Un autre prêtre, de la paroisse de Grottole, à Rome, a été l'objet de la même mesure.

Ph. P.

Après le naufrage de son voilier

JACQUES DE ROUX EST RECUEILLI PAR UN AUTRE CONCURRENT DE LA COURSE AUTOUR DU MONDE

Le Français Jacques de Roux, concurrent de la course autour du monde en solitaire, qui avait lancé un appel de détresse aux abords du cap Horn, a été recueilli, vendredi 11 février, par un autre concurrent, le Britannique Richard Broadhead.

Dans une communication radio, celui-ci a indiqué que le voilier, le *Skolern-III*, avait défilé et fait un tour sur lui-même par des vents de force 12 qui couraient des vagues de 15 à 20 mètres. Puis le bateau a coulé.

JIMMY CONNORS ET MARTINA NAVRATILOVA CHAMPIONS DU MONDE DE TENNIS 1982

Les titres de champions du monde de tennis pour l'année 1982 ont été décernés, jeudi 10 février, aux Américains Jimmy Connors et Martina Navratilova. Le jury masculin, composé de Donald Budge, Fred Perry et Lew Hoad, a surtout pris en compte les victoires de Connors à Wimbledon et à Flushing-Meadow.

Le jury féminin, formé par Margaret Dupont, Athena Gibson et Ann Jones, a logiquement préféré Martina Navratilova, championne à Roland-Garros, Wimbledon, et victorieuse du Master, à Chris Evert-Lloyd, la championne 1981, victorieuse en 1982 à Flushing-Meadow et à Kooyong. Martina Navratilova a, en effet, gagné quatre-vingt-dix-sept matches en 1982 et n'a subi que trois défaites contre l'Allemande de l'Ouest Sylvia Hanika (phase finale du circuit Avon) et contre les Américaines Pam Schriver (Flushing-Meadow) et Chris Evert-Lloyd (Kooyong).

Le Français Dominique Bedel a été éliminé au deuxième tour du tournoi W.C.T. de Richmond (Virginie), par le Sud-Africain Kevin Curren (7-5, 7-5). McEnroe, l'as de série numéro un, qui souffrait d'une tendinite à l'épaule, a été également battu (6-3, 5-7, 6-2) par son compatriote Roscoe Tanner.

Le numéro du « Monde » daté 12 février 1983 a été tiré à 486 579 exemplaires.

Le temps de parole à la télévision : une méthode de comptage contestée et contestable

Les premières réactions de l'opposition à la publication des temps d'interventions politiques à la télévision (*Le Monde* du 12 février) ont amené M. Georges Filloud, ministre de la communication, à faire, dès vendredi soir, une mise au point.

En outre, comme le fait l'opposition, les temps de parole accordés au président de la République, au gouvernement et aux partis de la majorité, constituent, par M. Filloud, « un amalgame relevant d'une grossière manœuvre politique ». Le ministre de la communication souligne que le chef de l'Etat et les membres du gouvernement « s'expriment au titre des institutions démocratiques de la France », et que leurs déclarations ne peuvent donc être confondues avec celles des formations politiques.

Réagissant le premier à cette publication des temps d'antenne, le parti républicain a estimé, par la voix de son secrétaire général, M. François Léotard, que cette initiative était « une victoire de l'opposition », après « un an et demi de démarches répétées ».

On avait, bien sûr, dans l'entourage de M. Filloud, d'insister sur le fait que c'est la première fois, depuis la création en 1974, du Service d'observation des programmes (SOP) — dépendant de l'Institut Matignon —, que de telles statistiques sont rendues publiques, et qu'il ne tenait qu'à l'ancienne majorité de lever le secret sur les travaux du SOP. Et le ministre de la communication de se sentir d'autant plus à l'aise que la méthode de comptage utilisée n'a pas été modifiée depuis le 10 mai, et qu'il ne saurait donc être accusé de fausser les règles.

Aut-dès des polémiques — la majorité était-elle outrancièrement avantagée à la télévision, les syndicats proches du pouvoir y sont-ils exagérément favorisés ? —, c'est, en fait, cette méthode de comptage elle-même, qui doit être mise en cause. S'il paraît normal, en effet, que ne soient pas retenues, dans les statistiques du SOP, des émissions qui sont déjà l'objet d'une réglementation stricte (les débats parlementaires, « La parole est aux partis po-

litiques » sur TF1 et Antenne 2, « Tribune libre » sur FR 3), le choix de ne pas considérer comme interventions politiques des prestations de personnalités parlant d'autres sujets — par exemple, MM. Alain Peyrefitte et Pierre Juquin, vendredi soir à « Apostrophes » — est déjà plus contestable.

Mais surtout, c'est le parti pris de ne retenir, dans les décomptes du SOP, que les temps de parole « en dehors de toute apparition « muette » à l'écran — qui trompe les données : quand telle ou telle personnalité est filmée sans intervenir au micro, le SOP ignore cette prestation, quand telle ou telle photo apparaît « en médaillon » dans une information télévisée, elle n'en tient pas compte non plus.

De même, le chronométrage officiel ne se préoccupe pas de savoir à quelle heure et dans quelles conditions tel homme politique s'exprime à la télévision. Or il est évident qu'une déclaration faite dans un journal de 20 heures a un impact sans comparaison possible avec une intervention faite à un autre moment de la journée. Comme est également différente l'influence que peuvent avoir les propos d'un responsable politique, syndical ou patronal, selon qu'il est ou non confronté à un contradicteur.

M. Georges Filloud a admis le bien-fondé de toutes ces critiques, en déclarant : « La méthode employée veut ce qu'elle veut ». Il a même indiqué que, si ces statistiques — qui seront désormais publiées chaque trimestre — se révélaient n'offrir « aucun intérêt », il en « tirerait les conséquences ». Lui-même, a-t-il encore précisé, n'aurait « jamais eu l'idée » d'instituer la méthode en vigueur.

Dans ces conditions, pourquoi le ministre de la communication n'a-t-il pas entrepris une réforme du système de calcul, afin de rendre plus fiables, plus crédibles les données du SOP ?

MICHEL CASTAING.

Les prix de gros américains ont enregistré une baisse record de 1 % en janvier, après une hausse révisée de 0,2 % en décembre. Il s'agit de la plus forte diminution depuis 1977. En un an, leur hausse a été de 2,1 % (3,5 % pour l'année 1982).

LA MÈRE DE M. KRASUCKI EST MORTE

M^{me} Léa Krasucki, membre du parti communiste, militante de la Résistance, est décédée le vendredi 11 février à Paris. Née en 1903 en Pologne, Léa Krasucki était la mère de M. Krasucki, secrétaire général de la C.G.T. ouvrière de textile, elle milita au sein du parti communiste polonais dès 1920, avec son mari, Isaac Krasucki. Tous deux émigrèrent en France et, en 1928, adhèrent au P.C.F.

Engagés dans la Résistance au sein du P.C.F. et de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide, Isaac et Léa Krasucki connurent la déportation. Le premier, arrêté en février 1942, ne revint pas d'Auschwitz. Léa Krasucki, arrêtée en mars 1943 avec son fils, fut torturée et déportée, en juin dans le même camp, d'où elle revint à la libération, durement atteinte par ces épreuves.

En raison de ce décès, M. Krasucki n'a pas participé au *Journal inattendu* de R.T.I.

● L'Américain Marvin Hagler, âgé de trente ans, a conservé pour la sixième fois son titre de champion du monde des poids moyens (lives W.B.A. et W.B.C. confondus) en battant le Britannique Tony Sibson, âgé de vingt-quatre ans, au sixième round d'un match prévu en quinze reprises.

CLUB ALPIN FRANÇAIS

projection film

ANNAPURNA 1^{er} 8.000 A SKI

Jeu 17 février à 20 h 15

ENTRÉE GRATUITE

7, r. de la Boétie PARIS-8 - 75236-77

12-20 FÉVRIER

17^h BROCANTE

DE PARIS

150 ANTIQUAIRES

ET BROCANTEURS

PORTE DE VERSAILLES

13^h SALON DU

VIEUX PAPIER

DE COLLECTION

120 EXPOSANTS

HALL 4 PARKING PORTE DE LA PLAINE

Tous les jours 11 h - 19 h - Week-end 10 h - 19 h

Accord entre le Club Méditerranée et son personnel immigré

Un accord intervenu entre les représentants du Club Méditerranée et ceux de la C.F.D.T. devrait permettre, le jeudi 17 février, la réouverture du village du Club à Serre-Chevalier (Hautes-Alpes). Le personnel de service maghrébin de ce village, mais aussi celui des centres de Val-d'Isère, de Tignes, des Arcs et d'Avoriaz étaient en grève depuis quinze jours (*Le Monde* du 4 février).

Financièrement et socialement, le conflit a été rude. Le Club a dû dédommager près de deux mille adhérents.

Quelles sont les causes de cette grève soutenue par la C.F.D.T. ? Le Club Méditerranée propose des vacances dans ses villages ouverts notamment dans les pays du Maghreb. Il y « exporte » du personnel d'animation, les « G.O. » (« gentils organisateurs ») ; en contrepartie, il « importe » des travailleurs de ces pays comme personnel de service pour ses villages installés en France. Ce personnel est saisonnier, mais, appuyé par la C.F.D.T., il demande à travailler en permanence sur le territoire français, alors qu'il est tenu, une partie de l'année, d'assurer un service dans son pays. Cette revendication du personnel de service s'explique par le fait que l'écart des salaires entre la France et le Maroc est de quatre à six. « Justement », répliquent les responsables du Club, la notation prévue entre ces deux pays permet à l'ensemble du personnel de service de bénéficier de cette norme. « Pour étayer cette revendication — ne plus être saisonniers en France, mais travailleurs immigrés en France », — les Maghrébins s'appuient sur une circulaire ministérielle consacrée au travail saisonnier. « Elle est caduque depuis le 31 octobre 1982 », répliquent-ils au secrétaire d'Etat chargé des immigrés.

M. Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club, estime que les revendications formulées par la C.F.D.T. prouvent « une méconnaissance fondamentale du monde moderne ». Certes, il « comprend » les grévistes, bien que, pour lui, ils soient « des Marocains vivant au Maroc et non des immigrés ».

L'accord intervenu le 9 février prévoit la rotation du personnel de service de part et d'autre de la Méditerranée.

JEAN PERRIN.

Certains modèles de la R 11 sont équipés d'un synthétiseur de parole qui annoncera divers messages concernant les ennemis de moteur et autres organes du véhicule susceptibles de se produire.

TRECA

Venez essayer le CAD

CAD, le sommier à télécommande électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux extrémités du lit, ensemble ou séparément.

EXPOSITIONS 1983

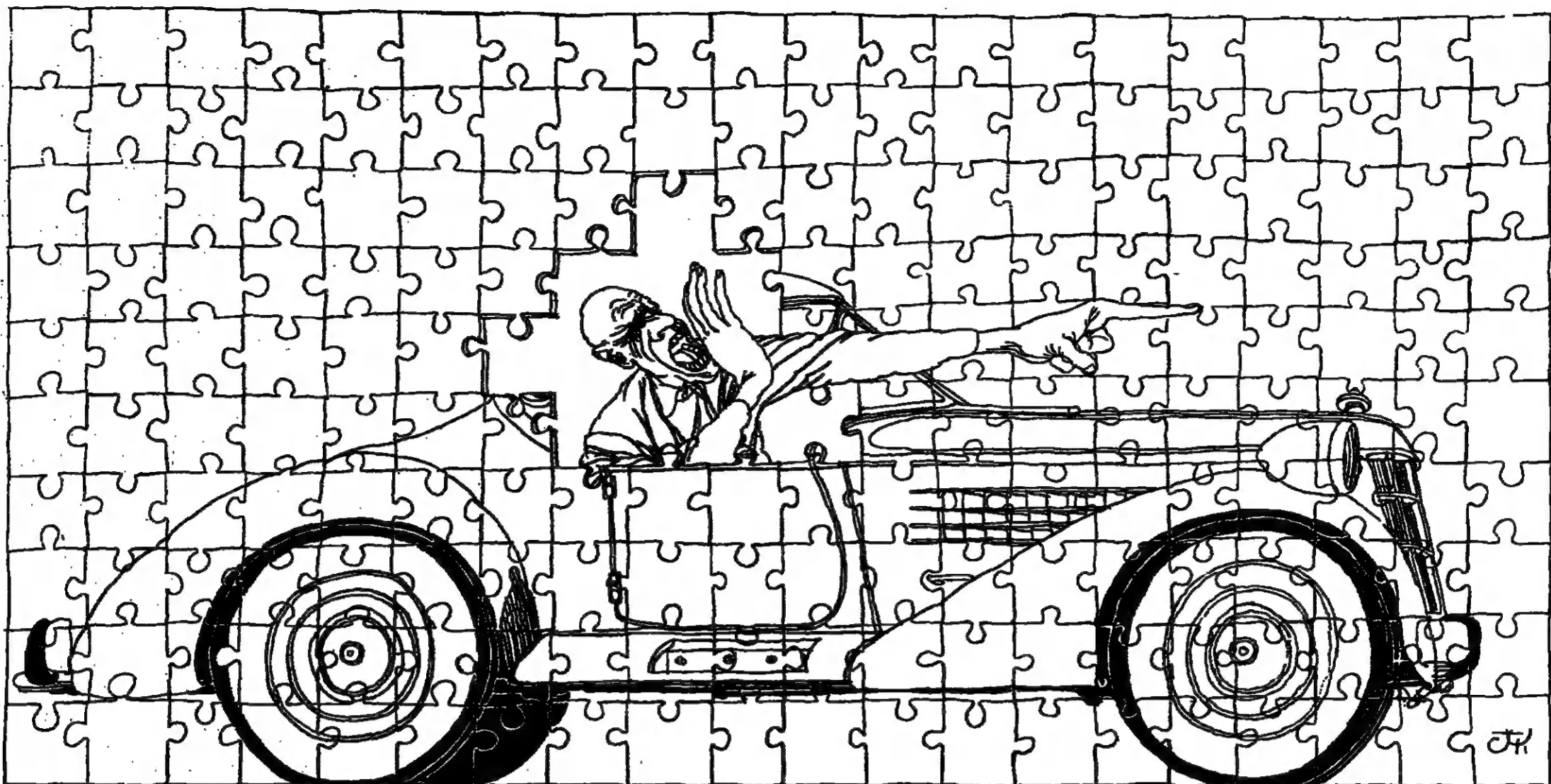
57 Av. de la République - PARIS 11 - Métro Parmentier - Parking assuré

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

Tél. 357.46.35

Le Monde



Les mille et une combines de l'automobile

Du neuf à l'usagé, tout est bon dans la « bagnole ».
De l'achat à l'étranger au commerce des épaves et des pièces détachées, de la vente des véhicules du personnel des constructeurs au trafic des grosses cylindrées, du parfaitement légal au totalement délictueux, le marché de l'automobile offre un nombre inégalé de « circuits » parallèles...

LES Français veulent rouler. Ni les embouteillages, ni les limitations de vitesse, ni les hécatombes du week-end, ni les hausses de prix du super, ni la crise économique n'ont pu réfréner cette ardeur. De novembre 1981 à novembre 1982, les ventes d'automobiles neuves ont progressé de 24,6 % ; au total, en 1982, le marché français aura absorbé plus de deux millions de véhicules neufs (1).

Cependant le neuf n'a cessé de régresser, ces dernières années, au profit de l'occasion. En 1981, 4 600 000 véhicules d'occasion ont été immatriculés contre 1 800 000 voitures neuves, selon la Centrale des particuliers (2), qui estime que le chiffre d'affaires de l'occasion est celui du neuf soit du même ordre : environ 80 milliards de francs.

S'il n'est pas prêt à sacrifier sa chère « bagnole » sur l'autel de l'austérité, l'automobiliste ne veut pas pour autant

se ruiner pour elle. Contraint de calculer au plus juste, le voilà qui flaire, le nez sur la cote de l'Argus, la bonne affaire. L'« occasion » intéressante. Plus que tout autre marché, celui de l'automobile offre aux acheteurs comme aux vendeurs des possibilités de transactions en marge des circuits classiques de distribution.

C'est toute une économie parallèle, pour ne pas dire occulte, qui fonctionne, avec ses ficelles, ses combines en tout genre, voire ses fraudes et ses trafics, à la petite semaine ou à grande échelle. Le « système D » s'y épanouit à merveille, encouragé par les professionnels eux-mêmes qui, pour continuer à faire des affaires sur fond de concurrence effrénée, accordent ici et là discounts et petites faveurs.

Petits malins et consommateurs avisés le savent depuis longtemps : on peut payer moins cher même les voitures neuves. Encore faut-il faire le tour des concessionnaires, négocier à partir du tarif affiché pour tenter d'obtenir des ristournes. « Elles ne sont pas automatiques, évidemment, mais on peut toujours tenter sa chance, remarque le rédacteur en chef d'une importante revue spécialisée qui préfère conserver l'anonymat. Cela varie en fonction des concessionnaires, des modèles, de l'importance du stock. Plus celui-ci sera important, plus votre vendeur sera compréhensif... »

Les remises consenties varient d'un constructeur à l'autre. Selon un dossier réalisé par la revue de l'Union fédérale des consommateurs, *Que choisir* ? (3), les Japonais seraient les moins généreux : 2 % de rabais à peine. Mais, chez les représentants des grandes marques françaises, on irait jusqu'à 5 % pour Renault, 7 % et même 8 % chez Citroën et Peugeot, Ford de son côté allant jusqu'à 7 % et Fiat jusqu'à 8 %.

Franchir les frontières

Le bénéfice obtenu au terme de marchandages sans doute fastidieux vous paraît-il en fin de compte bien modeste ?

Franchissez alors les frontières. Sur certains modèles achetés dans les pays du Marché commun, le gain pourra aller jusqu'à 20 % par rapport à ce qu'il aurait fallu déboursier pour la même voiture en France (4). L'écart s'explique par les différences entre les prix hors taxes : ceux-ci sont plus bas dans certains pays de la Communauté, 25 % de moins par exemple au Danemark, 14 % environ au Luxembourg et en Belgique. Des gains plutôt appréciables, même s'il faut acquiescer au retour, en passant la frontière, la T.V.A. ; celle-ci s'applique sur le prix effectivement payé hors taxes. L'opération est surtout rentable sur les modèles de haut de gamme, tels que les Porsche, les Mercedes ou les B.M.W. : les économies nettes peuvent aller de 10 000 à 15 000 francs selon les modèles.

Le filon bien rodé, les débrouillards pourront même s'offrir le luxe de changer leur voiture plus souvent et faire une excellente opération au moment de la revente : la perte par rapport à l'investissement initial sera évidemment beaucoup plus faible. Jean-Louis, transporteur de fret, qui ne roule qu'en B.M.W., se fournit régulièrement auprès de concessionnaires à Bruxelles et à Bruges. « J'en change tous les deux ans, dit-il. Pour ce type de voiture, il y a une clientèle prête à payer le prix. J'en connais beaucoup qui font comme moi, à Paris et surtout dans les régions frontalières... »

Certains ont une position qui leur assure des marges encore supérieures sans dépense excessive d'énergie et d'astuce : les salariés des usines, filiales et succursales des grandes firmes d'automobiles. Ils peuvent en effet acheter leur véhicule à des tarifs préférentiels : 17 à 18 % de réduction chez Renault, 16,5 % au groupe P.S.A. (Peugeot, Citroën, Talbot). Ces ventes représentent une part non négligeable du marché de la voiture neuve, qu'on peut évaluer à 15 % environ, soit 300 000 véhicules par an. La Régie, à elle seule, a vendu l'an dernier 100 000 voitures à son personnel, soit 12 % environ de sa production.

Autant de véhicules qui échappent aux 3 600 entreprises concessionnaires et aux quelque 23 000 agents représentant les marques, qui se trouvent de fait concurrencées par ce réseau de vente annexé. Une concurrence que la branche concessionnaires de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la ré-

paration automobiles (C.S.N.C.R.A.) juge « absolument déloyale ». « Ces remises, dit-on avec indignation, c'est une façon pour les constructeurs de s'attacher la main-d'œuvre et un moyen supplémentaire d'écouler leur production... »

L'ambassadeur de la marque

Face à ces critiques, les grands de l'automobile font le dos rond, sans manifester d'inquiétude excessive, il est vrai. La direction commerciale de Renault préfère rester discrète sur ce sujet « délicat ». Mais, chez Peugeot, on reconnaît que cette concurrence est durement ressentie dans une période peu « faste ». Cependant, souligne M. Claude Lesné, chef des ventes de voitures au personnel, « ces véhicules se retrouvent de toute manière sur le marché. C'est pour nous un moyen d'atteindre la clientèle. Le personnel est en fait l'ambassadeur de la marque ».

Un ambassadeur d'autant plus motivé qu'il peut revendre sa voiture six mois après l'achat. « La motivation essentielle de l'achat, c'est la revente », dit-on sans ambages. Ces « voitures-collaborateurs », « voitures-usine » ou « occasions neuves », dans le langage des petites annonces, constituent en quelque sorte le « dessus du panier » du marché de l'occasion. N'ayant connu qu'un bref usage, affichant généralement un petit

kilométrage, ces « perles » sont fort appréciées, car avantageuses par rapport au prix des véhicules neufs. Acheter, rouler puis revendre pour réinvestir dans un nouveau véhicule et ainsi de suite, c'est un commerce qui peut être fructueux puisqu'on peut acheter deux voitures par an chez Renault et jusqu'à quatre dans le groupe P.S.A. « C'est comme un petit fonds de commerce, fait remarquer Robert, technicien au centre de production Peugeot de Sochaux. Ça marche bien, à condition d'avoir une clientèle que vous passez commande régulièrement. » En trente années de maison, Robert calcule qu'il a déjà vendu une bonne soixantaine de véhicules.

Pour que cela marche bien, note-t-il aussi, il faut que votre voiture soit en très bon état. Comme neuve, quoi ! Alors, on la bichonne, on roule en remplaçant les tapis de sol par des bouts de carton, on recouvre les sièges de housses ou de vieilles couvertures pour ne pas les salir. Certains changent même les pneus : « Le jour où je prends la voiture à l'usine, raconte l'un d'eux, je démonte les pneus, je les remplace par des vieux et je roule comme ça. Et, au moment de la revente, je remets les neufs ! » Un moyen de gagner quelques centaines de francs.

Petites annonces et fichiers

Pour trouver des acheteurs, plusieurs moyens : le bouche-à-oreille, très pratiqué dans les zones de production, les petites annonces dans le journal de la Centrale des particuliers, dans la presse locale ou nationale ; on trouve par exemple près d'une page chaque mois d'annonces de ce type — en provenance notamment de la région sochaliennaise — dans le *Pélerin*. Mais le personnel des usines constitue souvent de véritables fichiers répertoriant les véhicules mis en vente à l'usage des acheteurs potentiels : à l'usine on pourra connaître le nombre de voitures disponibles, leur prix, leur couleur, le kilométrage, etc. Chez Renault, à Flins notamment, le comité d'entreprise possède son fichier. Chez Peugeot, à Sochaux, des syndicats, la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C., se chargent ainsi de « commercialiser » les véhicules des salariés, moyennant une modeste contribution de 50 F. Selon des responsables du service des attributions de véhicules au personnel, une grosse partie des reventes seraient ainsi drainées.

MICHEL HEURTEAUX.

(Lire la suite page III.)

- (1) Notes de conjoncture, décembre 1982. Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles.
- (2) Journal de petites annonces consacré pour l'essentiel à la vente des véhicules d'occasion entre particuliers, distribué en kiosques.
- (3) N° 177, octobre 1982.
- (4) Selon une enquête réalisée par le Bureau européen des unions de consommateurs portant sur vingt-cinq modèles de voitures.

LIRE

● MESSAGERIE VOCALE A BLAGNAC

Une petite ville moderne choisie en 1980 par une mission interministérielle pour y tester l'usage de la télématique (lire page IV).

● MICHEL MAFFESOLI, EXPLORATEUR DE LA VIOLENCE ET DU PLAISIR

Un sociologue qui aime débusquer les « ruses » de ceux qu'il appelle les « protagonistes » sociaux (lire page XIII).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à XI).



JEAN-MARC FARIAS

A leur niveau...

Nous avons reçu la lettre suivante, en réponse à l'article « Mesures des syndicalistes administrateurs » (le Monde Dimanche, 23-24 janvier 1983).

Comment les syndicalistes peuvent-ils avoir accès à la direction de la société ?

Jusqu'à présent, les entreprises assaient de sélectionner les décideurs et les positionner au niveau adéquat, en fonction de leur compétence. Une personne n'a aucun droit de décision hors sa compétence. Comme vous le savez, certains pays socialistes ont privilégié d'autres critères comme l'appartenance à un syndicat ou un parti, avec les conséquences que vous savez.

Comment les entreprises peuvent-elles satisfaire les revendications du personnel et les syndicalistes de participer à certaines (et non pas toutes) les décisions ? En s'efforçant, ce qui n'est pas une tendance naturelle, de faire prendre des décisions au niveau de la ligne hiérarchique compatible, le plus bas.

Il est en effet dangereux de dire, comme M. Jacquier, qu'il faut que les salariés puissent aussi s'exprimer dans leurs ateliers, leurs bureaux, leurs services, de telle sorte que l'administrateur qui les représente puisse s'appuyer sur leurs idées. Mieux vaudrait que les salariés puissent s'exprimer de telle sorte qu'ils soient à même de participer aux décisions qu'il est souhaitable de voir prises à leur niveau. Mais ne leur demandons pas, ne nous appuyons pas sur leurs idées pour prendre des décisions au niveau du conseil d'administration concernant tel créneau de marché à plusieurs années ou milliers de kilomètres d'ici, l'introduction d'une nouvelle gamme d'articles, l'équilibre d'un bilan ou toute autre qui engage le long terme.

D. FONDEUR,
Ingénieur
(Bourg-la-Reine).

Davant

Réponse à J.H. (le Monde du 30 janvier 1983). Bien que Rabelais ait écrit *Gargantua* en 1534 et que Shakespeare écrit *Henri IV* en 1599, la langue n'a pu beaucoup évoluer entre ces années. Aussi lit-on :

« Davant que de se mettre en voyage » (p. 168, classiques Garnier-Flammarion), ce qui ne s'éloigne guère du devant que de la réponse de Katherine : « Les dames et demoiselles pour être baillées devant leurs noces, il n'est pas la coutume de France. » De même Rabelais écrit : « Je donne au diable si lui échappe livre », et pour ce qui pour parce que, etc.

Quant à lire « baillées devant leurs noces », il ne s'agissait évidemment au Moyen Âge que d'un chaste baiser et à peine sur les lèvres...

N. D.
(Paris).

Des bouquins par milliers !

LES CLASSER, LES RANGER !

RAYONNAGES, ÉTAGÈRES

A VOS MESURES

Équipez tout un mur

pour un budget

INCROYABLEMENT MODESTE

avec le spécialiste

RM LEROY FABBICANT

qui a fait ses preuves

« le Monde » du 29-3-1978

208, avenue de Maine, PARIS-14^e

Tél. : 540-57-40 (Métro Alésia)

La France et les États-Unis

En pendant à notre enquête sur « Les Français vus des États-Unis », signalons la publication dans la revue *Tocqueville* de l'automne-hiver 1982 (vol. IV, n° 2) d'une étude de Lawrence Wylie et Sarella Henriquez : « French Images of American Life » (Images françaises de la vie américaine), et une analyse de deux enquêtes patronnées par la Fondation franco-américaine (juin 1982) : « France and the United States view each other from across the Atlantic » (La France et les États-Unis se regardent mutuellement par-dessus l'Atlantique).

* Cleva Maggio, The Tocqueville Society, 342 Cabell Hall, University of Virginia, Charlottesville, VA 22901.

Croix gammée

Dans L'enquête sur le meurtre de Theodor-Erick von Furtenbach (le Monde Dimanche du 30 janvier 1983), une citation de Friedrich Heer a été mal transcrite (p. V, note 2). Il fallait lire : « Croix et croix gammée se rapprochent de plus en plus, jusqu'à ce que [...] les drapeaux ornés de la croix gammée entourent les autels (et non : « auteurs »).

PARTI PRIS

Assiettes

Autrefois, dans les vaudevilles, le symbole de la mésestimation conjugale était le bris de la vaisselle. L'épouse furibonde ou le mari irascible cessait avec entrain les assiettes.

Aujourd'hui, la vaisselle est devenue un tout autre symbole : celui d'un début d'équilibre dans la répartition des tâches ménagères.

« Nous allons acheter une machine à laver la vaisselle, dit cette mère de famille qui vient de gagner quelque argent à un jeu radiophonique.

— Quel soulagement pour vous ! Avec cinq enfants...

— Pour moi, non. Pour mon mari, oui... »

Il y a vingt ans, la réplique eût fait rire et l'époux aurait rougi jusqu'aux oreilles. En 1983, on sourit à peine. Les hommes ont appris à retrouver leurs manières après le dîner familial. Plus facilement que leur progéniture, beaucoup plus rebelles aux travaux ménagers.

En conclure que les femmes, qui n'ont plus à rincer les verres ou à froter les plats, sont enfin libérées serait fort prématuré et provoquerait de vives protestations de la part de celles qui, selon Aragon, sont l'avenir de l'homme.

Mais dans toute communauté, c'est autour de la vaisselle sale que se jouent l'équilibre des relations et celui du pouvoir. Sans gloire et sans intérêt, la vaisselle est la corvée-type. Que la féodalité nascente renonce de plus en plus à l'imposer et, mieux encore, la prenne à sa charge, c'est un grand pas vers l'abolition du servage féminin.

Même si des mauvais esprits insistent qu'il existe une curieuse concordance entre cette marque de bonne volonté et la multiplication des engins électroménagers.

JEAN PLANCHAIS.

La mort de Valérie Valère

Une de mes élèves (dix-sept ans, classe de seconde) choisit de faire un compte rendu du livre de Valérie Valère *Le Pavillon des enfants fous*. Au même moment, je lis dans le Monde l'annonce de sa mort : quelques rappels sur qui elle fut, mais rien sur sa mort. Dans le Monde Dimanche du 23 janvier, lettre d'une lectrice s'interrogeant sur les circonstances de cette mort et sur le silence des médias... mais pas de réponse du journal.

Que dire à cette élève ? Se taire « pudiquement » sur un probable suicide me paraît la pire réponse. Quelle mauvaise conscience collective veut-on évacuer par ces silences ? Les adolescents sont assez réticents quand, dans un cri comme celui-là, ils reconnaissent aussi leur propre détresse, pour que nous leur disions la vérité. Vous, qu'avez-vous à dire ?

AGNÈS SPIQUEL
(Chilly-le-Roi).

Selon les proches de Valérie Valère, sa mort est naturelle et n'est pas due à un suicide. Valérie Valère a été retrouvée morte par son frère, samedi 8 janvier, dans la maison de campagne de la région parisienne qu'elle habitait depuis le mois d'août. Elle partageait cette maison avec des jeunes filles amies, comme elle, mais s'y trouvait seule la semaine de sa mort. Elle avait toutefois reçu deux fois la visite de son frère et une fois celle de son tuteur. D'après celui-ci, son état physique et psychologique s'était amélioré depuis qu'elle vivait à la campagne et qu'elle avait cessé de prendre des barbituriques. Elle communiquait mieux et semblait moins préoccupée par la mort.

Aucune lettre ni recommandation particulière n'a été retrouvée près de son corps, alors qu'elle annonçait volontiers, dans ses périodes de dépression, qu'elle se ferait connaître ses volontés avec précision si elle en venait à se donner la mort (elle avait fait dans le passé plusieurs testaments).

Toutefois elle demeurait extrêmement fragile par ses goûts, ses goûts ne s'étaient jamais vraiment arrêtés et par un usage abondant du tabac, du café et, jusqu'à une période récente, des médicaments.

VOUS ET MOI

Semaine fulcrano-anglaise

LUNDI : Des cris me réveillent. Les effectifs d'une école maternelle sous le fouet. Pantalons, pull-over ; sort sur la place je constate qu'il s'agit d'une bande de matous étrangers. Conspicue, sans vergogne, ils diffusent leur chanson, l'un perché sur la cabine téléphonique, un autre sur les marches de l'église, tandis que le troisième, énév et crispé, fait les cent pas. Cinq châtiments fulcranoisés se roulent par terre, apparemment libérés, mais à la dernière seconde se sauvent en ricanant. Jeune avant la pilule, je me sens solitaire de mes comédies. Mme Bezombes, pourtant — moraliste austère et mairaine d'une belle siamoise — sort sur sa terrasse et dénonce ces agissements. Réplique des intéressés : « Tout ça, la journée du concert continué, par ci et par là. Soupirantes et soupirantes traversent les rues sans précaution. Les Fulcransais sont divisés. Quelques jeunes orientés « Vasy, Minou ! » ; le majorité s'offre la lueur d'une réprobation vertueuse et essaie de chasser nos visiteurs (« sales bêtes ! ») sans résultat sauf d'accroître l'agitation. Yuri, gros barge allemand grincheux, aboie avec la majorité tout en gardant sa distance. Vers le soir les matous reprennent le chemin de leur pays. On verra dans quelques semaines.

MARDI : Il n'y a plus de thé. Les Smith, les Jones et les Robinson nous en avaient apporté un total de cinq kilos au mois d'août, mais malheureusement et exceptionnellement nous n'avons reçu aucun contrebandier à Noël. Nous voilà en état de manque jusqu'à Pâques, où nous ferons du shopping à Londres. Je ne me plains pas outre mesure ; le café est bon à Saint-Fulcran, et le vin meilleur. Nous n'avons pas jusqu'à en acheter un paquet à l'épicerie ; comme tout écolier anglais le sait, les Albionais perfides font leur thé (marron foncé, tonifiant, qui résonne dans la bouche comme un coup de clairon) avec des feuilles cueillies au sommet de l'arbrisseau ; les centimes de première classe (Whit-

hall, B.B.C., Oxford) recydlent leurs feuilles usagées pour la deuxième classe (prisons, British Rail) ; enfin, soigneusement séchées, cela arrive en France et se vend trois fois plus cher que le thé vierge, pour faire une pilule infusée transparente, à la saveur d'eau tiède, témoin d'une délicatesse raffinée.

MERCREDI : Rien.

JEUDI : La T.V. arrive. C'est-à-dire, Agnès et ses trois agnètes (son, lumière, caméra). Elle nous avait téléphoné, à M. le maire et à moi, le semaine dernière : elle faisait une série de petits films sur les incursions municipales, et pourquoi pas — entre, sans doute, Paris et Marseille — chez nous ? Car nous avons une mairie et une certaine d'administrés. Quant à moi, elle pensait que je pourrais offrir à ses téléspectateurs des réflexions judicieuses sur les différences entre l'administration française et le local gouvernement anglais. Je suis sept fois rien à ces sujets, mais pensais saisir l'occasion de dire aux masses laborieuses combien je suis intéressé et pourquoi il faut lire mes écrits. Quand à M. le maire, elle pensait qu'il pouvait organiser pour elle et pour ses collègues servantes une réunion du conseil municipal, une crise ou deux et une allocation de mariage. Lui pensait faire parvenir aux quatre coins de l'Hexagone la bonne nouvelle que le vin des côtes du Languedoc, surtout celui de 1981 et de 1982, est vraiment délicieux et une occasion à saisir.

On a donc dit « oui ».

L'équipe était en ce point plus charmante. Un film de trois ou quatre minutes demande douze heures sur le tas. Réactions intéressantes chez les citoyens, qui sont unanimes : on aime qu'on nous filme. De simple figurent en comédien bénoïte on devient cabotin acharné ; moi surtout. Agnès la belle, la douce, savait (cela se dit en français ?) nous entourer autour de son petit doigt ; si elle avait demandé un volontaire pour se jeter

dans l'Hérault par ce temps glacial, soit emmené, soit tout nu, on se serait disputé le privilège à bras raccourcis.

Je ne sais pas si on verra ce film à la télé (il). Peut-être que oui, s'il n'y a pas trop de socialistes qui tombent, matches de tennis ou de votes de ministres sacrés. Mais le village est d'accord : cela fait bien passer le temps. Publicité littéraire ou gastronomique ? Non, mais une réunion de conseil, une crise ou deux et une allocation de mariage, associées de réflexions mal fondées sur le local gouvernement. Chère Agnès, revenez faire un long ménage !

VENDREDI : Un ami m'envoie les *Souvenirs de voyage* de Gobineau. Je suis ravi de lire, au sujet des Anglais : « Dans les pays les plus lointains du globe... on est presque assuré de rencontrer un de ceux-ci... le plus ordinairement, c'est une personne du monde, bien née et bien apparentée... un esprit cultivé, aux habitudes élégantes qui se réunissent en un bœuf de simplicité presque barbare, mais jamais vulgaire... ».

Je me regarde dans la glace... Gobineau s'adressait quelquefois à des généralisations abusives... et (pour généraliser) il est remarquable comment les Français s'en laissent conter par les Anglais. Je parie que la bonne moitié des Anglais que Gobineau a rencontrés étaient des maritimes, mar, brebis, galeuses, subventionnés par leur famille ou par celle d'une jeune fille déçue — pour rester outre-mer. Hélas ! Au vingtième siècle il n'y a plus de familles, ou plutôt plus d'argent. Voilà pourquoi j'ai dû attendre des années et compter sur mes propres ressources pour m'installer (en d'une bonne tasse de thé, parmi ces chats légers, me déguisant en major Thompson pour les beaux yeux d'Agnès).

JOHN HARRIS.

(1) N.D.R.L. On l'a vu le 8 février.

ACTUELLES

Instruction publique

« Les principes de la morale enseignés dans les écoles et dans les instituts seront ceux qui, fondés sur nos sentiments naturels et sur la raison, appartiennent également à tous les hommes. La Constitution, en reconnaissant le droit qu'a chaque individu de choisir son culte, en établissant une entière égalité entre tous les habitants de France, ne permet point d'admettre, dans l'instruction publique, un enseignement qui, en repoussant les enfants d'une partie des citoyens, détruirait l'égalité des avantages sociaux, et donnerait à des dogmes particuliers un avantage contraire à la liberté des opinions. Il était donc rigoureusement nécessaire de séparer de la morale les principes de toute religion particulière, et de n'admettre dans l'instruction publique l'enseignement d'aucun culte religieux.

« Chacun d'eux doit être enseigné dans les temples par ses propres ministres. Les parents, quelle que soit leur opinion sur la nécessité de telle ou telle religion, pourront alors sans répugnance envoyer leurs enfants dans les établissements nationaux ; et la puissance publique n'aura point usurpé sur les droits de la conscience sous prétexte de l'éclairer et de la conduire. »

A la suite de l'« Actuelle » du 16 janvier dernier (*Libre enseignement*), empruntée à Montalembert, des lecteurs ont souhaité, par souci de stricte symétrie, un reflet de l'opinion inverse. C'est à l'un d'eux, M. Raymond Ponsou, qu'est due la communication de ce passage du *Rapport sur l'organisation générale de l'instruction publique*, présenté à l'Assemblée nationale, les 20 et 21 avril 1792, par Condorcet.

JEAN GURCHARD-MEILL.

Cinéma contre télévision

Dimanche dernier, j'ai emmené mes deux enfants au cinéma, dans une salle gérée par un distributeur qui jouit d'un quasi-monopole. Première surprise, après que j'eus payé 26 francs la place, une ouvreuse qui n'entre même pas dans la salle me dit : « Vous vous mettez où vous voulez... n'oubliez pas le service ! » (sic).

Deuxième surprise : la salle est un long couloir au bout duquel est disposé un écran-mouchoir de poche offrant, de l'angle de vision où nous étions placés, l'équivalent d'environ quatre écrans-télé. La salle ne présente aucune défectivité et les sièges ne sont pas en quinconce : les adultes, s'ils désirent voir plus de la moitié de l'écran, sont obligés à de pénibles contorsions ; quant aux enfants, ils n'ont qu'à s'accommoder d'un accoudoir ou s'asseoir par terre dans l'allée !

Troisième surprise, 13 h 45 : apparaît la vendresse de glaces... robe de beaucoup de gens puis elle interpelle : « Mais, madame, vous n'achetez pas d'essuie-tout à vos enfants ? » ; j'en reste muette quand j'entends une petite voix bien connue répondre : « Mais on vient de manger, c'est pas l'heure du goûter ! »

Un demi-déclin animé, vingt-cinq minutes de pub (pire qu'à la télé), entracte — entre-temps on a ou le temps de se rendre compte que la ventilation n'est pas prévue pour une salle pleine, et les enfants sont tous en chemise de corps (et leurs parents regrettent de ne pouvoir en faire autant), — entracte donc, et re-glaces... Les enfants s'impétientent mais enfin la salle redevient obscure. Nouvelle surprise, la compagnie Machin nous informe de ses prochains spectacles : une bande annonce pour un film dont il faudra vérifier s'il est autorisé pour tous publics le moment venu, mais dont il crève les yeux qu'il ne le sera pas ! Et puis, toujours au titre des prochains spectacles, un petit film (un documentaire bien fait au niveau de l'image et malgré un commentaire exécrable) de propagande électorale offert par la municipalité de Paris.

Et enfin ! enfin ! après une heure d'attente : le film !

Un mois auparavant, j'étais allé voir un film en v.o. dans une autre salle du même groupe ; la bande-son ayant cassé, il a fallu vingt minutes pour qu'un technicien occupé dans une autre salle puisse venir réparer ; comme je demandais le remboursement de ma place, il me fut répondu que le film étant en v.o. sous-titré, le fait que la bande-son casse ne gênait pas la compréhension du film !

Au moins à la télé, quand ça casse on reprend à partir du moment où ça a cassé !

Mesdames les distributeurs, ne vous plaignez pas de la télévision, offrez un service supérieur à celui de ce qu'un homme encore petit égaré par référence aux écrans du cinéma d'antan, et les spectateurs reviendront.

JOELLE LASSERRE
(Paris).

Revolver

J'ai lu avec plaisir, dans le Monde dimanche du 30 janvier, la lettre de M. Edinger qui résume à son tour la célèbre phrase : « Quand j'entends le moi « culture », je sors mon revolver. »

Il y aurait lieu, toutefois, d'apporter à ce sujet quelques précisions et compléments pour lesquels on peut utiliser en particulier l'ouvrage de Lionel Richard *Le Nazisme et la culture* (petite collection Maspéro).

La phrase citée figure dans un drame de Hams (avec deux, n) John, présenté au public en avril 1933.

Hams John, qui avait appartenu au mouvement expressionniste, adhéra au nazisme et devint directeur artistique du Théâtre d'État de Berlin et président de l'Académie prussienne des arts. Lionel Richard le qualifie d'« écrivain nazi le plus représentatif officiellement ».

La pièce n'a pas été composée pour glorifier Horst Wessel, personnage qui exerçait bien l'activité peu recommandable mentionnée dans la lettre de M. Edinger (...).

Le drame de John porte le nom de *Schlageter*. Dans une note, page 104, Lionel Richard rappelle que Schlageter, officier pendant la première guerre mondiale, adhéra au parti national-socialiste en 1922 et devint membre l'année suivante de l'organisation *Heim*, qui luttait par des attentats contre l'occupation française dans la Ruhr. Responsable de sabotages sur la voie ferrée, il fut condamné à mort par un tribunal militaire français et exécuté en mai 1923. La note dit ensuite : « Dans la pièce de Hams John, la réplique citée est placée dans la bouche de Friedrich Thiemann, personnage qui était joué par Veit Harlan d'« Wenn ich « Kultur » höre, entsehere ich mein Revolver ! ».

Espérons qu'on ne persistera pas indéfiniment à attribuer indûment la phrase en question à tel ou tel autre chef nazi, comme on s'obstine depuis une quarantaine d'années, en France du moins, à gratifier le feld-marschal Friedrich Paulus d'un « von » auquel il n'a aucun droit !

ROGER MINVIELLE
(Bordeaux).

● PRÉCISION. — La société anonyme Fornica nous signale que l'utilisation de sa marque déposée en tant que terme générique (« Les marchands d'images de marque », le Monde Dimanche du 17 janvier 1983) est incorrecte et qu'il convient de parler de « stratifié décoratif ».

● RECTIFICATION. — L'omission d'un mot a dénaturé la pensée du philosophe Karl Otto Apel, interviewé dans le Monde Dimanche du 6 février. Dans la phrase de cet entretien : « Les textes de Heidegger sont d'une faiblesse déconcertante », il fallait lire : « Les textes politiques de Heidegger... ».

DEMAIN

Messagerie vocale à Blagnac

Cette petite ville enrichie par l'aéronautique a choisi un nouveau système télématique pour offrir des services à ses habitants. L'expérience rencontre beaucoup d'obstacles.

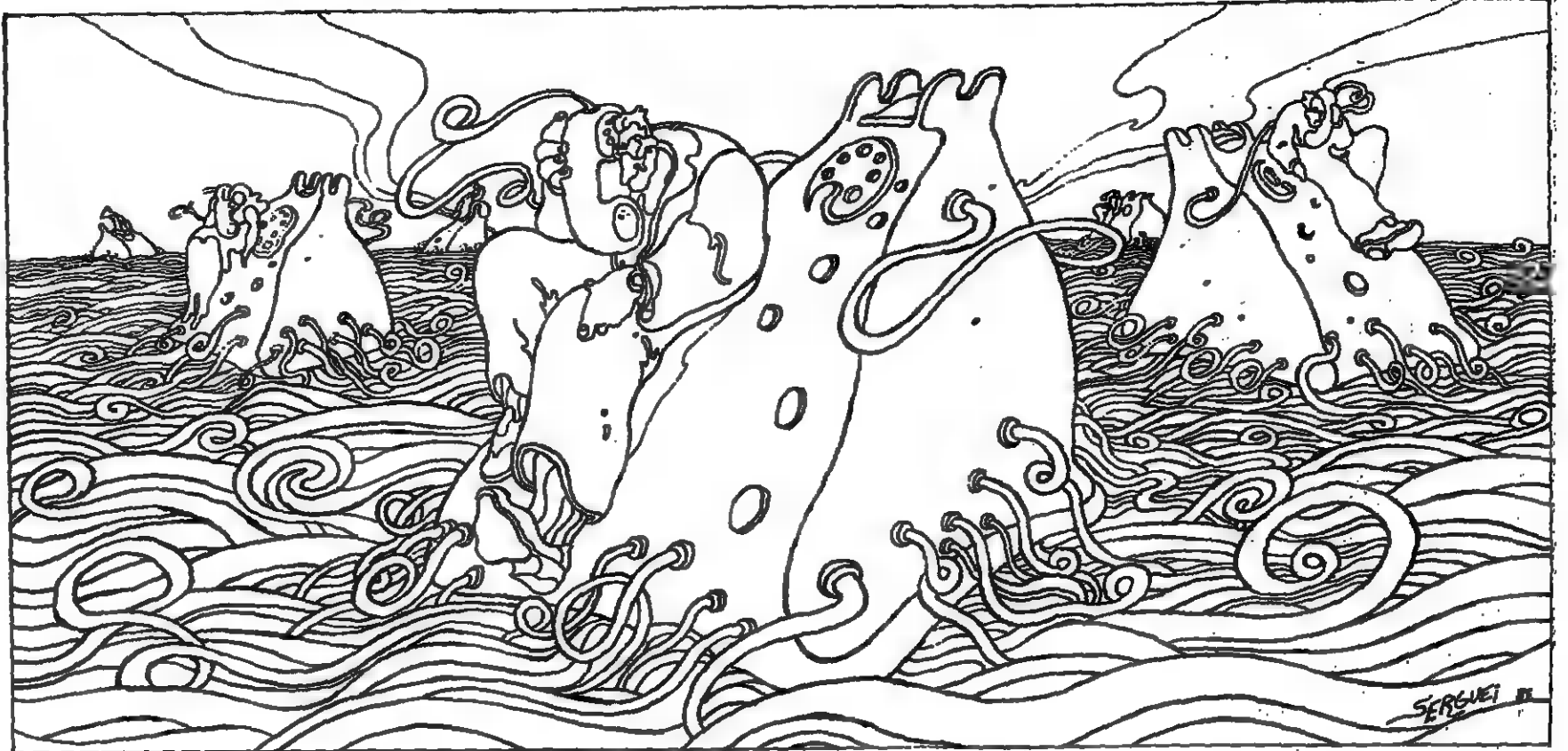
BLAGNAC a choisi la modernité. C'est ici qu'est née l'industrie aéronautique française, de Latécoère à l'Airbus : elle a fait du village de la banlieue toulousaine une commune riche et moderne passée de 3 000 habitants dans les années 50 à 15 000 aujourd'hui. Les industries de pointe drainent une nouvelle population : professions libérales, cadres et employés représentent en 1982 près de 60 % des actifs.

La ville a choisi la géothermie : le solaire pour chauffer des équipements, possède un parc immobilier de très bon niveau, a aménagé des espaces de loisirs. Blagnac figure aussi parmi les douze communes choisies en mai 1981 par une mission interministérielle comme « banlieues pilotes », afin d'y tester des moyens d'améliorer la vie des habitants, notamment l'usage de la télématique.

Contrairement à ce qui se fait ailleurs, elle n'a pas pour le système vidéotex mais pour la « messagerie vocale », qui consiste à interroger un ordinateur à partir d'un nouveau modèle de poste téléphonique dit « fréquences vocales » (voir encadré). L'ordinateur répond à l'abonné par des messages préenregistrés. Le système a même été baptisé BLAGNAC (base logistique pour l'accès généralisé à une nouvelle administration communale). Tous les habitants volontaires y auront accès. Mais à part la base téléphonique, la consultation sera gratuite.

Dès maintenant, quatre services peuvent être utilisés : consultation du menu des associations, réservation d'un court tennis municipal et demande d'un état civil.

Pour consulter le menu des restaurants, il suffit de taper sur le clavier du téléphone le numéro d'appel de BLAGNAC. Mais que le système répond, on appuie sur une touche qui met en service l'émetteur de fréquences vocales. Chiffre 1, l'ordinateur répond : « Bienvenue à Blagnac, je suis votre serveur. En appuyant sur le chiffre 2, on obtient le menu du lendemain, etc.



Les associations peuvent diffuser des informations permanentes sur leurs activités à des avis périodiques. Ainsi, le club Ski de montagne peut informer ses quatre cent cinquante adhérents des sorties envisagées pour la saison. Leur indiquer que le prochain week-end de ski est annulé à cause des mauvaises conditions d'enneigement. Même type de consultations pour le tennis, mais avec la possibilité de réserver un court.

Au service de l'état civil enfin, on peut commander des fiches individuelles ou familiales d'état civil de nationalité. Chaque document correspond à un chiffre du clavier enregistré par l'ordinateur. Le personnel communal relève cette « boîte » lettres électronique, établit les fiches correspondantes et les transmet aux intéressés par la poste.

D'après les responsables, cette application devrait limiter les files d'attente aux guichets de la mairie, qui délivrent chaque année cinq mille fiches. Elle devrait aussi limiter le « gonflement » du personnel communal : « La Ville est le second employeur de la commune, après l'industrie aéronautique ; ses charges salariales représentent 45 % de son budget de fonctionnement et augmentent de 25 % par an », souligne Paul Duphil, secrétaire général adjoint de la mairie. L'un des responsables du projet, nous en profiterons pour révaloriser ces emplois. Mais de simples répondants téléphoniques n'auraient-ils pu suffire pour ce genre de services ?

Des sondages municipaux

Dans la deuxième série d'usages prévus à partir de la mi-février, l'ordinateur paraît davantage justifié. Des sondages, la diffusion d'avis urgents et une assistance médicale seront assurés grâce à un système d'appel automatique (S.A.A.) déjà utilisé pour appeler des terminaux informatiques. L'ordinateur de la mairie en mémoire le

numéro d'appel des abonnés à ces services à leur domicile. Pour envoyer un avis à certains d'entre eux, il suffit de donner leur code au système : S.A.A. appelle simultanément les terminaux correspondants. L'ordinateur leur délivre le message. Le service « sondages » permettra à la mairie, quatre à cinq fois par an (entre 18 et 20 heures), de poser par téléphone à des volontaires des questions relatives à la vie dans la commune. Par exemple : « Êtes-vous favorable à la création d'un boudoir de la ville ? ». L'usager tapera sur son clavier de téléphone le chiffre correspondant à la réponse « oui » ou « non ».

L'assistance médicale regroupe une quinzaine de médecins généralistes volontaires. L'ordinateur dispose de leur numéro de téléphone. L'abonné peut appeler ce service de 10 heures à 8 heures du matin et lui indiquer son numéro de téléphone à l'ordinateur. Le S.A.A. contacte alors le premier médecin de la liste. Si celui-ci décroche, il reçoit un message : « Vous devez appeler M. Martin, voici son numéro de téléphone... ». Si est absent, le S.A.A. appelle le numéro suivant, et ainsi de suite jusqu'au dernier de la liste, qui se soit le médecin de garde. Si ce praticien est sorti pour intervention, le S.A.A. rappelle l'abonné et lui conseille de s'adresser à un service médical d'urgence ou au commissariat de police.

Le projet de Blagnac est en fait la première application grand public de la messagerie vocale en France. « Nous avons choisi le terminal téléphonique le plus simple et le meilleur marché », explique M. Paul Duphil. De plus, la parole demeure la forme de communication la plus naturelle.

Si naturelle qu'on peut se demander pourquoi ce type de télématique n'est pas plus développé. L'administration des télécommunications considère l'essentiel des crédits pour la télématique au vidéotex (Télématique électronique). Ses capacités d'investissement stagnent depuis deux ans : elles diminuent ; elle ne peut

donc courir trop vite à la fois. L'introduction de poste « à fréquences vocales » T-83, prévue une année, est retardée, d'autant plus que les protocoles livrés par P.T.T. ne résolvent que quelques problèmes de débit et, surtout, que les prix annoncés par les industriels sont trop élevés pour que l'administration commande de grandes séries.

Du coup, Blagnac n'aura pas les quatre mille postes prévus. Que faire, à quelques semaines des élections municipales ? On peut acheter de petits coupleurs acoustiques émetteurs de fréquences vocales, qui se placent sur la capsule du combiné téléphonique classique, soit utiliser des postes téléphoniques à fréquence vocale différents du T-83 : les terminaux seraient prêts à fournir ces appareils. Mais, de la technique, on ne peut appeler l'ordinateur qu'avec un poste classique : on n'est qu'après un appel que l'on peut passer à la fréquence vocale. Si la mairie choisit cette solution — qui est probable, — les abonnés devront servir alternativement des deux appareils. Belle gymnastique en prévision.

Le projet de la municipalité se heurte à d'autres obstacles. Pour utiliser le S.A.A. afin d'appeler des terminaux téléphoniques, elle doit demander une dérogation. Les P.T.T. craignent en effet que ce système soit utilisé par des entreprises privées à des fins publicitaires. Les sociétés de marketing par téléphone pourraient diffuser automatiquement à des centaines de personnes des appels enregistrés. Déjà, des sociétés appellent un téléphone à des fins de sondage, ce qui est interdit. Mais, l'appel téléphonique manuel, le nombre de personnes qui voient leur vie privée ainsi agitée est encore limité.

Autre problème, celui du « fichage ». Pour accéder à un service, les usagers du BLAGNAC doivent taper sur le clavier téléphonique un code à quatre chiffres enregistré dans la mémoire de

l'ordinateur. La municipalité peut savoir qui appelle quel service et ce que répond quelqu'un — certes volontaire à un sondage. « Nous avons constitué un dossier qui doit être transmis à la commission nationale informatique », libérée, répond M. Paul Duphil. Nous ne sommes pas en état de contrôler les services d'appel automatique.

La municipalité a déjà prévu que les associations enregistreraient leurs messages dans un studio installé à la mairie, afin d'en maîtriser le contenu. Ce n'est pourtant pas une mesure particulièrement dangereuse pour la démocratie.

RICHARD CLAVAU.

De nouveaux téléphones

Les postes téléphoniques à fréquences vocales permettent d'utiliser un nouveau système de numérotation. Avec un appareil classique, le numéro composé sur le cadran provoque des coupures sur la ligne : une par unité et dix pour le zéro. Avec les fréquences vocales, chaque numéro correspond à l'émission de deux tonalités en modulation de fréquence (F.M.). Ce système est plus rapide que le premier. Seuls les centraux électroniques sont équipés de récepteurs capables de décoder ces émissions. Or la moitié des abonnés seulement y seront raccordés d'ici à 1985. Le poste téléphonique T-83 pourra être utilisé aussi sur les centraux électroniques actuellement en service, car il dispose des deux systèmes de numérotation. Mais c'est avec la fréquence vocale que plusieurs applications télématiques de cet appareil sont envisagées : conférence à trois, réveil téléphonique automatique (1), réveil temporaire d'appel, messagerie vocale, télé-alarme.

Plusieurs systèmes de « messagerie vocale » peuvent être conçus. Le système Phonex avait été mis au point par le Centre national d'études des télécommunications en 1979. Il fonctionne comme un répondeur-enregistreur. Il comporte des « cases » dans lesquelles on peut stocker des messages vocaux en mode numérique. Ce système a déjà été expérimenté dans une direction opérationnelle des télécommunications. Les techniciens des essais et mesures signalaient les dérangements aux agents de dépannage en déposant un message à leur intention dans cette boîte aux lettres électronique. L'ordinateur n'était pas qu'un préposé consciencieux. Il enregistrerait l'heure d'appel des agents et leur numéro de code, si bien que la direction pouvait suivre son personnel à la trace. Aussi les syndicats des télécommunications refusèrent-ils d'utiliser Phonex. Blagnac aura peut-être plus de chance.

L'opération Blagnac a coûté 1,1 million de francs en 1982 et coûtera 2 à 3 millions de francs en 1983, payés presque en totalité par la commune. Ce chiffre n'englobe pas le coût de l'ordinateur serveur, un Mitra 225, d'une valeur de 1,2 million, prêt gratuitement par son constructeur Thomson, pendant un an. La municipalité, propriétaire du logiciel, espère rentabiliser l'opération en louant ce système à d'autres communes. L'ordinateur permet : le fichier de Blagnac a une capacité de dix mille abonnés, et douze lignes téléphoniques d'appel simultanément, la durée de la communication étant limitée à cinq minutes. La municipalité de Blagnac envisage de créer une société d'économie mixte avec d'autres collectivités locales et des banques.

(1) Le réveil automatique existe déjà à Paris : c'est un ordinateur qui répond au 463-71-11. Dans ce cas un téléphone classique est suffisant. Le nombre d'informations transmises est faible. Par contre, dans les applications de type Blagnac, seules les fréquences vocales permettent de dialoguer rapidement avec un ordinateur.



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

La santé aux Etats-Unis

Dans le département de la santé, le nombre des maladies n'a cessé de croître : 1 pour 100 maladies en 1970, les dépenses de santé continuent d'augmenter : elles représentent 9 % du P.N.B. Le taux de mortalité par cancer a diminué de dix fois en dix ans pour les moins de quarante ans et a augmenté pour ceux au-dessus. Depuis 1950 la mortalité générale a diminué d'un tiers pour les vingt-cinq à quarante-quatre ans, d'un quart pour les plus de quarante-quatre ans. En revanche, elle a augmenté pour les jeunes de quinze à vingt-cinq ans en raison des accidents d'automobile et suicides.

★ International Herald Tribune, 181, rue Charles-

de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : (1) 747-12-65.

Machine à remuer de précision

Le « 610 » (Rameur) est un instrument d'exercice capable de réaliser la musculation complète du corps et de maintenir en condition l'ensemble du système cardiovasculaire. Utilisé dans les hôpitaux, les clubs de sport, les écoles, les centres d'entraînement et à la maison, il ne pèse que 18 kg, se monte et se démonte très facilement. Il est doté de bras en acier inoxydable, de pédales pivotantes avec bandes de fixation réglables, de cylindres oléo-pneumatiques et d'un siège monté sur roulements à billes.

★ International, Dept CN, P.O. 6604, Bellevue, WA 98007, Etats-Unis.

BOITE A OUTILS

Le Japon de l'intérieur

Dans le n° 21 de Dentay Japan (Marketing, Advertising, revue japonaise qui paraît deux fois par an, une approche de l'intérieur du Japon, pays où les Japonais et les étrangers qui vivent au Japon et qui essaient de prendre du recul par rapport aux stéréotypes habituels, qu'ils soient métropolitains ou d'administration. Il est surtout question de l'entreprise et du management, mais on trouve quelques éclairages sur les modes de vie, les attitudes à l'égard de la famille et des enfants, les éléments de l'histoire récente du pays, notamment la mutation de l'après-guerre (le « mac-arthurisation »). Une comparaison des « structures mentales » orientales cherche à dégager la spécificité japonaise, autrement que par rapport à la

culture américaine. Un dossier sur l'implantation des entreprises étrangères au Japon complète l'ensemble, avec des études de cas (Polaroid, Shink, Durrill, Max Factor).

★ Dentay Incorporated I-I-10 T sukiji, Chao-Ku, Tokyo, Japon. Tél. 19 03 (544) 35 85.

Survivre dans les camps de réfugiés

C'est, le n° 1 de la F.A.O., donne (dans un numéro spécial) d'une enquête menée par l'Institut de l'Unesco en 1982 dans trois grands camps de réfugiés de Somalie pour le compte de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNSD), publiée sous le titre *Survivre dans les camps de réfugiés* (stratégie de survie dans les camps). On compte 500 000 à 1,5 million de réfugiés dans les camps somaliens, selon les estimations. Selon

l'enquête quelque 70 % des nomades, 20 % des agriculteurs, 10 % des artisans et des commerçants. L'échantillon comportait 80 % d'enfants âgés de moins de 15 ans, 25 % de femmes adultes et 15 % d'hommes adultes.

L'étude montre une évolution des rôles familiaux. Les décisions étant prises par les fonctionnaires et les services de secours, la vie de camp rend les hommes chais et superflus. En revanche, les femmes conservent leurs fonctions d'avant et prennent conscience que sans elles la vie s'écroulerait. Dans le même temps, comme il y a peu d'hommes, la compétition pour gagner leurs revenus s'alourdit. Les enfants enfin sont les plus adaptés et les plus novateurs, ils agissent comme bon leur semble sans se soucier de discipline.

★ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture Via delle Terme di Caracalla, 00100, Rome, Italie : UNCTAD, 100, rue de la Paix, 75001 Paris, France. Tél. 10, Seine.

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

3. - **PÉROU** : Entrée en fonction du nouveau gouvernement formé par M. Fernando Belaúnde Terry. (12, 13, 21).

3-8. - **C.E.E.-JAPON** : Au cours d'une visite à Bruxelles, M. Saito, ministre japonais des Affaires étrangères, tente de convaincre les Européens de bonnes intentions commerciales de Tokyo. (du 2 au 8).

7. - **VATICAN** : Jean-Paul II nomme Mgr Josef Glemp, primate de Pologne, le Père Henri de Lubac, O.S.B., jésuite, et Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. (6, 7 et 15).

7. - **ÉTATS-UNIS - GUATEMALA** : Les États-Unis reprennent leur aide militaire à Guatemala, interrompue en 1977 en raison du non-respect des droits de l'homme. (9-10).

7. - **PROCHE-ORIENT** : M. Tarek Aziz, vice-premier ministre d'Irak en visite de travail à Paris, déclare que Bagdad n'est pas opposée à des négociations de paix entre Israël, O.L.P. et les pays arabes. (5 et 8).

7. - **R.F.A.** : Le président Carstens accepte de dissoudre le Bundestag. Les élections anticipées sont fixées au 11 mars. (8 et 9-10).

8. - **CHOMAGE** : Le chômage s'est aggravé en décembre. Plusieurs pays, en particulier les États-Unis, ont le nombre des sans-emploi dépassé 12 millions, dont plus de la moitié ne perçoivent aucune allocation. Dans la C.E.E., le chiffre de 12 millions n'est atteint que par la Grande-Bretagne (13,3 % de la population active). (9-10 et 23-24).

8-12. - **GRANDE-BRETAGNE** : Mme Thatcher effectue une visite triomphale aux îles Malouines. (4, 11, 14, 19, 21, 22 et 25).

11. - **GRÈCE** : La drachme est dévaluée de 15,5 %. (11, 12 et 21).

10. - **MONNAIES** : Tandis que le dollar tombe à 6,60 F, le lingot d'or passe pour la première fois à la barre des 100 000 F à Paris. Le 31, le lingot atteint 112 500 F et le dollar frôle à nouveau les 7 F. (11, 13, 16-17, 23-24 et 30-31/1, 1/II).

10-11. - **FRANCE-ESPAGNE** : Après deux jours d'entrevues à La Celle-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), MM. Chirac et Moragas, ministres français et espagnol des Affaires étrangères, expriment leur accord de décrire les relations bilatérales. (8, 11, 12 et 13).

11. - **C.E.E.-ÉTATS-UNIS** : Le président Reagan annonce l'octroi aux agriculteurs de nouvelles aides à l'exportation le jour où s'engagent à Washington les négociations agricoles entre la Commission européenne et les États-Unis. (13, 14, 20, 21, 27 et 28).

11. - **U.R.S.S.** : Mort de N. Podgorny, ancien ministre de l'Économie soviétique. (13 et 14).

11-12. - **CORÉE DU SUD-JAPON** : M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre japonais, effectue la première visite officielle d'un chef de gouvernement japonais en Corée du Sud depuis la guerre. Tokyo accorde à Séoul une aide financière de 1 milliard de dollars. (11, 14 et 15).

13. - **PROCHE-ORIENT** : Les négociations de paix entre Israël et l'Arabie saoudite, qui ont débuté le 10, se poursuivent. Ensuite, les exigences d'Israël, ce qui provoque une réaction entre Israël et Washington. (du 1 au 19 et 26).

13-18. - **FRANCE-AFRIQUE** : M. Mitterrand, pour son troisième voyage en Afrique, se rend dans trois États francophones : le Togo, le Bénin et le Gabon. A Lomé, le 14, il déclare : « Je vieillirai moi-même si ce n'est la France reste fidèle à vos côtés ». (du 11 au 20).

17. - **NIGERIA** : La décision du gouvernement du Nigeria d'expulser les milliers de milliers d'étrangers « installés illégalement » provoque un gigantesque exode qui menace la stabilité des États de la région, en particulier du Ghana. (19 et à partir du 23).

17-20. - **ÉTATS-UNIS - JAPON** : M. Nakasone, premier ministre japonais, Tokyo a autorisé, le 14, les États-Unis à utiliser des technologies à usage militaire. (15, 18, 21, 22, 26 et 28).

18. - **F.M.I.** : Le groupe des Dix, auquel adhère la Suisse, s'engage à mettre à la disposition du Fonds monétaire international 19 milliards de dollars au lieu de 11. (14, 15, 19 et 20).

18. - **NAMIBIE** : L'Afrique du Sud reprend le contrôle de l'administration namibienne après la démission, le 10, de M. Dirk Mudge, président depuis 1978 du conseil des ministres « intérimaire » de Windhoek. (12, 13, 21).

22. - **ITALIE** : Après une grève générale suivie, le 18, un « pacte social » est conclu entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. (2, 3, 7, 8, 9-10, 13, 18, 20, 25).

23-24. - **OPEP** : Le nouvel accord des treize producteurs de pétrole membres de l'OPEP qui n'ont pu s'accorder sur des quotas de production provoque une baisse des prix sur les marchés libres. (du 1 au 29).

24. - **ITALIE** : Vingt-cinq membres des Brigades rouges, jugés pour l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. Dans un document sorti, le 27, de la prison de Palmi où ils sont enfermés, certains des historiques des Brigades rouges reconnaissent et analysent l'échec du terrorisme. (25, 26, 29).

25. - **BOLIVIE** : Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo de Lyon, est arrêté pour escroquerie à La Paz. (à partir du 27).

25. - **C.E.E.** : L'accord sur la politique commune de la pêche signé entre les Dix à Bruxelles (1, 2, 3, 5, 6, 8, 13, 20, 23-24, 28 et 27).

25. - **CHINE** : Les peines de mort prononcées le 10 janvier 1983 par M. Jiang Qing, veuve de Mao, et M. Zhang Chunqiao sont commuées en prison à perpétuité (23, 24 et 27).

25. - **LIBYÈNE** : Le général Abou Dhiyab, proche conseiller du roi Hassan II, meurt dans un accident de la circulation, accidenté dans la région de Tunis en route vers l'Algérie. (27 et 28/1, 2/II).

25. - **VATICAN** : Le pape Jean-Paul II promulgue par Jean-Paul II le décret en vigueur le 27 novembre (26 et 27).

26. - **PÉROU** : Huit journalistes péruviens ont été assassinés, dans le département d'Ayacucho, par des guérilleros du Sendero Luminoso (à partir du 1/II).

27-29. - **FRANCE-MAROC** : La visite officielle de M. Mitterrand au Maroc permet de rétablir des rapports chaleureux entre Rabat (du 26-1 au 1/II).

28. - **FINANCES MONDIALES** : Le Chili est le troisième pays au monde à suspendre le remboursement d'un dette extérieure, après le Mexique et la Roumanie. D'autre part, le F.M.I. a accordé des crédits, le 10, au Chili (880 millions de dollars) et, le 24, à l'Argentine (2,18 milliards de dollars). Le 19, la Yougoslavie a obtenu de quatorze pays industrialisés un prêt de 1,3 milliard de dollars (1, 2-3, 5, 12, 21 et 23-24/1, 2/II).

28. - **INDE** : Le gouvernement et la direction du parti de M. Gandhi sont ramassés après une défaite aux élections régionales dans deux importants États du sud du pays. (8 et 29/1, 1/II).

30. - **R.F.A.** : Le cinquantenaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler donne lieu à des nombreuses cérémonies et manifestations à travers le pays. (23-24 et 29/1, 1/II).

31. - **ÉTATS-UNIS** : Le président Reagan présente un projet de budget pour 1984 qui prévoit un déficit de 170 milliards de dollars, celui de 1983 devant être supérieur à 200 milliards. L'accroissement de 9 % des crédits militaires est jugé excessif par la plupart des membres du Congrès (27 et 30-31/1, 1/II).

Un choix d'enquêtes et de reportages

VIETNAM : La révolution cosmoquique (4 et 5).

VIETNAM : Le Vietnam à l'heure du pragmatisme (7, 8 et 9-10).

PHILIPPINES : Rébellions, répression, réconciliation. (11, 12 et 13).

GRÈCE : Les Européens de l'Est (11, 12 et 13).

SURINAME : L'impact d'un coup de force (7 et 12).

CHILI : La Nouvelle-Calédonie à l'heure du choix (12, 13 et 14).

INDONÉSIE : L'impact de la révolution (13).

FRANCE : Les dispositions de l'assurance-chômage (15).

MÉDECINE : L'impact du cancer (19 et 20).

ÉTATS-UNIS : Deux années de réajustement (20 et 21).

FRANCE : Le développement des réseaux câblés (20).

MAROC : Le Maroc sous le signe de la guerre (25 et 26).

Janvier 1983 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher au Bureau d'Information paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les événements figurant entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

EST-OUEST

4-5. - Le sommet du pacte de Varsovie, à Prague, s'achève par l'adoption d'une déclaration politique qui réaffirme la solidarité d'un traité et le maintien de la force de la paix. (du 1 au 10).

5. - Le général Ronald Reagan, président des États-Unis, déclare au Bundestag, un appel au respect de l'équilibre des forces qui serait « péril par tout » découplage. L'Europe et les États-Unis. Il déclare : « La détermination et la solidarité des membres de l'OTAN doivent être clairement confirmées. Le 20, le chancelier Kohl se rend à Paris, où il se rencontre avec M. Mitterrand. La même analyse est faite. (du 16 au 26).

25. - Tokyo proteste auprès de l'U.R.S.S. au sujet d'un éventuel transfert SS-20 vers l'Europe orientale. Les propositions par Nakasone à Washington, critiquant un Japon transformé en « porte-avions insubmersible » face à la puissance militaire soviétique, avaient suscité une réaction en garde de Moscou (21, 22, 26 et 28).

27. - Reprise à Genève des négociations soviéto-américaines sur les armes nucléaires, suspendues le 30 novembre 1982. M. Paul Nitze, qui dirige la délégation américaine, annonce qu'il n'y a pas d'autres voies que l'« option zéro » pourront être explorées. (27 et 29).

31. - M. George Bush, vice-président américain, qui a accompagné par l'Allemagne, le 30, une mission de consultation auprès des dirigeants européens des États-Unis, lit, à Berlin-Ouest, une lettre ouverte dans laquelle M. Reagan propose à M. Andropov de le rencontrer « où et quand il le voudra » pour signer un traité sur les armements nucléaires en Europe (2 et 3/II).

LA CAMPAGNE DES MUNICIPALES

9. - M. Lionel Jospin estime à Europe 1 qu'il y a « perdu dix ou quinze villes serait dans la mire » (11).

10-11. - M. Paul Laurent, devant le comité central du P.C.F., demande aux électeurs communistes de mobiliser « pour le double signe de l'union et l'offensive » (11 et 13).

13. - M. Giscard d'Estaing envoie à l'Express, l'hypothèse d'élections anticipées, dans que M. Barre, invité d'Antenne 2, entend se placer « sous une hypothèse constitutionnelle régulière » (14, 15, 18 et 27).

13. - Les membres de la L.C.R. et du L.O. (Mouvement pour la libération de l'Occident) de présenter des listes (15).

14. - M. Giscard d'Estaing, à Europe 1, « alerte » l'opinion sur l'endettement de la France (18).

15. - Le R.P.R. et l'U.D.F. concluent un accord limitant à cinq les candidats « primaires » (22).

20. - Le bureau central du P.S. appelle les socialistes à soutenir les « campagnes de catastrophe » de l'opposition (22).

23. - M. Chirac présente un « projet politique » et un « plan de redressement » devant plusieurs rassemblements à Paris pour un congrès extraordinaire du R.P.R. Les propositions de « libération » et de stabilisation des effectifs de la fonction publique provoquent une polémique sur la majorité (14, 21 et 23-1 au 22-11).

23. - M. Mitterrand déclare, à Europe 1, que la gauche « engage la bataille sur le bilan de l'action gouvernementale » (25).

28. - Le parti républicain organise une « fête de la liberté » à Paris pour lancer sa campagne municipale (28 et 30-31-1, 1-11).

28-30. - M. Didier Ratsirasy estime, devant le congrès du parti radical, réuni à Issy-les-Moulineaux, que « l'opposition ne devra pas poser le problème de la légitimité » après les municipales (28 et 29-1, 1-11).

ÉCONOMIE

6. - **GOVERNEMENT** : Au Forum de l'Expansion, M. Jacques Delors annonce de nouvelles mesures pour alléger les charges financières des entreprises : accroissement des prêts à

CULTURE

5. - Mort de Valérie Valère, écrivain, à l'âge de vingt et un ans (8).

7. - Antoine Vitez met en scène Hamlet au Théâtre national de Chailot (9-10, 11 et 13).

10-11. - Séjour à Paris de Jorge Luis Borges, l'écrivain argentin, le 12, une leçon au Collège de France sur « la création poétique » et reçoit, à l'Élysée, le 19, les insignes de commandeur de la Légion d'honneur (7, 14, 15, 19, 21 et 28).

11. - M. Jack Lang présente la nouvelle politique du cinéma, qui interdit les entrées dans les grands exploitants et la dotation (12).

11. - Réouverture du Théâtre de la Ville, après l'incendie du 31 janvier 1982, avec les Bas-Fonds de Gorki, mis en scène par Lucien Poirier (14 et 18).

14. - Création française à Strasbourg de l'Opéra de Rhin (18).

SCIENCES ET FUTURS

13. - Une équipe de scientifiques américains identifie un fragment supplémentaire d'ADN chez les diabétiques (18).

18. - Un vaccin anti-herpès obtenu par manipulation génétique va être expérimenté chez l'homme aux États-Unis et en France (21).

21. - Une nouvelle particule, appelée « W », est en évidence dans l'anneau des

long terme à taux privilégié possibilité de prêts spéciaux de refinancement, première étape du « moratoire » promis par M. Mitterrand. Les banques abaissent leur taux de base à 12,75 % à 12,25 %. Le 18, l'assemblée générale du C.N.P.F., M. Gattaz estime qu'il s'agit de « faux remède » (7, 8, 18, 19 et 20).

13. - **ÉPARGNE** : M. Mauroy décide de différer la réduction de 8,50 % à 7,50 % du taux d'intérêt des comptes d'épargne, annoncée le 6 par M. Delors. Le plafond des libérations d'épargne populaire est doublé, les prêts à l'accession à la propriété (PAP) sont ramenés de 12,60 % à 11,60 % (du 5 au 8, du 14 au 26).

19. - **CHOMAGE** : Alors que le ministère du travail a annoncé le 17 un nouveau recul du chômage en décembre (augmentation de 5,6 % pour 1982), le Canard enchaîné accuse le gouvernement de « tricher avec les statistiques », ce qui provoque un vigoureux démenti du gouvernement (du 18 au 21).

20. - **COMMERCE EXTÉRIEUR** : Bien qu'il ait été ramené en décembre à 5,9 milliards de francs, le déficit de la balance commerciale a atteint 92,7 milliards de francs (+ 83,2 %) en 1982 (21 et 22).

20. - **ELECTRONIQUE** : L'Union prend le contrôle d'Europe, spécialisée dans les circuits intégrés. Avec le lancement du « plan composants », le gouvernement espère équilibrer sa balance commerciale des industries de l'électronique, déficitaire de 12 milliards de francs en 1982 (21 et 22).

26. - **EMPLOI** : M. Mauroy présente un plan pour l'insertion professionnelle des jeunes de seize à vingt-cinq ans (6, 27, 28).

28. - **PRIX** : La hausse des prix a été de 0,9 % en décembre, ce qui porte l'augmentation pour un an à 9,7 % (14, 21, 22 et 28).

28. - **AGRICULTURE** : Aux élections aux chambres d'agriculture, la F.N.S.E.A., une organisation traditionnelle qui lui est proche obtiennent plus de 60 % des voix (28 et 30-31-1, 8-11).

28. - **SOCIAL** : Alors que plusieurs conflits se déroulent, l'industrie automobile, en particulier chez Renault, l'Éclair et Billaudot, M. Mauroy constate que « les travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques » (à partir du 8).

19. - La Cinémathèque française organise une exposition et une rétrospective de René Clair (20).

19. - Mort de Jean d'Arcy, pionnier de la télévision (21 et 22).

20. - M. Pierre Moineau, reçu à l'Académie française par le Père Carré, prononce l'éloge de René Clair (21).

20. - Alors qu'une grève des artistes-interprètes est largement suivie, M. Lang annonce l'élaboration d'un nouveau système d'indemnités du chômage (13, 21 et 22).

23. - Grenoble inaugure une série de manifestations pour célébrer le bicentenaire de la naissance de Victor Hugo (26/1 et 4/II).

24. - Mort de George Cukor, réalisateur américain (26).

27. - M. Jack Lang présente un plan d'urgence pour dessiner, le 11, la veille du dixième Salon d'Automne (28 et 29/1, 1/II).

27. - Mort de Louis de Funès, comédien (29).

protons-antiprotons du CERN à Genève (22).

28. - M. Jacques Glowinski, leçon inaugurale de son cours de neuropharmacologie au Collège de France (20 et 30-31).

31. - M. Jack Ralite présente un plan de développement des équipements biomédicaux en France (2/II).

PÉRIPHÉRIE

Une saga monumentale mais déséquilibrée

CATHERINE HUMBLLOT.

★ QUELQUES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ, TF 1, le vendredi, à partir du 11 février, à 21 h 40 (six épisodes d'une heure chacun).

Le délire de Pierre Desproges

■ projection, ■■ sait pourquoi, ■■■ floue.
 ■ C'est exprès », a ■■ Pierre Desproges.
 ■ dans le noir, ■■■ qualité d'humeur, ■
 ■ deuxième degré, qui est une manière élégante de
 ■■ une volonte ■■■ l'acide sulfurique, les idées reçues et celles auxquelles il ne faut
 ■■ toucher, ■■ clichés du langage ■■ du
 ■■ comportement quotidien, ■■ dogmatismes de
 ■■ series, ■■ (mais ■■) calotins.

C'est _____ qu'il récidive. Parce qu'il a reçu, paraît-il, beaucoup _____ courrier de catholiques après _____ première tournée de « minutes nécessaires » _____ décembre. Il partit du 14 février. Pierre Desproges reprend chaque jour ses expériences _____ *vitro* et _____ petits conseils pratiques mis _____ images pour vérifier _____ *Santété* _____ *se* _____ comme un _____, _____ égayeur _____ veillées _____ funèbres », _____ rentabiliser _____ coïtère _____ _____ République _____, _____ Associations d'idées, jeux de _____ volontairement _____, _____ approximatifs, glissant _____ l'irremède, c'est un fou qui se croit _____ inséparable _____, qui va du _____ au poétique _____ et fraise. C'est un corniche qui joue _____ répétition ou _____ surprise _____ formules simples et compliquées, _____ le besoin _____ il _____ l'homme se réfugie en petites tas moroses pour observer une minute de silence ou _____ il _____ J'accorde _____ qu'en revanche _____ nombre _____ vraies _____ beaucoup plus _____, _____

Pierre Despresque a toujours l'air imperturbable. Il a le nez pendu, les yeux noirs. Et il est toujours - c'est même ce qu'il y a de mieux - le même pendule qui a cliqué tout un jour. Une pendule-lune à l'air bizarre. Et lui, lui, sourcil, sourcil, circonflexes, yeux pétillants sous les paupières alourdies, un sourire indéterminé qui hésite, le pessimisme, un roublard (let même un non parvers) quelque chose d'absolument enfantin.

CH








■ LA MINUTE NÉCESSAIRE DE M. CYCLOPEDE, FR 3, chaque jour ou presque. ■ partir de 14 février, 20 h 33 (1 minute environ...)

LUNDI

11 h Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
13 h Atout cœur.
13 h Journal.
13 h après-midi (TF1)
d'hier et d'aujourd'hui (et à
15 h 40).
14 h Film : le Secret de la pla-
nète des singes, de Ted Post.
17 h Croque-Vacances.
18 h C'est à vous.
18 h Le Village dans les nuages.
19 h Histoire d'un rire.
19 h Météorologie.
19 h Informations régionales.
20 h S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h Film : La Cave se rebiffe, de
Grangier.
21 h Magazine : Les
sanguins.
D'Igor Barrère et E. Lalou.
L'étude du sang circulant : les
éléments qui entraînent la coagulation
et les maladies cardiovasculaires.
23 h 15 Journal.

M A R D I

15 FÉVRIER

11 h 18 Vision plus.
12 h MF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 :
Féminin présent.
17 h 20 Croque-veinocoe.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le magasin des nuages.
19 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 55 Émissions régionales.
20 h S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 D'accord : le Tâche de la mer.
Scénario et réal. S. Vannier, 
J. Fresco, T.  T. 
(Lire  article ci-contre.)
21 h 35 V   n° 1.
de G. Sagot.
H. O'Connor, groupe Sparks, 
groupe Marquis de Sade, J. Dury.
22 h 40 Court-métrage.
Un amour fraternel. (Rediff.)
23 h 10 Journal.

MERCREDI

16 FÉVRIER

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
13 h 30 About occur.
13 h Journal.
14 h 35 Un métier : journaliste.
15 h 10 **M**or-**é**lle-moi-tout.
16 h 50 Les pieds au mur.
17 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 **é**ologie.
19 h 20 **é** régionales.
19 h 45 **é** vous plaît.
20 h Journal.
20 h 32 Tirage du Loto.
20 h 35 Les mercredis de l'information : la Pierre Ho-Chi-Minh.
Mardi présenté par A. Denon-
réal, J. Kanapa.
En 1954, le Vietnam **é** coupé a
deux. Le régime communiste d'Ho-
Chi-Minh, parvenant à l'unification **é**
pays, décide de créer une association
trouvée d'Hanoï au Sôign. L'équipe de
TF1 **é** recueilli des documents inédits
■ h **é** Gala de l'UNESCO
l'enfance handicapée.
Hommage à Galina Oulianova.
Au programme Galina Oulianova, « le
Père », grand père de l'ex de la ballet
au bois dormant - Isadora.
■ h **é** **é** mariage : l'Éphé-
mère, d'A. Lamou.
22 h **é** Journal.

JEUDI

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **A vous occur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Objectif santé : La déclaration de ressources.**
16 h 30 **Croque-Vacances.**
16 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
19 h 50 **Vieilles et on s'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Un adolescent d'autrui.**
D'après le roman de François Mauriac
adaptation M. Saffran, réal. A. Michel
M. Ruffin, J.-P. Ueda.
Heurs ni malheurs d'un adolescent au début de ce siècle, prisonnier de la propriété de Malteverne et de l'éducation de ses parents...
■ ■ ■ **Le Maudit** ■ ■ ■
dérônes.
Émission d'H. Glaeser, avec **Coméd**
A. Fontaine, L. Poljakov, etc.
1 Line **■ ■ ■** article ci-contre.
23 h **Journal.**

12 h 5 Journal (à 12 h 45).
13 h 10 J'ai l'Académie des neuf.
13 h 35 Cette semaine A2.
13 h 45 Série : le 11 mai 1968.
14 h Aujourd'hui la vie.
14 h Série : le 11 mai 1968.
15 h 55 Les Apostrophes.
(Diffusé vendredi 11 février).
16 h 10 La ... des ...
spectateurs.
17 h 45 Récit A2.
18 h 30 C' ...
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Emmanuelle-moi au théâtre :
Roméo et Juliette, opéra de Goun-
d, direction musicale A. Lombard
musique de G. Lortie. Avec A.
N. Schoof, B. Hendricks, F. Vourcien,
Y. Bizon.
23 h 10 Journal.

10 h 30 **ANT.LOPE.**
12 h 10 **Jeu :** ■■■ (12 h 45).
12 h 15 **Jeu :** ■■■ (12 h 45). Des neuf.
13 h 35 **Émissions régionales.**
13 h 45 **Série :** La vie des ■■■
14 h **Aujourd'hui la vie.**
15 h ■■■ : Le retour du ■■■
16 h 50 **Réprise :** Chantez-le moi.
(Diffusé le 13 février, ■■■ 53).
17 h **Entre vous, de L. B. S.**
17 h 50 **Récor A. 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu :** Des chiffres et des lettres.
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bourard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
21 h 40 **Fin :** Yakusa.
22 h **De l'encyclopédie.**
22 h 30 **Magazine :** Lire c'est vivre.
De P. Dumay, Les Frères de Sole dard, un livre de George Jackson.
L'histoire du Noir américain, George Jackson, arrêté à dix-huit ans, en 1960, détenu et battu à la prison de San Quentin (Californie).
23 h 25 **Journal.**

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'Académie des neufs.
13 h 30 Studio 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Les carnets de l'aventure.
- Bivouac chez les pygmées.
14 h 30 Destins amnés.
15 h 5 Récit A 2.
16 h Football : Portugal
France.
17 h 45 Pictine 45.
Avec : Survivor, Gilles Martin, etc.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : L'heure de vé-
rité
De F.-H. de Virieu.
Avec M. Pierre Mauroy, premier mi-
nistre.
22 h 10 Magazine : Mot... je.
De B. Souttier.
Au sommaire : S.O.S... ; l'épreuve d'
fer ; vivres chez moi ; l'habitat chez ma-
jeur ; le soir du mois ; Estienne et
Élodie.
23 h Journal.

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : des naufr.
13 h 30 Émissions régionales.
14 h 50 Série : La vie des
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Téléfilm : Les
de R. Shapiro, réal. W.A. Graham.
La difficile émancipation des artistes
noirs américains à la fin du siècle der-
nier.
16 h 45 Magazine : Un temps pour
tout. Réal. J.-P. Spiere.
17 h 45 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
19 h 15 D'accord, pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Livre expression.
La C.G.T.
20 h
20 h 35 Magazine : L'histoire en
question, d'A. Devaux.
Le 6 février 1934, une manifestation
place de la Concorde dégénère en ef-
facement sanglant :
21 h 50 Magazine : Les enfants de
Spécial N Jack-
son : magazine de la vidéo :

18 h 14 Messiaegs.
 « Émission du ministère des P.T.T. »
 18 h 15 Pour les jeunes.
 18 h 55 Tribune libre.
 Mouvements des radicaux de gauche.
 19 h 10 Journal.
 19 h 20 Émissions régionales.
 19 h 55 Dessin animé.
 20 h Les jeux.
 20 h 34 La minute nécessaire de M. Cyclopede.
 (*Lire sous article ci-contre*).
 20 h 35 S3 : La fou du désert.
 De André Chacier. Réal. G. Brule.
 adapt. Cl. Brule, réal. J. Trefouët, avec
 M. Carrière, R. P. et F. Gior-
 getti.
 21 h 2, le secret des sables : Conrad Kilian,
 géologue et aviateur, résilié à
 Paris. Tamarassat, pendant qu'il
 gagna on lui reproche d'avoir provoqué
 un incident de frontière avec Muzo-
 nit. A suivre... Un sujet passionnant
 méritait vraiment un image.
 21 h 35 Journal.
 21 h 55 Magazine : Thelense.
 La « Jamme », génération 93.
 22 h 35 Une image.
 L'album de photos d'Agnes Varda.

19 h 30 Pour les jeunes.
19 h 55 *Le monde de la musique*
vinco.
19 h *Journal*.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h *Dessin animé*.
20 h *Les jeux*.
20 h 30 *D'accord pas d'accord*.
21 h 33 La minute nécessaire de
Monsieur Cyclopede.
(Lire notre article de Centre.)
20 h 55 *Le monde de la musique*
(deuxième partie).
De Serge Bondarchouk.
21 h 55 *Journal*.
22 h 13 Une minute pour une
image.
d'Agne Varde.
22 h 15 *Prélude à la nuit*.
Winfried, de F. Schubert, avec
D. Fischer-Dieskau, baryton, et
A. Brendel, piano.

18 h 30 Pour les jours.
19 h 55 Soirées de la vie de province.
19 h Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les Jeux.
20 h 34 La ~~.....~~ M. Cyclopédie.
(Lire notre article ci-contre)
20 h 36 Variétés : Cadences 3.
20 h 40 G. Lax, L. ~~.....~~
P. Dand.
20 h 45 Julien Clerc et ~~.....~~ musiciens, Kim Wilde, le groupe Chagrit d'amour et Richard Gosalain.
21 h 40 Journal.
22 h Document : La fou de Buffalo.
22 h J. Hiver, ~~.....~~ C. Valjda, ~~.....~~ J. Daquinne, B. Pillot, A. Moya. Co-production ministère de la culture.
Le ~~.....~~ des forges de Buffon en Bourgogne, avec son maître-d'œuvre François Duvernet, un fou de Buffon l'entraîne ~~.....~~ un roman du XVIII^e siècle.
22 h 53 Une minute pour un image.
D'Agna Varda.
22 h 55 Prétendue à la nuit.

- 19 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 55 Soirées de la vie de province.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Cinema-pension. De Marc Christian Barrault.
- 20 h 40 Film : le Fagfaron. de Dino Risi.
- 22 h 20 Journal.
- 22 h 40 Mémoires de France. Emission de Pascal Ory.
- 23 h 15 *Le Peuple protestant au péril du droit* de André Thieret, de la théologie avec Jean Pierre de Journaliste.
- 23 h 30 Une minute pour une œuvre d'Agnes Varda.
- 23 h 40 *Préface à la nuit*. Winterreise, de F. Schubert, avec D. Fischer-Dieskau, baryton, et A. Brendel au piano.

- **R.T.L.** 18 h 45, *Benny Hill Show*; 20 h, *Histoires*; 21 h, *le Prisonnier d'Alcazar*, film de John Frankenheimer.
- **T.M.C.** 19 h 10, *Spectacles*; 19 h 35, *Le grand bal*; 20 h, *Le mari de Joëlle*, film de 2^e épisode; 20 h 35, *Emile Zola (3^e partie)*, « Camille»...; 21 h, de S. Lorenzi.
- **R.T.S.** 20 h, *Ladies and Gentlemen*, film de Benoît Lamy.
- **TELE 2**, 18 h 5, *Faust*; 19 h, *Lundi sports*; 19 h 10, *La bonne aventure*; 20 h 30, *Chaque semaine*.
- **T.S.R.** 20 h 05, *Spécial cinéma*; 23 h,

- **R.T.S.**, 11 h 45, *Rest-mois*: 20 h, *Le Grand Frère*; 21 h, *On le Terre surviva*, film de Douglas Trumbull.
- **T.M.C.**, 18 h 45, *conseils* ■ Silore; 19 h 35, *Cosmos 1999*; 20 h 35, *Campus* (mort et blanc film de Buzan-son).
- **R.T.S.**, 20 h, *Feuille-Fleming* road; 20 h 50, *Minnie papillon*; 21 h 50, *Grâce à la musique*: Schumann.
- **T.S.F.**, 19 h 10, *Le dernier mot*; 20 h 03, *Dallas*; 20 h 55, *Trois graveurs*; 21 h 45, *Jeau Kier*; 22 h 30, *Hockey sur glace*.

- **R.T.M., 18 h 45, Feuilles :** **Jeton :** Tom Sawyer; **5 h m, La croisière s'amuse :** 21 h, *Le Scoundoune*, **22 h 10, Je soussigne :**
- **T.M.C., 18 h 45, Croisière :** Sylvie; **19 h 35, Feuilles :** La croisière s'amuse; **20 h 35, Professionnel pour un mariage :** film; **21 h 10, Nando Cicero :**
- **R.T.B., 20 h 5, Risques tout :** 20 h 55, *Varlottes :* Chansons à la carte; 21 h 50, *Écritures :*
- **TELE 2, 18 h 35, Feuilles :** 19 h, *La pensée et les hommes ;* 22 h, *Sports :*
- **T.S.F., 20 h 5, Cœur cap filles :** 21 h 10, *Magazine de la science :* *Télescope :* 22 h 10, *Célébrer la réconciliation.*

■ **R.T.M.** 18 h 43, **Quadr** ■ **stail**
 pourri-re ■ **stail**
 19 h 21 h, **A vous**
 de choisir : **Zoulou**,
 film de Cyril Endfield
 ou **Airport**, film de
 George Seaton.
 ■ **T.M.C.** ■ 45, **Les**
 ■ **Sylvie** :
 19 h 35, ■ **Far-**
choda : 20 h 35, **Un**
 ■ **film de**
Jean-Jacques Au-
blanc : 22 h 05, **Dé-**
 ■ **R.T.B.** 20 h, **Ant-**
savoir : ■ 25, **Tent**
 film de **Stake Edwards**.
 ■ **T.S.R.** 20 h 5, **Tem-**
présent : **La vie au qu-**
otidien ■ **Chine** :
 21 h 10, **Jeu de massa-**
cre ■ **film d'Alain Jes-**
sus : 22 h 55, **ina**
Transfer.

émission
littéraire sur FR 3

Une sirène
eau douce

chubert
ans sa plénitude

Qui sont-ils ?

هكذا ومن المصباح



CLAUDE VENEZIA

ENTRETIEN

Michel Maffesoli explorateur de la violence et du plaisir

Analyste de la vie quotidienne, le sociologue Michel Maffesoli cherche à repérer, à travers des rapprochements souvent provocateurs, les lignes de force cachées de la vie sociale. Il explique pourquoi notre société manque de violence et comment elle s'installe dans l'« orgiasme ».

PORTANT néod papillon, costume strict et, à l'occasion, la cape, Michel Maffesoli, professeur de sociologie à l'université de Paris-V, aime surprendre. Provocateur, séducteur, affichant avec une touche d'exhibitionnisme un dandysme intellectuel volontiers éclectique, ce fils d'un mineur de fond des Cévennes est d'abord curieux de découvrir et d'analyser tout ce que la vie sociale a de souterrain et d'invisible au premier regard : les ruses de ceux qu'il appelle les « protagonistes » sociaux, les régulations cachées assumées par les différentes formes de violence, les conduites de « déviance » et, plus globalement, tout ce qui touche à l'hétéronomie.

Cet agitateur d'idées qui aime jouer avec une ironie distante les iconoclastes — comme l'indique le titre de son dernier livre : *l'Ombre Dionysos. Contribution à une sociologie de l'orgie* (1) — est aussi cofondateur du Centre d'études sur l'actuel et le quotidien (C.E.A.Q.).

« Vos premiers travaux universitaires ont été consacrés à la violence. Pourquoi cet intérêt pour ce thème et cette définition aussi large du phénomène ? »

« C'est en 1978 que j'ai publié *la Violence fondatrice*, une espèce de travail d'inspiration libertaire où je voulais montrer l'importance que peuvent avoir l'anomie et la violence dans la structuration sociale. J'avais débuté le livre par cette phrase de Nietzsche : « Il faut avoir un chaos en soi-même pour accoucher d'une étoile filante. »

L'idée du livre partait d'une enquête que j'avais faite après 1968, à Grenoble, sur une population de dix-huit à vingt-quatre ans, dite « en rupture ». Rupture d'école, d'université, de travail. Et j'avais montré qu'il y avait une réappropriation de l'existence à partir d'attitudes de violence à l'égard de l'ordre classique, de la société établie. Ainsi la violence commence avec l'organisation de sa propre existence, le fait de refuser un travail régulier, un plan de carrière, la constitution d'une famille...

J'avais essayé de suggérer dans ce livre qu'au travers de cette forme de violence, finalement minime, on pouvait éviter des manifestations plus sanglantes : j'avais appelé ça « violence perverse », « pervia », qui prend des voies détournées si on s'en tient à l'étymologie. C'est une sorte de violence homéopathique qui, par ces multiples ruptures

sociales, nous a peut-être évité, en France, de connaître le terrorisme qu'on a vu ailleurs ; de l'énergie a été canalisée vers des formes de violence douce.

« A cet égard, à l'encontre de la lamentation bien-pensante, je considère qu'il n'y a pas assez de violence.

« Peut-on aujourd'hui apporter une réflexion neuve sur cette réalité souvent jugée insaisissable ? »

« Il me semble que oui. C'était pour moi une des manières de traiter un thème qui m'est cher : le passage d'un ordre dominé par l'économie à un ordre dominé par la sociologie.

« Depuis 1789, on a eu une structuration sociale bipolaire, économique et politique. Or je crois que ces deux systèmes de valeurs majeurs, qui ont jusqu'ici structuré notre « épistémé » — au sens de Foucault : un entrecroisement d'organisations sociales et de représentations la légitimant — sont aujourd'hui condamnés à terme.

Dans cette épistémé, qui peut être qualifiée de bourgeoise et s'appliquer au capitalisme aussi bien qu'au socialisme, tout fonctionne sur le projet, c'est-à-dire à la fois la capacité de prévoir — la production, les grands équipements... — mais aussi le report de jouissance. L'essence même du politique, c'est un report de quelque chose. Or 1968 symbolise pour moi un glissement profond, quoique souterrain, des aspirations vers le présent et, en fait, la fin du politique. A partir de 68, le futur n'est plus le vecteur dominant. On retrouve une idée latine — *carpe diem*, jouir aujourd'hui — que j'ai essayé d'approfondir récemment.

« Une autre idée que j'avais sur la violence, c'est que les sociétés qui ont su la dominer étaient des sociétés qui savaient gérer et théâtraliser la sanction. C'est la vieille idée du théâtre qui est, dans la tradition du dix-septième siècle, la catharsis des passions : les mettre en scène pour mieux s'en purifier en quelque sorte.

« En Grèce, cela donnait une forme très civilisée : l'orgie, ce que l'on appelait les bacchantes avec beuveries, danses et trances, promiscuité sexuelle, mais aussi des rituels souvent plus cruels.

« A Rome, dominait une forme plus théâtralisée, plus spectaculaire avec des jeux sanglants ou de malheureux gladiateurs se faisaient exterminer à la grande joie des spectateurs.

« Faut-il attribuer à votre goût du paradoxe et de la dérision cette idée,

développée dans un de vos ouvrages, que l'idéologie du service public serait un « totalitarisme doux » ? »

« Quoi qu'en disent les bons esprits, l'idée de violence d'État est une réalité incontestable. Il existe, d'abord, des appareils spécialisés : justice, police, etc. Une tendance très forte se manifeste, d'autre part, qui vise à prendre en charge l'ensemble de notre existence au nom du bonheur que nous sommes censés désirer. C'est pour notre bien, et en notre nom, que sont prises, tous les jours et dans tous les domaines, des décisions qui nous concernent. Sur ce plan, les différences entre « giscardiens », qui se présentaient comme des libéraux, et socialistes ne sont que formelles. Le 10 mai n'a pas changé grand-chose : on a simplement remplacé des technocrates exténués par d'autres qui étaient plus frais. Et on a fait, à peu de chose près, la même politique avec, je dirais, un « supplément d'âme » social !

Le peuple est tragique l'élite est dramatique

« Toujours est-il que cette extension à l'infini des ambitions et du champ du service public contribue à terme à « énerver » le corps social — au sens de lui enlever ses nerfs, de le désensibiliser — et à affaiblir sa capacité d'initiative. La solidarité étatique par le haut s'accompagne, de surcroît, rarement d'une solidarité plus active par le bas, entre les gens eux-mêmes. L'État n'est-il pas là, après tout, pour ça ? Il en résulte un certain nombre d'effets pervers dont je ne serai pas loin de penser qu'ils sont inconsciemment souhaités dans la mesure où il n'est pas de pouvoir qui ne s'arrange pour avoir en face de lui des individus isolés, et donc d'autant plus faibles : l'atomisation — chaque administré est seul dans son face-à-face quotidien avec l'État — et la destruction sociale par exemple.

« La ville de Grenoble, où j'ai longtemps habité, offrait une multitude d'illustrations caractéristiques de ce phénomène : c'est ainsi que les conceptions architecturales « progressistes » ayant inspiré certaines résidences — avec d'immenses couloirs entre les appartements destinés à rapprocher théoriquement les habitants et à faciliter leur circulation dans les espaces — se sont avérées sources de violence, la délinquance ayant augmenté de manière très forte. Est-ce d'ailleurs vraiment la fon-

tion de l'État — on peut penser aussi aux choix favorisant les transports en commun — de faire que les gens se rencontrent ? »

« Une de vos grilles de lecture favorites est la dialectique entre le tragique et le drame. Sur quoi vous fondez-vous pour établir cette opposition tranchée ? »

« Pour reprendre une terminologie développée par le grand sociologue allemand Simmel, je dirai qu'une des « formes » sociales essentielles est cette opposition entre le tragique et le drame ; et que cette dualité est un des éléments principaux de l'organisation sociale, c'est-à-dire quelque chose qui permet de faire ressortir toute une série d'attitudes qui, sinon, resteraient incompréhensibles. Si on prend, par exemple, une discussion du Café du Commerce, on trouvera derrière des attitudes presque archétypiques — le ton blasé, sceptique, gouailleur, réservé, râleur — du tragique, c'est-à-dire de l'indépassable. On peut jouer, vis-à-vis de la mort, de la dérision, mais on sait qu'on ne la dépassera pas.

« A partir de cette forme, de cette catégorie du tragique, on peut donc avoir une lecture transversale, en quelque sorte, de n'importe quel discours. Râler contre le pouvoir, c'est tragique, parce que c'est reconnaître qu'il y a un pouvoir ; c'est s'en moquer, mais d'une manière impuissante, puisqu'il sera toujours là, puisque l'État peut-être quand même voter.

« En revanche, dans le discours politique, il n'y a pas de tragique à proprement parler : il y a du drame. C'est-à-dire qu'on pense toujours pouvoir arriver à une solution, peut-être difficile, lointaine, mais qui existe. Je peux agir, dans l'ordre du politique, pour mettre en œuvre une solution. C'est pour cela qu'un militant est dramatique, pas tragique : il voit autour de lui du mal-vivre, des inégalités sociales, mais il sait aussi qu'il existe des moyens pour changer les choses. Cela, c'est une pensée dramatique, une pensée progressiste, une pensée bourgeoise, une pensée socialiste.

ALEXANDRE WICKHAM.
(Lire la suite page XV.)

(1) Éditions Méridien-Anthropos, 1982 (voir « le Monde des livres », novembre 1982). Il a aussi publié *Logique de la domination* (1976), *la Violence totalitaire* (1979) et *la Conquête du présent* (1979), aux Presses universitaires de France (PUF), et *la Violence fondatrice* (avec A. Pessin), Éditions Champ urbain (1978).

CHRONIQUES

LANGAGE

Un impôt mal accueilli

L'est rien tel que de s'être étranger, de bien connaître et à plus forte raison d'enseigner le français, et par-dessus tout de conserver une curiosité vive pour les problèmes de langue, pour sentir, beaucoup mieux que le *native speaker* (le locuteur-né, pour se refuser à un anglicisme pourtant bien commode), ce qui bouge dans notre langue.

C'est le cas d'un lecteur australien, professeur de français, qui nous communique une longue note rédigée, dit-il, à l'intention de ses collègues d'Australie, mais si pertinente qu'on s'en voudrait de ne pas en faire profiter, par le canal de cette chronique, le plus grand nombre possible d'enseignants ou d'utilisateurs du français.

En voici donc les points essentiels, avec des ébauches de réponses aux questions posées implicitement.

Première excellente remarque de M. George Strauss : la préposition *sur* a aujourd'hui une « aire d'emploi » plus étendue qu'en français classique. En fait, il ne s'agit vraiment que de *sur* signifiant, en gros, « à propos de ». Exemples cités, et tous (merci pour elle !) pris dans la *Sélection hebdomadaire* du journal :

- Faire aboutir des solutions favorables... *sur* le respect de la largeur des mailles des filets (de pêche).

- La querelle algéro-marocaine *sur* l'ancien Sahara.

- Des concessions *sur* Chypre.

- Ses ambitions *sur* la Syrie.

- On se battra davantage encore *sur* les manques à gagner.

- M. N. a ironisé *sur* ses critiques contre l'endettement de l'Etat.

- Les conséquences de l'inflation *sur* la presse mondiale.

Le problème, il me semble, est que nous n'avons pas de préposition pour exprimer l'idée de *relativement à*, à *propos de*, en *matière de*, en *fait de*, etc. Nous sommes riches en locutions prépositives, et celles-ci permettent un « rendu » plus précis du genre de relation qui existe entre les deux concepts ; ainsi, on pourra comprendre que la France cherche à faire aboutir des solutions favorables au respect des mailles (c'est-à-dire de la taille des poissons dont la capture est autorisée) ; ou, au contraire, que la France souhaite, pour ses pêcheurs, des solutions favorables relativement au respect des mailles ; en fait, des tolérances. L'emploi de *sur* ne précise pas quelle est la situation évoquée ; mais le contexte le fait certainement.

Il y a peu à reprendre dans les emplois de *sur* relevés par notre lecteur-professeur, M. Strauss, sinon que la querelle sur le Sahara, ou les solutions sur le respect des mailles, sont des tournures négligées ; relative au Sahara et des solutions quant au respect auraient été préférables.

Ici encore, la richesse n'est pas une bonne affaire. Nous n'avons hérité du latin qu'une préposition pour signifier au sujet de : un de trop sec et trop employé (son successeur, *de*, est le mot le plus fréquent du français) pour se maintenir partout. D'où l'apparition de groupes prépositionnels à partir de *sujet*, *propos*, *matière*, *fait*, etc. Mais l'emploi de *sur* (pour « au sujet de ») est une solution de facilité, à laquelle un bon journaliste doit essayer d'échapper.

Certains emplois du subjonctif, écrit encore notre lecteur à l'intention de ses collègues, paraissent tomber en désuétude. Il cite : « On peut penser à une taxe sur les jeux, bien qu'une ponction sur le tiers serait mal accueillie en cette période électorale » (en avril 1981). Et encore : « Si l'exécuteur décide, s'exécute, propose, et que la majorité le soutient... »

Problème déjà évoqué dans ces colonnes. De façon générale et schématisée, on peut dire que notre subjonctif est le mode verbal du résultat non acquis, du non-accompli. Mais le conditionnel l'est aussi : « Un nouvel impôt (non décidé, et qui ne le sera probablement pas) serait mal accueilli ». Et le conditionnel a l'avantage de marquer nettement que ce non-accompli se situe dans le futur, ce qui n'est pas évident avec le subjonctif. D'où le glissement remarqué par notre lecteur.

Ce n'est pas une nouveauté. M. Grevisse (*Le Bon Usage*, 11^e édition, p. 1363) donne d'assez nombreux exemples de *bien* que ou *quoique* suivis du conditionnel. Et c'est signé Chateaubriand, Flaubert, Giraudoux, Valéry et quelques autres !

On sent très bien la nuance (et plus que nuance) d'expression entre : « bien qu'un nouvel impôt soit mal accueilli en période électorale », et : « bien qu'un nouvel impôt serait mal accueilli... » Dans la première tournure, on énonce une vérité générale, d'une part, et, d'autre part, on laisse la porte ouverte à l'idée que ce nouvel impôt sera (on peut-être même a déjà été) décidé dans son principe. Ce serait le cas avec la phrase : « Le gouvernement se résignera sans doute à une taxe sur les jeux, bien qu'une ponction sur le tiers soit mal accueillie en période électorale. »

Conclusion : nous avons dans ces cas une réelle marge de manœuvre entre le subjonctif et le conditionnel (ou même le futur). Pourquoi ne pas l'utiliser ? Même remarque pour la « faute » qui consiste à faire suivre un *Si...* et *que...* de l'indicatif (le *soutient*) et non du subjonctif, comme le veut la règle.

Renvoyons encore au *Bon Usage* (p. 1378) pour voir la « faute » commise par de bons écrivains contemporains. Et souvenons-nous que le *et que* considéré (et que la majorité le soutient, etc.) remplace ici : *et si*, qui serait évidemment suivi de l'indicatif.

Je ne vois pas dans ces exemples les symptômes assurés d'une décadence du subjonctif en français d'aujourd'hui, mais plutôt l'utilisation volontaire (on l'espère, du moins), et justifiée, d'une « option » entre lui et l'indicatif quand il y a à marquer fortement que l'on voit le résultat énoncé (le mauvais accueil fait à un impôt, le soutien de la majorité) comme acquis.

JACQUES CELLARD.

POÉSIE

PIERRE TORREILLES

Pierre Torrelles, qui est né en 1921, vit à Montpellier. Il a notamment publié *Voir* (Seuil), *L'Espace défilé* (Fata-Morgana), *Dévidure, les Dieux rompus* (Gallimard), *Messace innommée* (Grasset), *L'Ineffaçable* (Commanche mesure) et *La Voix désabritée* (Gallimard). Il a participé aux revues *Solaire*, *Poésie*, *Arfuyen*, *Notes de l'Europe*. Ici, la langue retient l'éphémère, creuse l'immobilité, dit la souveraineté d'éléments évidents.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Quand le chien de l'enfance est attentif à notre errance,
Inavouable est dans ses yeux
Sous son mutisme défilé le silence de l'inquiétude
Mémoire, le transport que n'articule aucun vocable,
Terre mêlée de nuit
En un lent hurlement modulé de la langue,
Imminence obombrée que n'étoile nulle saison.

Renouant au présent le proche au non visible
Je sais la terre aveuglément silencieuse
En son timide outrepassé.
Combien peu discernable
Est ce qui germe au loin derrière la clarté,
Rougeur noire de l'errance !

Le jour s'annonce ainsi qu'il envole l'espace
Défilant sur la nuit une ombre de rosée.
La beauté se détourne, et le profondément
Fouet l'émoult.
Dans la variation scintillante des larmes.

Qu'en est-il dans les pils du matin
Sous l'orade enfoui de ces volours d'enfance
De la lixe interpellation ?
Vers la journée promise accourt la crainte d'un visage.
Chaque rose dénie dans sa répétition
L'inductible qui l'énonce
Et résonne le glas infiniment loyé
De l'oubliée matutina.

Au silence comment
La floraison parfaite du silence
Éclot les nocturnes aux hausses dissimulées.

Démence de la raison !
Le moyen de se nuit éclipse les ténèbres,
Lrse son miroir le pur moment dénaturé.
O facile poids de la tristesse
O sagesse démantelée !
Fétales effeuillés de la voix mûrissante !
S'y œuvre, pulpeuse en son émoi
Maintenant retenue par l'usage du temps,
L'alternance issue de toute ranceur,
Origine de l'aube où chaque bruit se voit.

THEATRE

Libérer le spectateur

L y a plus de dix ans qu'Augusto Boal a inventé le « théâtre de l'opprimé ». Boal dirigeait le Théâtre Arena, à Sao-Paulo. On y jouait Brecht (*Antur U*) et des pièces comme *Arena raconte Tiradentes*, l'histoire du premier héros de l'indépendance brésilienne. Mais Boal y pratiquait aussi un théâtre d'intervention, celui de petits groupes itinérants, les *nucleos* : « Avant 1964 (...), nous jouions dans les rues, sur les banes des camions, dans des cirques, avec le soutien et l'appui du gouvernement national et provincial, de gauche, dans le nord-est du Brésil. Nous obtenions même le soutien de la police... » (1).

Après les deux coups d'Etat (en 1964 et en 1968), toute activité de ce genre devint impossible. Boal s'exila : il vécut d'abord en Argentine, jusqu'à la prise de pouvoir par la junte, en 1976, puis au Portugal. Maintenant, il est installé en France. Prenant appui sur l'expérience des *nucleos*, il a progressivement défini et mis en œuvre une pratique nouvelle du théâtre, en rupture aussi bien avec la façon habituelle de faire des spectacles, qu'avec l'« agit-prop », issue des années 20, qui avait connu une résurgence après 1968.

Le théâtre de l'opprimé repose, de l'aveu même de Boal, sur deux principes : « Premièrement, transformer le spectateur - être passif, réceptif, dépositaire - en protagoniste d'une action dramatique, en sujet, en créateur, en transformateur. Deuxièmement, essayer de ne pas se contenter de réfléchir sur le passé, mais de préparer le futur. » C'est-à-dire qu'il s'en prend à une double « oppression ». L'une, est celle qu'exerce sur nous toute une forme de société : il s'agit de la découvrir, de la dénoncer, et non seulement d'en faire prendre conscience, mais encore de mettre le spectateur à même de se donner les moyens de la refuser et d'en venir à bout.

Ici, Boal paraphrase Marx : « Assez du théâtre qui ne fait qu'interpréter la réalité : il faut la transformer ! »

Mais une telle transformation lui paraît devoir rester lettre morte, si elle ne s'enracine dans le rejet d'une autre oppression, plus insidieuse : « Spectateur, tu es déjà opprimé, parce que la représentation théâtrale t'offre une vision achevée du monde, fermée : même si tu l'approuves, tu ne peux plus la changer. Il faut libérer le spectateur de sa condition de spectateur, alors il peut se libérer d'autres oppressions (2). »

Parmi les formes du théâtre de l'opprimé - elles sont nombreuses : Boal pratique le « théâtre invisible », le « théâtre-journal », le « théâtre-statue »... - l'une est privilégiée : c'est le « théâtre-forum ». Elle unit la représentation et l'action, les professionnels ou du moins ceux qui jouent et les spectateurs ou ceux qui regardent, et elle est le lieu et le moyen de cette transformation que réclame Boal : la métamorphose du spectateur sinon en acteur du moins en « agissant », la rupture avec sa condition de passivité et son accession à une action qui vise à « modifier la réalité ». Ainsi, le « théâtre-forum », qui « se trouve à la frontière précise entre la fiction et la réalité », constitue le point névralgique de l'entreprise boaliennne. Mais n'en est-il pas aussi le talon d'Achille ?

Le groupe théâtre du Ceditab - centre d'étude et de diffusion des techniques actives d'expression (méthodes Boal) qui est l'association-support du Théâtre de l'opprimé a, plusieurs fois, présenté des « spectacles-forums ». Tout décembre dernier, il a été l'hôte du Théâtre Présent, porte de Pantin, avec *Enjeux la vie*, deux programmes composés chacun de deux forums. Le public est venu, il est entré dans le jeu, il a « agi ». Mais s'est-il pour autant libéré de sa condition de spectateur ?

De coup de théâtre en coup de théâtre

Décrivons rapidement le fonctionnement de ce théâtre-forum. Après quelques exercices en commun « pour aider les spectateurs et les acteurs à s'échauffer, à se mettre en rapport entre eux et avec nous », qui sentent forcément le feu de camp, les acteurs du théâtre de l'opprimé jouent devant nous une courte

pièce, ce qu'ils appellent « un modèle ». Cette pièce « présente un échec, une oppression non brisée, un doute (3) ».

Au Théâtre Présent, le soir où j'y suis allé, les deux pièces étaient *La Femme juive*, un épisode de *Grand-peur et misère du III^e Reich* de Brecht, rebaptisé *Femmes juives*, et *But I love him...*, une création collective. Ici, l'oppression visée était celle, domestique, que le mari peut exercer sur la femme qu'il aime pourtant ; là, celle, collective, à laquelle se heurte une juive qui, en 1935, décide de quitter l'Allemagne nazie, et qui souffre sa propre incapacité à dire, à crier sa révolte.

Une fois la pièce jouée, les acteurs interrogent les spectateurs : la conduite de tel ou tel personnage est-elle admissible, n'y a-t-il pas là « échec », ne pourrait-on pas dire ou faire autre chose ? Et ils rejouent la pièce : alors, dès qu'un spectateur ne sera pas d'accord avec ce que dit ou fait un personnage, dès qu'il soupçonnera celui-ci de céder à l'oppression, il criera « Stop » et viendra remplacer l'acteur et proposer sa solution. D'autres spectateurs peuvent encore intervenir, relayer ceux qui sont déjà entrés dans le jeu... pour construire ce que Boal appelle un « antimodèle » qui anticipera ainsi les « actions de demain ».

Ce jeu est réglé par un « joker », un membre du groupe.

Le premier moment d'hésitation passé et une fois au courant des règles du jeu (mais certains le sont déjà : le « théâtre-forum » a ses adeptes), les spectateurs n'hésitent pas à intervenir. A remplacer les comédiens. Et un climat vraiment convivial s'instaure. On ne s'ennuie pas. On va de coup de théâtre en coup de théâtre. L'Allemagne de 1935, dont bien des spectateurs ignorent tout, devient le Liban de 1982. *La femme juive* se transforme en Palestinienne. La belle-maman de *But I love him...* décide de courir les surloups au lieu de passer la nuit à garder son petit-fils... Et les spectateurs changent allègrement d'âge ou de sexe : l'un a même pris la place du bébé et s'est mis à revendiquer à grand renfort de vagissements...

Mais l'antimodèle est loin d'avoir la solidité et la subtilité du modèle, surtout quand celui-ci est signé Brecht. A la détrempée profonde de la femme juive qui s'égare dans son monologue, les spectateurs-acteurs ne substituent guère que d'élémentaires cris de révolte. Et tout ce que Brecht nous donnait, non

sans ruse, à deviner, est, là, dit et figuré, avec une grossière évidence : les interlocuteurs téléphoniques, absents, de Judith sont même, d'embolie, présents.

La pièce *Femmes juives* se renverse : c'était un système social que mettait en cause Brecht, ici ce ne sont plus que des personnages. La psychologie revient au galop. Pour un peu, au lieu de l'antiféminisme et du nazisme, le coupable, ce serait Judith ou ses amis ou ses proches. Changeons-les, changeons leur comportement, et tout changera ! Si la seconde pièce se prête mieux au forum, si les prises d'action des spectateurs suscitent de meilleurs antimodèles, cela tient, sans doute, au fait que le modèle initial est parlé en « grommel » : pas de texte, rien que des onomatopées. Le spectateur, alors, est plus libre. Il mueble des vides. Il remplace un texte cohérent par des paroles élémentaires.

Le spectateur, piètre comédien

Plus : cette entrée dans le spectacle signifie-t-elle, en fin de compte, une libération du spectateur ou, au contraire, son asservissement au théâtre ? Qui improvise devant nous l'antimodèle ? Est-ce vraiment le spectateur ou n'est-ce que l'acteur que le spectateur s'est obligé à devenir ? Le théâtre-forum est loin, en effet, de nous proposer un espace libre, un « lieu de vie », où l'on pourrait être ou devenir soi-même. D'un côté, il y a le cadre dramaturgique du modèle que l'on peut sans doute modifier, mais qu'il est impossible, dans un laps de temps aussi bref, de bouleverser de fond en comble. De l'autre, il y a aussi la pression, l'attente d'un public d'autant plus exigeant que ceux qui le composent peuvent à tout moment vous « crocheter » et prendre votre place dans le jeu.

Alors, loin de parler à la première personne, le spectateur-acteur ne renchérit-il pas sur la troisième, et, au lieu d'être soi-même, n'en devient-il pas, plutôt, un comédien, et souvent un piètre comédien ? Au lieu d'ouvrir sur la réalité, l'antimodèle n'en rajoute-t-il pas sur la fiction ?

Cela tient aussi à la notion de « bonne solution », substituée à une mauvaise, qu'avance Boal. Et à une conception, somme toute traditionnelle du théâtre comme lieu de comportements exemplaires. *Femmes juives* le montre à l'évidence. Là où Brecht écrit, par le biais

d'une conduite individuelle, une situation politique, Boal déplace le centre de gravité de l'action : maintenant, c'est la capacité de Judith et de ses proches à dire la vérité et à se comporter en conséquence qui devient l'enjeu de la représentation. Par là, il substitue la morale à la politique. Son théâtre ignore la distance et la réflexion : il ne rêve que de responsabilité et d'action. On glisse de Brecht à Sartre. Tout n'est plus qu'affaire de jugement.

Reste une dernière question : peut-on, par l'exercice même du théâtre, sortir du théâtre ? Rompre avec lui ? Et son statut de représentation ? C'est ce que croit Boal. Or les séances de théâtre-forum me paraissent établir le contraire. La libération du spectateur, ce ne serait être d'entrer dans le spectacle : là, il est métamorphosé en acteur et il demeure captif du jeu théâtral. En revanche, c'est, peut-être, devenir le plus spectateur possible. De rompre avec son identification à un personnage et de la fascination qu'exerce sur lui le spectacle, en regardant et en comprenant ce spectacle. En reconnaissant le caractère ludique et « fictionnel » de la représentation. Alors la jouissance peut rencontrer le savoir. Et délivrer le spectateur.

Avoués comme tels, le jeu et la fiction libèrent : ils n'oppriment pas. Et derrière le spectateur, c'est avec eux qu'ils atteignent. Hamlet le redit, ces temps-ci, sur la colline de Chaillot (4) : « J'ai out dire que des créatures coupables, assises au théâtre, prises à la trame du spectacle, étaient frappées jusqu'à l'âme, tant que, sur l'heure, elles confessaient leurs crimes. » Là, devant le « modèle » de son méfait, l'opresseur Claudius n'a plus qu'à fuir le théâtre.

BERNARD DORT.

(1) Cf. « Au peuple les moyens de la production théâtrale », entretien avec Émile Copfermann, dans *Théâtre de l'opprimé* par Augusto Boal, coll. « Maligne tout », François Maspéro éd., Paris 1977, p. 183.

(2) Cf. *Jeux pour acteurs et non-acteurs - pratique du théâtre de l'opprimé*, par Augusto Boal, coll. « Maligne tout », François Maspéro éd., Paris 1978, p. 12. Un troisième livre de Boal, *Stop ! C'est magique - les techniques actives d'expression*, a été publié chez Hachette littérature, coll. « L'Échappée belle », Paris 1980.

(3) Cf. le programme d'« Enjeux la vie ».

(4) Faute du beau texte français de Raymond Lepoutre, j'ai dit « Chaillot », je cite la traduction de Monod et Schyrob reprise dans le Shakespear de « La Pièce » (U-2).

Michel
Maïesoli.
explorateur
de la violence
du plaisir

LA PARANTE

STRANGE
Pensées sur
Machiavel

Race
et couleur
en pays
d'Islam

LA grève
des
loyalistes

LA crise
juvénile

PAYOT

ENTRETIEN

Michel Maffesoli, explorateur de la violence et du plaisir

(Suite de la page XIII.)

« Mais il y a d'autres types de société, certaines périodes historiques, certaines couches sociales où le tragique domine. Le tragique prédomine dans le discours populaire ; le drame, dans les élites, les clercs, les décideurs, comme on dit aujourd'hui. Ce clivage partage, me semble-t-il, un type de société que j'appelle progressiste, basée sur le drame — qu'on a connu depuis 1789 — et un type de société organiciste, basée sur le tragique, qui, à mon avis, émerge peu à peu depuis 1968.

« Dans l'ordre des idées, le drame, pour moi, c'est Hegel — ou Marx — et le théâtre de boulevard : c'est fondamentalement la même chose. D'un côté, la triade amant-femme-mari qui trouve toujours une issue et, de l'autre, la vision thèse-antithèse-synthèse qui a, elle aussi, toujours un dénouement. Lequel repose, dans sa logique de l'avenir des sociétés humaines, sur une vision, en fait, fondamentalement optimiste.

« Doit-on voir, dans ce discours, la critique ou le refus du politique ?

« Je n'ai pas à être pour ou contre le politique : il existe. Par contre, je pense effectivement que l'ordre politique ne correspond plus complètement à l'état de la société actuelle. Parce que, comme j'y ai fait allusion, on constate depuis une dizaine d'années une très nette montée du présent, du quotidien. La société française ne se définit plus, en 1983, par

rapport à son passé — même si celui-ci joue toujours un rôle — ou à un futur hypothétique, de plus en plus difficile à imaginer. Sans parler du style ou des thèmes rituels du discours politique lui-même.

« Pensez-vous vraiment que c'est l'orgie — le thème de votre dernier livre — qui caractérise l'état de la société dans les années 80 ?

« Mon analyse n'est pas fondée sur le thème de l'orgie, mais sur ce que j'appelle l'« orgiasme », qui n'est pas un comportement particulier mais une attitude nouvelle : le fait de vouloir jouer aujourd'hui de ce qu'on a. Ce terme a d'autre part, à mes yeux, une acception qui est loin d'être exclusivement sexuelle.

« L'évolution des structures de la famille depuis quelques années en révèle ainsi des formes non négligeables : l'augmentation des divorces (un divorce pour quatre mariages en France en 1981 ; un pour trois à Paris), la montée des enfants illégitimes ou le concubinage, par exemple, sont autant d'indices de l'affaiblissement récent de certains interdits sociaux et de l'évolution des attitudes affectives et sexuelles chez le plus grand nombre. La déviance s'est démocratisée !

« L'orgiasme dans la vie sociale se rapproche en fait du *zusammen-sein* — être ensemble — des Allemands. Après avoir vécu pendant trois siècles sur des valeurs prométhéennes fortes, les sociétés occidentales sont de plus en plus imprégnées — surtout pour les jeunes générations — par des valeurs plus passives, qui ne font plus de la nature, du

monde, des objets de conquête. Je parlais, avec un peu d'exagération j'en conviens, d'un système plus visqueux où on ne cherche plus à maîtriser sa propre vie, où on subit l'histoire, où on subit sa propre histoire.

« Il restera toujours, bien sûr, des gens qui auront envie de monter à Paris, de faire carrière, d'avoir du pouvoir. Mais, globalement, il me semble que l'ensemble des gens vont jouer quelque chose de beaucoup plus mou, de plus archaïque avec l'attachement au terroir, le ressassement du rural, mais aussi l'engouement pour tout ce qui est de l'ordre du groupal. Et là on trouve les formes dominantes les plus variées de l'orgiasme : les bandes, les regroupements, par exemple dans les concerts de rock, le développement des communautés, l'échangement, la promiscuité affective telle qu'elle se pratique, par exemple, au Club Méditerranée, la floraison des journaux de petites annonces de rencontre, à Paris ou à Grenoble, mais aussi dans une ville aussi puritaine et bourgeoise que Strasbourg, que je connais bien, ou encore l'extension de pratiques sexuelles illégitimes dans les grands ensembles...

CONTE FROID

La difficulté

Vint le jour où l'on estima qu'il fallait rendre le tennis plus difficile. Alors on obligea les joueurs à utiliser des balles vertes sur gazon et rouges sur terre battue.

JACQUES STERNBERG.

« L'orgiasme, c'est donc un autre rapport à l'altérité, une autre vision du corps, du travail, de la politique. Il ne faut pas s'arrêter à l'aspect choquant de ces remarques. L'anomie d'aujourd'hui risque d'être le canonique de demain. C'est en ce sens que je parle d'immoralisme éthique.

Tout le monde

RUSE

« Vous êtes un des rares sociologues à vous intéresser au thème de la ruse dans les rapports sociaux. Pourquoi cet intérêt pour un thème, à première vue, peu scientifique ?

« L'idéologie de type rationaliste qui domine aujourd'hui — ce système iconoclaste qui n'aime pas les images, la théâtralité — prône en effet l'authenticité : il faut être authentique pour être un être à part entière. Or, en fait, ce thème de l'authenticité est d'abord un thème fondamentalement moral, qui, en tant que sociologie, ne m'intéresse pas. Car la vie sociale fonctionne largement sur le l'inauthentique : le mensonge, les apparences, ce que j'ai appelé la duplicité. Sous cet angle, la ruse a mille visages. La ruse par rapport à soi-même d'abord : on se ment sur ce qu'on peut ou ce qu'on veut réellement faire. La ruse par rapport à sa famille, au couple. La ruse dans la vie professionnelle : on fait semblant, on fait « comme si »...

« Cette simulation est une manière de se protéger, d'éviter une dépense d'énergie inutile : simulation des sentiments —

l'amour éternel, — simulation du travail — l'effort que font les secrétaires ou les cadres dans les entreprises pour avoir toujours l'air occupé, — simulation du désir en général... Mais simulation et ruse ne sont pas forcément des éléments négatifs : ils peuvent être structurants.

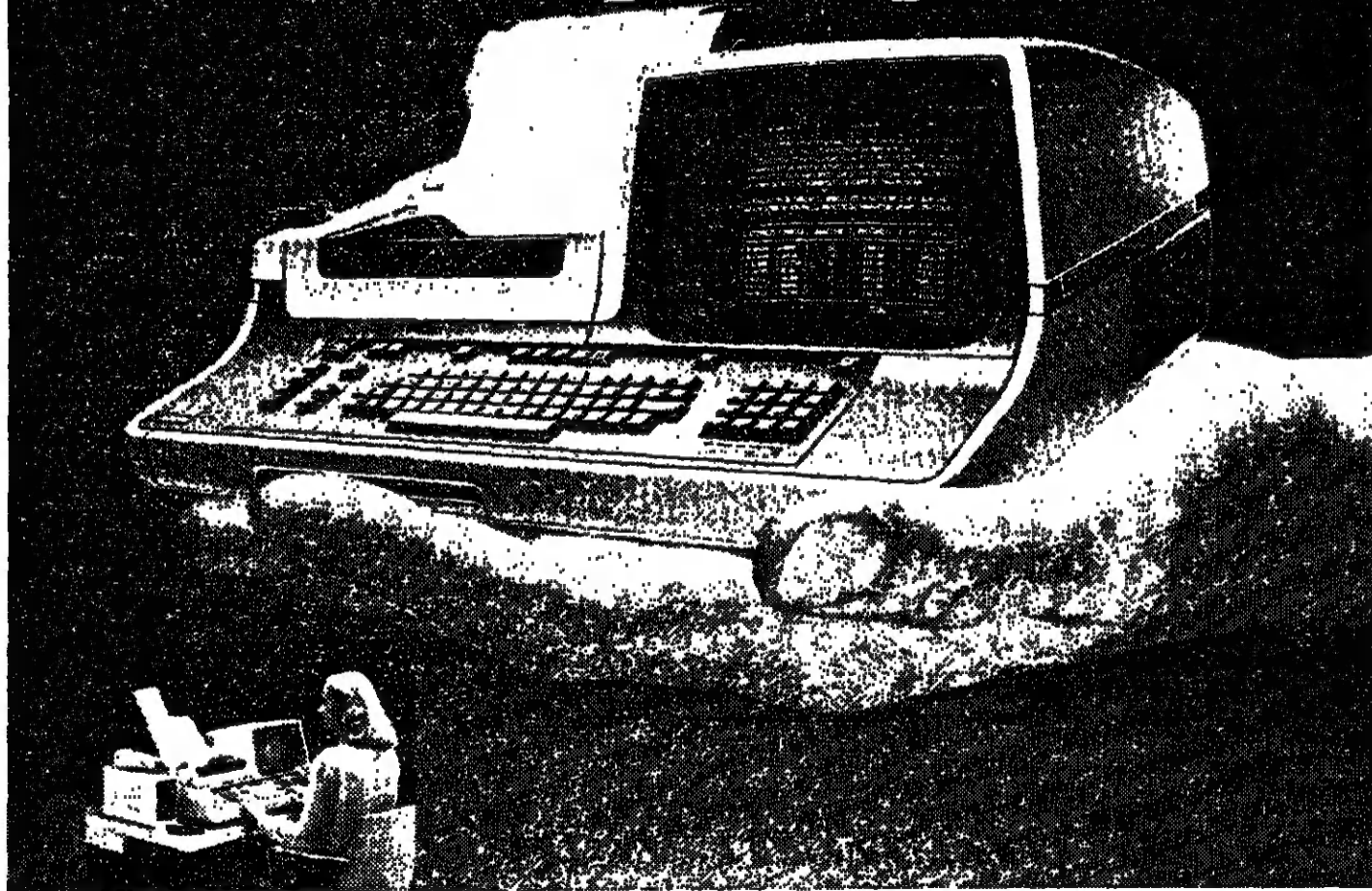
« L'authenticité, pour moi, est un peu comme l'air pur : à trop haute dose, ça asphyxie ! Plus profondément, la ruse est une stratégie politique : celle du non-affrontement brutal avec le pouvoir. Car on ne peut pas gagner contre le pouvoir.

« En reprenant les schémas chers aux anthropologues, on pourrait dire que les stratégies de ruse avec l'ordre établi s'appliquent dans trois domaines. D'abord, la circulation du travail : tout ce qui touche à l'absentéisme, aux zones de non-travail à l'intérieur du travail, au travail noir. Ensuite la circulation de la parole : l'usage que font les gens de la télévision — le nouveau dieu laïc, le dieu du loisir — qui est plus critique que ne le croient souvent les spécialistes. La circulation du sexe enfin : sans contester la forme conjugale, on trouve de multiples façons de ruser avec elle : la « partouze » du samedi soir, le développement pornographique, les soirées magnétoscopes, les diverses petites transgressions homo ou bisexuelles, les pratiques improvisées ou rituellement répétitives. La liste est loin d'être close, chacun sait très bien comment la compléter.

« La ruse est donc nulle part et partout à la fois. Nulle part, parce qu'elle se cache ; partout, puisqu'elle est indissociable de la nature humaine ! »

ALEXANDRE WICKHAM.

Le Télex ? c'est le téléphone qui écrit



La télex permet de communiquer rapidement et économiquement 24 heures sur 24, sans souci de distance ni de décalage horaire avec plus d'un million d'abonnés dans le monde, dont 600.000 en Europe. Un télex qui part arrive à coup sûr ; l'expéditeur et le destinataire en conservent chacun une trace écrite indélébile. La dialogue question-réponse est aussi facile qu'avec le téléphone, le télex apporte en plus la sécurité de l'écriture. Les télex CIVI et CIVEM conçus par SINTRA-ALCATEL et diffusés par SMH-ALCATEL, permettent aux usagers de bénéficier de toutes les techniques d'avant-garde :

- SILENCE : grâce à la suppression de la bande perforée, l'usage du télex devient confortable.

- L'ÉCRAN DE VISUALISATION : sur lequel on peut préparer, modifier et corriger les textes des messages.
- LA MÉMOIRE : CIVI 8000 caractères, CIVEM : illimitée.
- LA SIMULTANÉITÉ DES TRAVAUX de préparation — réception et préparation — émission.
- LA SIMPLICITÉ D'UTILISATION : en quelques heures, une secrétaire utilise un télex CIVI ou CIVEM avec autant d'aisance que sa machine à écrire.

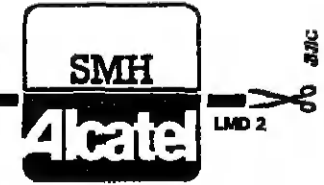
Les télex CIVI et CIVEM qui sont entretenus par les spécialistes des P.T.T. s'achètent ou se louent à SMH-ALCATEL.

L'INNOVATION AU SERVICE DE LA COMMUNICATION

(A retourner à SMH-ALCATEL, 83 boulevard de Sébastopol, 75082 Paris Cedex 02.) Veuillez m'adresser une documentation complète sur les télex CIVI et CIVEM, ainsi que l'adresse de votre agence la plus proche.

NOM _____
Société _____
Fonction _____

Adresse _____
Tél. _____ N° Télex _____



VIENT DE PARAÎTRE

Leo STRAUSS
Pensées sur Machiavel
Présentation de Michel-Pierre Edmond
130 F

Bernard LEWIS
Race et couleur en pays d'Islam
79 F

Claire AUZIAS
Annick HOUEL
La grève des ovalistes
Lyon, juin-juillet 1969
Préface de Michelle Perrot
85 F

Pierre MALE
La crise juvénile
Préface de Pierre Bourdieu
90 F

PAYOT

NOUVELLE

PABLO MANCERO raconte : La salle de conférences était pleine à craquer. Bon nombre de partisans, de curieux, mais aussi d'adversaires qui avaient réussi à entrer, se tenaient debout dans les travées, devant la scène (la salle avait servi autrefois de cinéma et même de théâtre) et se tassaient dans le foyer (à vrai dire le vestibule) où l'on avait à la hâte installé une paire d'écrans vidéo pour diffuser le discours (ou valait-il mieux parler de conférence ?). Les derniers invités parvenaient tout au plus à se frayer le passage jusqu'au milieu du vestibule. Ils n'avaient donc aucun contact visuel avec le professeur et ne pouvaient pas suivre directement ce qui se passait en réalité dans la salle. En théorie, la salle bondée qu'on leur montrait aurait même pu être une mystification (rien n'empêchait d'intégrer artificiellement de telles images au circuit vidéo).

Ce qui s'est passé ensuite, personne ne peut le dire à coup sûr (ni prétendre connaître la vérité), du moins aucun de ceux qui avaient pénétré jusqu'au vestibule en question, car la caméra vidéo fut renversée dès le début du tumulte dans la salle, ce qui interrompit la retransmission dans le vestibule. La suite des événements dut être reconstituée à partir des récits et des déductions de ceux qui avaient trouvé place dans la salle. (Au reste, il apparaît entre-temps qu'il y a autant de versions de l'événement que de présents.)

J'étais donc debout dans la foule excitée ; l'écran le plus proche de moi (la qualité de la retransmission était lamentable, sans doute parce qu'il s'agissait d'un expédient technique de der-



GREGOIRE SOBERSKI

Attentat PAR GEORG SCHMID

nière heure) me montrait une scène peu différente de celle où d'une certaine façon je figurais (sauf que dans la salle les gens étaient pour la plupart assis, tandis que dehors ils devaient rester debout) : une foule de plusieurs centaines de personnes, les uns attentifs et silencieux, les autres agités et parlant entre eux (en ce qui concerne le fond sonore, je ne sais pas exactement si les appareils vidéo transmettaient correctement les bruits de la salle ou si, disons, l'onde sonore du vestibule ne venait pas se superposer à eux). Plus tard, à nouveau, lorsque les premiers coups de feu retentirent, je ne sus pas exactement si leur bruit me parvenait de l'intérieur de la salle ou si les appareils vidéo le retransmettaient, et je me rappelle avoir réfléchi pendant la fusillade — en raison sans doute de mon excitation : ainsi est fait l'esprit humain — pour savoir si c'était le son original ou la retransmission qu'on entendait à l'extérieur.

Quoi qu'il en soit, les gens autour de moi se mirent à bouger (des mouvements de panique — ou peut-être que le reflux des spectateurs d'avant-scène, des premiers arrivés en somme, les poussait vers l'arrière). Des cris hystériques fusèrent (n'est-ce pas constamment la facilité avec laquelle l'enthousiasme des gens se transforme en manifestations d'angoisse irrépressibles — et parfaitement explicables, en l'occurrence ?) : quelques hommes plus costauds que les autres cherchaient à prendre la fuite sans aucun égard pour les plus faibles, les vieux, les indécis (ou simplement les plus pondérés) ; ils estimaient visiblement que leur volonté de se mettre à couvert l'emportait sur toute autre considération. (Plus tard, j'apprends que presque personne n'avait seulement essayé de porter secours au professeur, mais rien ne me permit de vérifier ni de réfuter de telles affirmations.)

Dès mon arrivée, j'avais remarqué un grand nombre de types, disons, bizarres qu'on ne s'attendait pas forcément à rencontrer dans des réunions politiques de ce genre : des casseurs, des voyous qui démontraient l'inefficacité du service d'ordre et narguaient les policiers en uniforme. Je n'ignorais d'ailleurs pas qu'il devait y avoir aussi bon nombre de policiers en civil et je reconnus effectivement quelques agents de la police secrète qui, mine de rien, se mêlaient aux partisans du professeur.

J'ai déjà dit qu'on ne savait pas exactement si les coups de feu entendus dans le foyer (à vrai dire le vestibule) parvenaient « directement » ou par le canal de la retransmission simultanée en vidéo. Le tumulte, lui (pour une partie du moins), fut certainement vécu sans intermédiaire technique : peu de temps après que les spectateurs massés dans le foyer eurent retrouvé leur sang-froid (ils avaient pourtant, comme presque tous les autres, réagi de la même façon que le groupe entourant le professeur), ils comprirent qu'ils devaient évacuer le foyer déjà trop petit s'ils ne voulaient pas risquer d'être piétinés par ceux qui cherchaient à sortir de la salle.

Ce danger immédiat faisait oublier tous les autres. Or, dès ce moment (donc immédiatement après l'attentat), on entendit des voix (au sens propre : toute une série de personnes criaient à peu près que le professeur avait été abattu par un policier, tandis que d'autres répandaient le bruit que les coups avaient été tirés par des membres du service d'ordre, en somme deux versions contradictoires) — des voix qui, me semble-t-il, anticipaient les rumeurs systématiquement entretenues par la suite. C'est là sans doute que trouve son origine la variante retenue entre-temps parmi tous les autres racontars (oui, j'emploie délibérément ce mot, on pourrait même parler plus justement d'un assemblage de racontars) selon laquelle l'assassin était un membre du service d'ordre déguisé en agent de la police secrète.

Curieusement, il apparaît aujourd'hui que plus personne ne se souvient de quoi au juste le professeur parlait : ni même combien de temps il avait parlé lorsque les premières détonations retentirent. Moi-même, en tout cas, je me suis aperçu immédiatement après les événements que je ne pouvais pas retrouver de quoi il avait effectivement parlé. D'emblée, je ne savais plus si ma mémoire ne me jouait pas un mauvais tour — si je n'intégrais pas après coup des extraits d'anciens discours ou allocutions à l'exposé de ce soir-là, voire des propos jamais prononcés (en tout cas pas en pareille occasion). Chacun s'efforçait certainement, après l'attentat, de reconstituer non seulement les faits, mais aussi ce qui les avait précédés, optant pour la forme d'un exposé didactique. Il me sembla bientôt surprenant que tous les témoignages que j'entendais eussent un

caractère narratif. Il n'y avait (il n'y a) aucune relation objective des événements ; nous nous trouvions d'emballe confrontés à la description de nos expériences subjectives.

LA reconstitution des faits ne nous serait donc possible que par le biais de la narration ; et toutes les narrations ont l'apparence du roman, des romans trop familiers par une Grande Tradition. J'insiste sur ce point qui m'a frappé tout de suite après l'attentat (entre-temps cette impression n'a fait que se confirmer). J'en arrivai, avant même d'avoir quitté les lieux, à la conviction que ce phénomène (le recours à des modes d'exposition bien connus, écoulés, et même franchement insupportables) relevait d'un type de comportement suscité par le choc [lequel avait marqué sans doute tous les participants, sauf peut-être le — ou les ? — meurtrier (s), donc d'une espèce de rechute, d'une régression (voilà bien le mot : il a l'arrière-goût psychologique recherché), d'une régression vers des formes infantiles d'exposé (elles sont les plus simples, les plus familières, les plus habituelles : culturellement patentes). On peut expliquer ainsi, j'en suis persuadé, pourquoi les dépositions des témoins (il y en avait énormément) se moulaient toutes dans des formes d'expression presque identiques (alors que leurs contenus, je l'ai souligné, se contredisaient parfois du tout au tout) ; toutes ces dépositions fonctionnaient en dernière analyse selon les mêmes modèles de base.

Si bien que sur les lieux mêmes de l'attentat un sentiment curieux vous prenait (et je suppose n'avoir pas été le seul à l'éprouver) : on aurait dit (du moins lorsque les effets élémentaires du premier choc se furent dissipés) qu'on assistait à la naissance d'un mythe ou, pour mieux dire, de figures mythologiques (l'usage de concepts peu rigoureusement ou, pour parler encore plus précisément (si je m'efforce d'être aussi exact que le professeur dans tous ses propos, même dans ses discours politiques où pareille rigueur semble inhabituelle et malvenue), moins à la naissance qu'à la variation d'un mythe déjà existant, devenu à tous si familier qu'il a perdu les apparences du mythe.

J'ai déjà dit aussi que plus personne ne semblait se souvenir de quoi le professeur avait parlé au juste. Un discours politique — on ne pouvait pas en dire plus. D'aucuns affirment que le

coup de feu l'a interrompu au milieu d'une phrase. Je ne saurais dire si j'ai perçu ce détail (mon attention se portait ailleurs). Au reste, il y avait eu au début du discours une sorte de mouvement entre la salle et le foyer (ou le vestibule), et il ne semblerait pas exclu que l'assassin ait pénétré à ce moment-là dans la salle du cinéma. La police paraissait pourtant tenir pour certain que l'assassin faisait partie de ceux qui avaient trouvé place dans la salle dès le début ; elle ne voyait pas d'autre explication au fait que l'assassin était passé inaperçu aux contrôles qui filtraient les entrées.

Et cependant, lorsque les premiers cris « ASSASSINO ! » (suraigus, hystériques) avaient résonné et que la foule avait cédé à des mouvements de panique collective, le groupe de la salle et celui du vestibule s'étaient mêlés l'un à l'autre, et, à ce moment-là, l'auteur du crime n'aurait eu aucun mal à laisser tomber son arme et, avant de tenter de s'enfuir, à se retirer d'abord dans le vestibule. En ce qui concerne l'arme du crime, il eût été déraisonnable d'utiliser une arme légère (un Beretta par exemple), facile à dissimuler pour passer sans problème les contrôles de sécurité. (Raison de plus pour admettre que l'assassin était connu du service d'ordre — donc très vraisemblablement un traître au sein des partisans du professeur). Pour atteindre un tel objectif, je me le disais depuis le début, un pistolet lourd convenait beaucoup mieux (un revolver Manurhin par exemple) : quitte à courir le risque d'être découvert, un risque bien tenu d'ailleurs après le début de la panique, et tout aussi improbable auparavant, si l'on envisage l'hypothèse d'un assassin issu des rangs du parti lui-même.

Une question reste posée : comment expliquer que personne n'ait vu l'acte réel de l'attentat, puisque (on l'a dit) la foule était compacte et qu'aucun geste ne pouvait passer inaperçu ; et comment expliquer en outre que personne n'ait vu au moins l'assassin se débarrasser de son arme ? Deux facteurs entraient en considération : d'une part l'attention de tous devait se porter sur l'orateur, placé sous l'éclairage des projecteurs tandis que la salle restait dans la pénombre, d'autre part une constatation acoustique : la salle ne permet pas à l'oreille de situer exactement l'origine d'un coup de feu, comme des expériences l'ont prouvé avec une netteté frappante.

Il fut donc très facile de laisser tout simplement l'arme tomber par terre après le tir et de simuler des symptômes de panique semblables à ceux qui se manifestaient tout autour. Un seul tir — cela supposait un coup de tireur d'élite. Et ensuite les policiers s'étaient mis, comme on sait, à tirer à qui mieux mieux et en tous sens, au point que l'un d'eux fut tué dans la fusillade. Il n'est pas vrai que ce policier ait été la victime du criminel — il fut abattu par un de ses collègues (une publication véridique des résultats de l'enquête en apporterait la preuve). — ce qui d'ailleurs aurait été totalement illogique, car il aurait dû garder son arme, ce qui revenait à risquer, que dis-je, à choisir virtuellement d'être aussitôt découvert. Rien n'obligeait à envisager de retourner le MR 73 (canon de 5,5 pouces, chargé de balles Magnum 357) contre les policiers puisque, nous l'avons montré, il semblait bien sûr de sacrifier l'arme et de passer pour un des auditeurs inoffensifs.

UN autre facteur troublant entraînait en jeu : bien avant les événements, chacun savait dans la foule (on l'avait entendu répéter de toutes parts dans la salle) qu'une série d'agents de la police secrète (en civil, donc) devaient sans nul doute se trouver là. Mais qui avait tiré après le début du tumulte ? Il paraissait quasi assuré qu'on ne pourrait jamais répondre clairement. Laisser tomber au sol l'arme du crime (du crime proprement dit) immédiatement après le tir mortel, pour écarter tout soupçon... Il avait fallu, disais-je, un coup de tireur d'élite : posté sur le côté, par exemple, appuyé contre un pilier pour pouvoir caler (ne fût-ce que précairement) le MR 73 et attendre pour la suite des opérations que la police en uniforme ait créé le tohu-bohu complet. Cela supposait encore deux conditions : changer de position et disposer d'une deuxième arme (qui devait être, comme il découle en bonne logique, une arme de police). Effectivement, les deux armes appartenaient à l'arsenal de service, car les unités en uniforme sont équipées de pistolet Rr 51 Uniques, calibre 9 mm para, mais les unités spéciales disposent depuis longtemps déjà du MR 73.

La seule solution logique du problème consistait donc à utiliser la caméra vidéo qui devait livrer les images aux écrans du foyer comme camouflage et comme point d'appui du Manurhin, ce qui en outre permettait par sécurité de la (je veux dire la caméra) renverser aussitôt pour empêcher qu'éventuellement, après le changement de position, elle ne retransmette des images de la suite des opérations ; on ne pouvait pas non plus exclure qu'un enregistrement vidéo ait lieu, qui aurait permis plus tard d'identifier éventuellement le coupable.

On prétend que le tir a interrompu l'orateur au milieu d'une phrase, au milieu de son discours politique, une diatribe enflammée (ne craignons pas un peu de pathos) contre le crime commis publiquement qui avait coûté la vie au précédent président et dont la police portait de quelque manière la responsabilité. Mais de quoi s'agissait-il donc — dans ce discours, je veux dire. Peu importe (et le meurtrier avait sûrement concentré son attention sur le moyen d'embrouiller encore plus la situation en tirant avec sa deuxième arme, cette fois sur un policier), car ce discours, disent les uns, sera complété par ses partisans, dans l'esprit même du professeur ; les autres disent aussi que peu importe : car on liquidera ses successeurs, tous les autres ; tant qu'ils se contenteront de parler, cela n'aura guère d'importance, tant qu'ils ne protesteront que verbalement, évitant toujours soigneusement de formuler de fausses accusations (ils savent comme nous qu'elles sont justes) contre les (prudente périphrase !) forces de l'ordre ! Mais voilà qu'ils disent maintenant que nous devons renoncer enfin à notre lâche prudence ! Nous devons à notre tour prendre l'initiative, sinon nous y passerons tous l'un après l'autre...

Traduit de l'allemand par Jacques Le Rider.

★ Georg Schmid, né en 1944, est professeur d'histoire à Salzbourg. Il a publié en 1978 *Roman trouvé* sous le pseudonyme de Georg Bures (*Éditions Luchterhand*) et compte parmi les animateurs de l'avant-garde littéraire en Autriche. Cette nouvelle a paru en 1982 dans la revue *Manuskripte*.